

1994-10

La gestion politique du Burundi au regard des valeurs fondamentales (1962-1991) : essai d'analyse

Nijembazi, Bernard

UB, Faculte des lettres et sciences humaines

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/865>

Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi

R
323.
NIJ.

R
323
NIJ.

Résumé

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

Filière : Sciences Politiques

**LA GESTION POLITIQUE DU BURUNDI AU
REGARD DES VALEURS FONDAMENTALES**

(1962-1991) :

ESSAI D'ANALYSE.

Sous la direction du
Professeur Bonaventure
BANDIRA

Mémoire présenté par Bernard
NIJEMBAZI en vue de l'obtention
du grade de Licencié en Histoire
Filière : Sciences Politiques

Bujumbura, Octobre 1994.

DEDICACE

A mes parents
A mes frères et soeurs
A mes cousins et cousines et
A tous ceux qui ont été victimes
de l'intolérance ethnique.

Je dédie ce mémoire.

AVANT - PROPOS

Au terme de ce travail, il nous est agréable d'exprimer nos vifs remerciements envers toutes les personnes physiques ou morales qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à sa réalisation.

Nos remerciements vont à l'endroit de tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, spécialement à ceux du Département d'Histoire qui se sont dépensés pour notre formation tant morale qu'intellectuelle.

Nous pensons plus particulièrement au Professeur B. BANDIRA qui a bien voulu diriger ce mémoire. Sa disponibilité malgré ses multiples occupations, ses conseils si nombreux et pertinents et ses remarques, si judicieuses, nous ont été d'une grande utilité.

Nous voudrions également exprimer notre profonde gratitude à l'endroit de Z. NICAYENZI pour avoir accepté de nous accorder une audience d'entretien en rapport avec la gestion politique du Burundi, et plus particulièrement d'avoir bien voulu nous révéler ses témoignages qu'il a lui-même vécus. Cela nous a servi d'une utilité considérable.

Nos remerciements vont également à l'endroit de BIGIRIMANA Idephonse (MINOS), BARANYIZIGIYE Etienne, NTUNZWENIMANA Ch. Luanga et ANIRAMBONA Venant qui n'ont cessé de nous manifester leur soutien, tant moral que matériel.

Et à tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la réalisation de ce travail, nous leur disons merci.

Bernard NIJEMBAZI.

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISEES

1. B.O.B. : Bulletin Officiel du Burundi
2. C.M.S.N. : Comité Militaire pour le Salut National
3. C.N.R. : Conseil National Révolutionnaire
4. Col. : Colonne
5. C.S.R. : Conseil Suprême Révolutionnaire
6. Ed° : Edition
7. F.C. : Front commun
8. FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi
9. J.N.N. : Jeunesse Nationaliste NGENDANDUMWE
10. J.R.R. : Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE
11. M.P.D. : Mouvement pour la paix et la démocratie
12. O.N.U. : Organisation des Nations-Unies
13. Op.cit. : Opere citere
14. O.U.A. : Organisation de l'Unité Africaine
15. PALIPEHUTU : Parti pour la libération du peuple hutu
16. PARMEHUTU : Parti du Mouvement pour l'Emancipation Hutu
17. P.D.C. : Parti Démocrate Chrétien
18. P.D.R. : Parti Démocrate Rural
19. P.E.P. : Parti pour l'Emancipation du peuple
20. P.P. : Parti du peuple
21. P.R.P. : Parti pour le Reconciliation du Peuple
22. RADDES : Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social
23. R.T.N.B. : Radio Télévision Nationale du Burundi
24. S.C.B. : Syndicats Chrétiens du Burundi
25. S.D. : Sans date
26. U.F.B. : Union des Femmes Burundaise
27. U.J.R.B. : Union de la Jeunesse Révolutionnaire Burundaise
28. U.P.P. : Union des Partis Populaires
29. UPROHUTU : Union pour le Progrès Hutu
30. UPRONA : Unité pour le Progrès National
31. U.R.S.S. : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
32. U.S.A. : United States Of America
33. U.T.B. : Union des Travailleurs du Burundi

INTRODUCTION GENERALE

La gestion politique du Burundi indépendant s'inscrit dans deux dimensions quasi contradictoires :

- dimension néo-patrimoniale
- dimension moderne

La première approche nous fait remarquer que certains acteurs politiques se sont révélés incapables de servir l'intérêt général ; ainsi, ils se sont lancés dans la recherche de leurs intérêts particuliers, d'où la quasi absence du "sens du bien commun" ou de l'intérêt général.

La deuxième approche montre que le Burundi indépendant a connu d'autres acteurs politiques qui se sont faits remarquer pour leurs efforts de construction et de consolidation de l'Etat burundais.

Cela a été surtout observé lors des cinq ou six premières années du régime BAGAZA où l'on a effectivement doté le pays des outils d'un Etat moderne (certaines infrastructures socio-économiques furent mises en place).

Malgré tout cela, il est impérieux de souligner que la gestion du pays n'a cessé de connaître des crises politiques, les plus manifestes que d'autres. Partant de cela, il nous est apparu indispensable de tenter une analyse de la manière dont le pays est géré (politiquement) depuis l'indépendance jusqu'à l'adoption de la Charte de l'Unité en nous limitant essentiellement sur quelques valeurs politiques (fondamentales) qui ont fort contribué à l'édification de l'Etat Burundais.

1. Choix et intérêt du sujet

C'est suite aux événements de Novembre 1991 qu'une méditation sur ce carnage devenait, pour nous, une nécessité incontournable.

Faisant recours à l'histoire du Burundi, une telle barbarie, pas du tout récente, trouve son explication dans le contexte socio-politique de ce pays.

Toute l'Afrique, et le Burundi en particulier, a connu de tels actes primitifs surtout à la veille de l'indépendance et se sont même reproduits après l'acquisition de l'indépendance.

En outre, beaucoup d'interrogations surgissent :

- pourquoi de tels actes primitifs pour un Etat supposé moderne ?
- quelles sont les causes et les conséquences de cette barbarie sur le plan socio-politique ?

De tout cela, nous avons constaté que la gestion politique au Burundi est toute une problématique qu'il faut analyser pour mettre à nu " les raisons essentielles de cette négation de l'Etat, tout en veillant à faire remarquer le respect réservé à chacune des valeurs fondamentales ; car, dit-on, c'est par ces dernières que le Burundi, en tant qu'Etat-Nation, fut édifié.

En outre, cela va, donc, nous permettre d'apprécier la façon dont chaque régime politique s'est pris pour consolider l'Etat burundais et de prendre compte les causes et les conséquences des malheurs qu'a connus le Burundi depuis l'indépendance.

2. Délimitation du sujet

Sujet très vaste, il nous est apparu indispensable de le délimiter sur le plan spatio-temporel bien précis. Le choix du Burundi n'est pas du tout gratuit. D'abord, ce pays, difficilement identifiable sur le globe terrestre, se fait régulièrement parler, à cause essentiellement des déchirements interethniques qui se font souvent remarqués.

Toujours en ébullition, ce pays est ensuite mal connu à l'étranger ; Certains croient que le Burundi est une sorte de superposition d'ethnies.

En fait, la réalité est autre. Ce petit pays accuse une homogénéité culturelle et linguistique.

En plus, ces différentes composantes de la population ne se distinguent pas non plus par la territorialité. Au vu de tout cela, le Burundi devient extrêmement intéressant comme objet d'étude ; car son évolution politique va à l'encontre de ses réalités socio-culturelles.

La délimitation temporelle, quant à elle, s'explique par
eux raisons fondamentales :

La date du 1er juillet 1962 correspond au recouvrement de la
souveraineté nationale, c'est-à-dire qu'à ce moment, l'Etat
burundais venait de renaître. Cette date, immémorable pour ce
peuple burundais qui se veut libre et responsable de son destin,
constitue une référence dans toutes nos recherches.

La date du 05 février 1991 (adoption de la Charté de l'Unité) est,
pour nous, d'une même signification politique que celle de
l'indépendance. Dans ce cadre, elle devait symboliser la deuxième
victoire du pays.

De plus, cette date constitue une référence d'autant plus
puissante qu'elle attire l'attention de tout analyste du phénomène burundais
(crises à répétition), qu'il y a eu à ce moment précis une volonté
politique manifeste dont le but essentiel était d'enterrer la "hache
de la guerre", si l'on en croit aux prétentions politiques du régime
UYOYA.

3. Méthodologie du travail et les problèmes rencontrés

La démarche empruntée pour réaliser ce travail est très
simple.

Il a fallu produire des arguments, des preuves, des raisonnements
susceptibles de rendre crédible ce travail. Pour y parvenir,
l'emploi des ouvrages généraux et spécialisés, des rapports sans
oublier le recours à l'analyse de certains discours politiques a été
une impérieuse nécessité.

A ces lectures s'ajoutent les enquêtes menées en Mairie de
Ujumbura car il nous a semblé indispensable de compléter ces
documents écrits par d'autres preuves.

Cependant, au moment où nous avons décidé de mener les
enquêtes, c'était au mois de décembre 1993, nous nous sommes heurtés
pas mal de problèmes ; car beaucoup de gens parmi les enquêtés
ont pas voulu nous remettre les questionnaires d'enquêtes,
d'autres nous ont refusé leur identification.

ais, il faut souligner que le gros de témoignages récoltés auprès de certains personnages de la Capitale (Bujumbura) concordent quant à la façon dont le pays a été géré.

C'est donc par cette démarche que nous avons pu réaliser ce travail de fin d'études supérieures.

4. Articulation du sujet du travail

Ce travail s'articule sur quatre principaux chapitres précédés par le chapitre préliminaire.

Le chapitre préliminaire nous fait savoir comment la Nation burundaise fut édiflée et les raisons de sa pérennité.

C'est dans cette perspective qu'il s'est avéré important de souligner certaines valeurs qui ont fort contribué à cette édification.

Il s'agit entre autres de :

- l'Ubushingantahe,
- l'Unité Nationale
- la Justice Sociale,
- le Travail et
- la Démocratie.

Ce choix thématique n'est pas gratuit. C'est par une lecture initiale de l'histoire politique du Burundi que nous avons pu découvrir que l'Etat burundais s'est construit et cherche même à se consolider sur base de quelques valeurs politiques dont une prédominance manifeste de ces valeurs précitées.

A côté de cela, il nous est apparu indispensable d'appréhender notre sujet de mémoire en mettant en relief ces valeurs, car à un moment de l'histoire (à la veille ou la période d'après l'indépendance), certains mouvements officiels (comme le R.P. à la veille de l'indépendance et quand il a refait surface en 1965) ou clandestins (cas du PALIPEHUTU après les événements de 1972) n'ont cessé de se montrer acteurs de la désagrégation et de la déstabilisation et de l'Etat ; cela s'est d'ailleurs manifesté par des guerres fratricides.

cela nous a donc poussé de nous limiter sur les cinq valeurs pour saisir les raisons profondes de cette négation de l'Etat régionalisme, ethnisme...) observée ici et là.

Le Ier chapitre, qui traite le régime monarchique sous le burundi indépendant, nous montre le climat politique malsain qui s'est installé après l'assassinat du P.L RWAGASORE, héros de l'indépendance

Mais cette situation s'est sérieusement empirée après la mort du premier Ministre P. NGENDANDUMWE, car en octobre 1965 il y a eu une tentative de putsch ethnique qui s'est d'ailleurs soldé aux massacres des Tutsi de Muramvya. Suite à ce climat d'insécurité, le rêve d'instaurer un régime républicain commença à se manifester dans les rangs mal d'intellectuels burundais. Et ce rêve fut réalisé par un coup d'Etat militaire le 28/11/1966.

Le IIe chapitre nous montre que le régime MICOMBERO, qui a compromis la moralité politique dans la gestion des affaires de l'Etat, s'est, par effet de dérapage, caractérisé par des crises dramatiques.

Le IIIe chapitre nous fait remarquer la détermination qui a caractérisé le régime BAGAZA pour redresser la Nation burundaise dans tous les domaines de la vie du pays.

Mais hélas, il y eut retournement de la situation et le peuple burundais fut soumis à la "loi du silence".

Le IVe chapitre, quant à lui, nous fait remarquer les bonnes intentions du régime BUYOYA pour reconstruire l'Etat burundais.

Malheureusement, il n'a cessé d'être objet de contestation, c'est le cas par exemple de la crise d'août 1988.

HAPITRE PRELIMINAIRE : DEFINITION ET IMPORTANCE DES VALEURS
FONDAMENTALES

A. Définition des valeurs fondamentales

Tenant compte du contexte socio-politique Burundais, on distingue cinq valeurs fondamentales qui ont profondément marqué la société burundaise :

Il s'agit entre autres de : - l'ubushingantahe,
- l'unité nationale
- la justice sociale
- le travail et
- la démocratie.

Les deux premières valeurs sont à la base de la création de l'Etat Burundais et ont même assuré sa pérennité.

C'est ensuite grâce aux trois dernières qu'on a pu consolider l'Etat burundais en même temps que les deux premières se renforçaient et se confirmaient.

Notons cependant que la démocratie (même si elle est d'inspiration occidentale), en tant que valeur politique, a été écue sous le Burundi indépendant bien qu'elle existait en tant que valeur sociale. Et c'est au sein de l'institution des Bashingantahe qu'on l'a réellement connue.

Selon les époques et les régimes politiques, il y a prédominance de telle valeur politique au détriment de telle autre ou purement et simplement la combinaison de plusieurs d'entre elles. Cela reviendrait donc de s'interroger sur le rapport qu'il y a entre l'action politique et ces valeurs.

Mais quel est au juste le sens de ces différentes valeurs qui ont le plus marqué la vie politique du Burundi et qui sont le fondement même de la société burundaise.

1. L'Ubushingantahe.

En tant que valeur, l'Ubushingantahe a contribué à une évolution harmonieuse du Burundi. Cette valeur peut être transmise à tout âge dans le cadre de l'éducation sans toutefois recourir à la violence.

Selon A. NTABONA, parler de l'umushingantahe reviendrait à souligner les qualités (quelques peu idéalisées) dont dispose l'umushingantahe (détenteur de cette valeur) : la maturité humaine, le sens de la vérité, l'intelligence aigüe, l'amour du travail, le sens de la justice...; bref le sens de la responsabilité tant sociale que morale.

Gardien de la paix sociale, l'umushingantahe, de par sa responsabilité sociale, veillait à la sauvegarde de l'intérêt général.

Ainsi, l'édification de la Nation burundaise fut faite à travers toutes les collines du pays en respectant le code de la vie tel qu'il était accepté par les Burundais. Et grâce à l'institution des umushingantahe, il y a eu l'équilibre politique ; car différents membres de cette institution avaient la tâche, non seulement d'arbitrer les conflits, mais également de servir de conseil à tous les niveaux de la sphère politico-administrative.

Certes, le chambardement des structures socio-politiques opérée par l'administration coloniale a désagrégé cette valeur et n'a cessé de s'aggraver même après l'indépendance.

A ce propos, L.KAGABO souligne que le statut d'umushingantahe reste actuellement controversé de par la montée de l'anonymat, de l'individualisme et par voie de conséquence, on ne fait plus recours de tels personnages(1).

Malgré son importance incontestable, on a vu, sous le régime de la IIe République, renforcer la crise de cette institution en supprimant l'investiture "UKWATIRWA". Pour les autorités d'alors, il aurait une discipline dans la gestion des richesses familiales ; or l'investiture "UKWATIRWA" symbolisait, pour eux, le "gaspillage" où raison de sa suppression.

Cette mesure prise est un signe évident d'un antidémocrate ; car si on était attaché à cette valeur, les décideurs du régime de la IIe République auraient dû proposer une autre procédure pour entrer dans ce prestigieux corps.

1) KAGABO,(L.) , La problématique des valeurs au Burundi in Au Coeur de l'Afrique, Bujumbura, 1992, Tome L x n° 4, p.549.

C'est sous le régime de la III^e République qu'on a réactualisé cette institution des Bashingantahe et l'opinion selon laquelle l'ancienne procédure reste meilleure pour accéder à ce prestigieux corps a été entendue autour des années 92-93.

Regroupant les membres issus des milieux Hutu et Tutsi, cette institution des Bashingantahe représentait un pilier essentiel du système socio-politique burundais, car c'est grâce à elle que l'équilibre politique et l'harmonie sociale furent sans conteste. Il est de plus à noter que cette institution, même si elle est subordonnée à une certaine hiérarchisation, était caractérisée par un cachet d'unité.

2. L'unité nationale

D'après le "Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale", l'Unité Nationale est un réseau de relations plus ou moins complexes, tissées de proche en proche par des individus à la fois semblables et différents, mais ancrées par un pacte plus ou moins conscient que l'on vive à l'ombre des symboles pour s'assurer mutuellement une vie de bonheur et de prospérité dans la sauvegarde de l'intérêt général.

Depuis longtemps, le Burundi jouissait d'une forte cohésion qui a permis aux différentes composantes de la population burundaise d'ériger une Nation à l'abri de toutes formes de division ; malgré certains phénomènes qui ont perturbé l'organisation intérieure : rébellions, conflits entre princes, etc, l'unicité de la Nation n'a jamais été mise en question.

Ainsi, le Roi (MWAMI) régnait sur tout le territoire national et était considéré comme Père de la Nation (Sebarundi). Cette unité se caractérisait également dans l'usage de la même langue (le KIRUNDI) et dans la croyance en un même Dieu (IMANA). A cela s'ajoutait l'esprit de la solidarité et d'entraide (IKIBIRI, GUTERERA...). A ce propos, T.NSANZE souligne l'osmose ethnique⁽²⁾ qui a fort caractérisé le Burundi suite aux unions maritales mixtes.

2) NSANZE, (T.), L'édification de la République du Burundi au carrefour de l'Afrique, Remarques Africaines, Bruxelles, 1970, p.15

Mais en quoi sont dues ces diverses formes de division qu'a connues (et continue de connaître) le Burundi ? Selon toujours, T.NSANZE, les diverses formes de division prennent origine dans l'effet de la colonisation et dans l'intérêt égoïste qui a caractérisé certains acteurs politiques burundais.

C'est à la veille de l'indépendance et après que certaines organisations politiques (UPROHUTU, P.E.P., P.P...) cultivaient des idéologies racistes en incitant les gens à la haine ethnique. C'est ainsi que le P.P. par exemple allait jusqu'à préconiser les votes ethniques dans les secteurs socio-professionnels(3).

Malgré ce phénomène ethnique observable surtout à partir des années 1960, il n'y a aucun critère objectif pouvant réellement distinguer le Hutu du Tutsi.

Mais pourquoi donc les opposer arguant que les Hutu sont autochtones et les Tutsi envahisseurs sans aucune preuve, même celle de la tradition orale ?

Ceux qui le font n'ont qu'un seul souci : faire triompher leurs ambitions personnelles d'où raison de cultiver et d'entretenir l'idéologie raciste.

Même si l'on risque de confondre l'histoire politique du Burundi aux différents défis socio-politiques, l'unité nationale reste toujours révélée comme une réalité vivante.

Cet effet, l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale (le 05 février 1991) semble attester que les Burundais sont attachés à la cohésion nationale et ont manifesté une volonté de la renforcer.

Malheureusement, cet attachement à la cohésion nationale est actuellement mis en doute, car dès l'assassinat du Président NDADAYE et ses proches collaborateurs (le 21 octobre 1993), il s'en est suivi des massacres inter-ethniques avec une ampleur nationale sans précédent.

3) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission Nationale Chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1989, p.65

e cette situation dramatique, d'aucuns s'interrogent s'il n'y aurait pas eu de tricherie politique quant à l'adoption de cette charte de l'Unité Nationale.

3. Le travail

D'après le Dictionnaire Petit Robert, le travail est un ensemble des activités humaines coordonnées en vue de produire ou de contribuer à produire ce qui est utile. Dans ce sens, le travail, source du progrès, devient beau et noble pour l'homme. Le travail est donc le seul moyen capable de permettre à tout un peuple de connaître un progrès économique et social.

Dans la Société burundaise, quelle place a-t-on réservé à cette valeur ?

En analysant le contexte socio-culturel burundais, certains défis au progrès ont été développés ; il a fallu l'avènement de la II^e République pour les combattre sérieusement et surtout pour instituer officiellement le culte du travail.

C'est dans cette même perspective que le Président BAGAZA annonce la politique de "compter sur nos propres forces".

Cette politique a connu des résultats, on ne peut plus être satisfaisants.

Grâce à la réactualisation de cette valeur, l'esprit conservateur ou l'idée de jouissance, de paresse ou de fénéantise qui était développée depuis longtemps fut combattu sans merci.

Pour la première fois, une épargne intérieure (en espèces ou en nature) fut instituée.

Ainsi des réalisations socio-économiques, comme les infrastructures routières, les écoles, les projets de développement et autres, ont été remarquables. Par la mise en place de certaines infrastructures comme les projets de développement, l'encadrement du peuple pour son propre développement fut assuré ; on est même arrivé à déraciner toute tendance à la fatalité, au nihilisme et à la résignation.

Comme le Burundi est un pays sous-développé, tout effort pour le développement doit se faire dans l'esprit de la justice sociale, c'est-à-dire que l'Etat doit toujours veiller à l'équilibre régional.

insi la répartition des biens et services doivent se faire dans ce même esprit.

4. La justice sociale

Selon le "rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi", parler de la justice sociale reviendrait à souligner l'égalité en matière de satisfaction des besoins fondamentaux.

Cette égalité devient possible si l'Etat intervient dans la répartition du revenu national entre les membres de la société.

Cela suppose qu'il faut au préalable une solidarité nationale pour parvenir à ce qu'il n'y ait pas de laissés pour compte.

Même si cette valeur a véritablement marqué le Burundi, la façon dont on l'a vécue (avant le régime BAGAZA) reste fort critiquable.

En ce fait, le régime de la IIe République s'est montré déterminé à libérer le peuple burundais de toute forme d'exploitation et d'oppression.

En conséquence, on entama une lutte acharnée contre toute forme d'injustice sociale. L'"Ubugererwa" (clientélisme foncier) et l'"ubugabire" (clientélisme pastoral) furent abolies et l'on parlera plus d'impôt et de capitation.

Certes, la corruption a toujours persisté, c'est d'ailleurs pour quoi, la mauvaise répartition des biens et services fut manifestement observée.

En plus, il est à constater que peu d'efforts sont déployés pour redresser le déséquilibre régional.

Face à une telle situation, que faudrait-il faire ? Comme l'a souligné G. VEDEL pour le Maroc de HASSAN II, il faut adopter une politique continue de "régionalisation" pour, finalement, atténuer les écarts entre régions quant au niveau du développement.

Il faut ensuite éviter toute politique d'exclusion, sinon on assistera à une sorte de suspicion qui conduit, la plupart de fois, à une dérive politique et sociale.

Il faut également engager une lutte sans merci contre tout esprit d'intrigue ou de coulisse.

Aussi, dit-on, la justice sociale aura des assises solides quand l'Etat sera réellement au service de la Nation et non l'inverse.

Pour la réussir, la transparence doit s'exiger dans tous les secteurs de la vie nationale d'où la nécessité de démocratiser tout le pays.

5. La démocratie

Ethymologiquement, le terme démocratie vient de deux mots grecs : Demos (peuple) et Kratein (gouverner). D'après une formule célèbre, la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Mais, à la suite des bouleversements politiques observés dans le monde après l'effondrement de l'U.R.S.S., d'aucuns s'interrogent sur le sens et la finalité de la démocratie ; car, dit-on, tout se fait au nom de la démocratie.

Pour l'Afrique, parler de la démocratie reviendrait, pour certains, à souligner les moyens à mettre en oeuvre pour accéder au pouvoir, aux richesses et aux privilèges.

Pour d'autres, et c'est un constat malheureux, la démocratie est source de désordres et d'insécurité. D'autres encore l'appréhendent comme une fin en soi et n'hésitent même pas à la réduire à ses règles et à ses instruments de fonctionnement.

Que dire donc de cette démocratie africaine ?

Selon certains analystes, beaucoup de variables doivent être associées pour une réelle démocratisation. Pour G. ALMOND par exemple, la démocratie n'est possible sans développement.

Sur cette vision pessimiste, il est recommandable pour l'Afrique d'éviter toute forme de mimétisme occidental ; c'est-à-dire penser à la redéfinition de la démocratie (démocratie constructive) avec des finalités bien précises.

Cette démocratie doit avoir comme fondement les quatre valeurs précitées et préserver l'indépendance et la souveraineté nationale (4).

4) Commission Constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, 1991, p.p. 19-20

our cela, la démocratie doit se caractériser par le "dialogue et la concertation" et répondre, en outre, aux réalités socio-culturelles de chaque pays.

Qu'en est-il de la démocratie au Burundi ?

Dès l'accession du Burundi à l'indépendance (le 1er juillet 1962), l'expérience démocratique n'a cessé de connaître de sérieuses difficultés malgré l'existence d'institutions d'allure démocratique (cela s'est fait surtout remarquer sous la monarchie constitutionnelle). Au cours de la monarchie constitutionnelle, on a assisté à un "non respect du prescrit des textes législatifs et de la loi d'où instabilité politique, intolérance et violence à l'absence de la solution des conflits par des moyens pacifiques" (5).

Alors que la séparation des pouvoirs était bien reconnue sous la monarchie constitutionnelle, le premier homme fort de l'Etat républicain confisqua tous les pouvoirs.

C'est sous le régime de la Ière République que l'on a vécu longtemps sans constitution (de 1966 à 1974).

Pendant qu'on avait promis de restaurer la paix et l'unité nationale entravées par les événements de 1965, on a vu réapparaître les tares du régime monarchique qui ont d'ailleurs occasionné la crise de l'autorité.

C'est sous le régime de la IIe République que la pratique démocratique fut une réalité ; mais, hélas, à peine cinq ans après, elle ne tarda pas à s'estomper. Cela s'est fait remarqué même au niveau des textes législatifs, car selon la constitution de la IIe République promulguée en novembre 1981, il était reconnu au président de la République de désigner 1/5 des membres de l'Assemblée Nationale (6).

Cela nous montre qu'aucune loi ne pouvait passer sans son aval. Ainsi, il venait de se rendre dictateur.

5) Commission constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, 1991, p.28

6) Rép. du Burundi, Constitution de novembre 1981, article 43, alinéa 2

C'est sous le régime de la IIIe République qu'un réel processus démocratique fut amorcé.

On a vu, au début du régime, instituer le principe de "dialogue et de concertation" et les débats politiques sur les questions épineuses, en l'occurrence l'unité nationale, furent organisées. De ces débats, il en est sorti deux textes fondamentaux : la Charte de l'Unité Nationale et la constitution fondée sur le multipartisme.

Hélas, la catastrophe qui s'est abattue sur le Burundi trois mois après l'investiture du Président NDADAYE a provoqué de vives critiques à l'endroit du régime BUYOYA. Celui-ci est accusé d'avoir précipité le processus démocratique et de n'avoir pas appliqué convenablement le code pénal pour tous ceux qui violaient les lois burundaises.

B. Importance des valeurs fondamentales.

Le Burundi, en tant qu'Etat-Nation, a été édifié sur base des valeurs fondamentales.

L'importance de l'une ou l'autre valeur fondamentale (déjà définie), s'est révélée capitale au niveau de l'organisation de l'Etat burundais et surtout quand la lutte pour l'indépendance fut engagée.

1. Sous le Burundi ancien

Le Burundi ancien (celui d'avant la domination étrangère) s'est caractérisé par un pouvoir hiérarchique et dont le MWAMI (Roi) était l'institution suprême du pays.

- Le Mwami et les valeurs

Le Ier Mwami connu - Ntare Rushatsi - aurait accédé au pouvoir vers 1700. Un cycle quartenaire régissait la succession royale NTARE-MWEZI-MUTAGA-MWAMBUTSA. Il régnait sur tout le pays, son pouvoir, incontesté(7) de personnes, était au-dessus de toutes les tendances ethniques, régionales et claniques.

(7) Cependant, il y a eu des rivalités entre deux sous-clans de la famille royale : Abatare contre Abezi, mais personne n'a remis en cause l'unité politique du pays.

Il était considéré comme source de vie de tout le royaume, arant de la fécondité et de la prospérité. Son pouvoir reposait essentiellement sur trois éléments à savoir :

- les capacités guerrières,
- la vénération religieuse et
- les solidarités lignagères.

La conjonction de ces trois logiques, caractéristiques de l'institution royale, s'est affirmée tout particulièrement avec le premier Roi du Burundi qui institua la dynastie GANWA.

Mais sur quoi était fondé la légitimité du Mwami ?

N'ayant jamais été présenté comme tyran, le Mwami tirait sa légitimité dans les diverses valeurs auxquelles on s'est toujours référé pour construire ou consolider l'Etat burundais ; celles-ci étaient le fondement même du pouvoir royal, selon la croyance populaire.

Le Mwami, premier responsable politique, devait gérer le pays dans l'esprit d'ubushingantahe (honnêteté, sagesse, clairvoyance...); à ce titre, il s'entourait des bashingantahe (conseillers) pour bien le gérer.

Serviceur de l'intérêt général, le Mwami, selon la croyance populaire, était considéré comme "Père de la Nation". Cela nous montre donc que les valeurs politiquement entretenues répondaient réellement aux diverses aspirations du peuple.

Ne pouvant pas tout faire, le Mwami (source du pouvoir) choisissait les membres de son entourage et désignait les chefs (ses lieutenants) pour ensuite les affecter sur tout le territoire national.

Il était donc épaulé par les ABAGANWA (aristocratie princière), les BANYAMABANGA (aristocratie politico-religieuse) et les ABASHINGANTAHE (autorités arbitrales).

- Abaganwa

Issu de la famille royale, le Muganwa (prince) était le représentant direct du Mwami dans sa chefferie. Comme le Mwami, il disposait des pouvoirs énormes mais limités exclusivement dans sa chefferie.

Il s'agit entre autre du pouvoir judiciaire, du pouvoir militaire...

Le Muganwa devait, lui aussi, gérer son unité administrative dans l'esprit d'ubushingantahe. Jamais, il ne pouvait remettre en cause l'unité et l'intégrité du territoire.

Comme le Mwami, il incarnait, dans sa circonscription, en plus de l'ubushingantahe, la justice sociale. C'est d'ailleurs pourquoi tout Burundais, lésé dans ses droits, faisait recours, s'il le juge nécessaire, à ce personnage pour être rétabli dans ses droits.

En guise de reconnaissance de son chef hiérarchique, le Muganwa se présentait à la cour, au moins une fois l'année, pour rendre hommage au Roi et faire rapport de la gestion de sa seigneurie. Cet hommage régulièrement rendu au Mwami par les princes (abaganwa) est un signe manifeste de la fidélité et de l'unité politique.

- Abanyamabanga

Leur rôle était d'assurer la cohésion idéologique de la royauté en perpétuant les rites initiatiques royaux. Ces conservateurs des secrets de la royauté étaient les grands responsables royaux, des rites d'accession au pouvoir, des rites funéraires et de l'organisation des grandes fêtes monarchiques comme "umuganuro" (8).

Dans la mémoire collective, l'Etat était organisé autour des forces du sacré. Les banyamabanga étaient la base même de la continuité de l'Etat et pour cet effet l'unité politique était toujours garantie.

8) Fête des semailles qui devait avoir lieu au mois de décembre ; lors de cette fête, toute la classe politico-administrative devait impérativement se présenter à la cour pour témoigner la fidélité au pouvoir royal.

En plus de tout cela, il revient à souligner la place éeservée au travail. Dans la vie politique du pays, le travail avait ne place de choix.

La preuve en est que le Mwami jouait un rôle de "manager". 'est ainsi qu'il intervenait dans la programmation des cultures en hoisissant la date des semailles. Et lors de la mort du Mwami, la ie économique devait s'arrêter jusqu'à l'intronisation du nouveau oi.

- Abashingantahe

Caractérisés par le culte de la vérité, le courage, 'honneur, le dévouement et le sens élevé de la responsabilité, les ashingantahe sont des hommes qui ont assuré la pérennité de la ation burundaise à travers toutes les collines en faisant respecter e code de la vie tel qu'il était accepté par les Barundi. es Bashingantahe étaient donc de véritables gardiens de la paix ociale.

Pour entrer dans ce prestigieux corps, une procédure 'approbation sociale s'imposait ; celle-ci devait se terminer par ne cérémonie d'investiture "UKWATIRWA". e genre de plebiscite populaire s'assimilait à une véritable émocratie car un simple refus suffisait pour tout remettre en uestion.

Issus des différents lignages (Hutu ou Tutsi) occupant haque colline, ce corps de conseillers et d'arbitres représentait n pilier essentiel du système politique burundais. t pour bien administrer, le Mwami, le Chef ou le Sous-Chef 'entouraient des membres issus de ce même corps.

Même si l'intégration de toutes les composantes de la opulation dans le fonctionnement de l'Etat est apparemment sans onteste, les Batwa(9) n'étaient pas politiquement intégrés. e cette marginalisation, peut-on parler d'unité nationale alors que a gestion du pays n'a jamais intéressé les Batwa ?

9) Une des trois composantes de la population burundaise.

D'un oeil très attentif, cette marginalisation n'est pas de prime abord le fait des autorités politiques.

sous le régime BAGAZA (1976-1987) par exemple, une politique d'intégration nationale fut amorcée en adoptant une politique de scolarisation de tous les enfants à l'âge d'être scolarisé ; hélas, peu de Batwa ont répondu favorablement à cet appel.

L'explication se trouve peut-être au niveau psychologique. Les Batwa se marginalisent eux-mêmes car, vis-à-vis des Bahutu et des Batutsi, ils se prennent comme des enfants et manifestent une obéissance presque parfaite et la plupart de fois s'attribuent le nom d'un clan bien précis. C'est le cas par exemple du clan des ANYAKARAMA.

Face à cette situation, il revient aux autorités politiques d'arrêter certains projets qui favoriseraient l'intégration des Batwa sinon ils peuvent demain remettre en cause l'unité nationale, longtemps entachée par des conflits permanents entre Hutu-Tutsi.

C'est donc grâce aux diverses valeurs fondamentales qu'on a pu assurer la pérennité de la Nation et édifier le pays tel qu'on le connaît aujourd'hui.

Malheureusement, la domination étrangère plongera le Burundi dans la prise de ses valeurs et il faudra attendre les années 1956-1960 pour les ressusciter et s'en servir pour se libérer du joug colonial.

2. Le Burundi sous la domination étrangère

Ayant trouvé au Burundi un système politique original et performant, l'autorité administrante s'est mise à détruire le tissu socio-politique pour bien asseoir son pouvoir - cela s'est surtout aggravé sous la domination belge.

Pour se rendre réellement maître du Burundi, il a fallu que les colons belges appliquent le principe de "diviser pour régner".

C'est par ce principe que des pratiques discriminatoires furent instaurées et entretenues.

Au niveau de la population, par exemple, il y eut la mise en place du système d'identification ethnique.

Ainsi, tout Burundais fut enfermé dans une "coquille tribale" plutôt artificielle que naturelle.

Non content d'avoir adopté ce système d'identification ethnique, le mandataire belge (1922-1946) s'en prend à manipuler le pouvoir royal en le vidant de son fondement idéologique : suppression du rite d'umuganuro.

C'est surtout avec la réforme administrative (de 1926 à 1933) - elle consistait à maintenir en place des autorités traditionnelles (presque exclusivement GANWA), au regroupement des chefferies et à adopter une politique paternaliste à l'égard des autorités coutumières - inspirée par l'idéologie féodalo-raciste, que l'institution monarchique fut dénaturée : les Hutu comme les Tutsi furent exclus ou tout simplement sous-représentés.

Par cette réforme, les relations entre dirigeants et dirigés deviennent plus coercitives qu'amicales. Ainsi, cette réforme permit à l'autorité administrante d'avoir une mainmise sur la nation toute entière.

En novembre 1959, le pouvoir tutélaire (1946-1962) décida d'une nouvelle réorganisation administrative. Son but essentiel était la suppression des chefferies, la transformation des chefs en simples fonctionnaires sans mandat politique et les sous-chefferies agrandies en communes dirigées par les bourgmestres qui affecta douloureusement la Nation burundaise. Le but avoué à l'O.N.U. était une simple transformation "démocratique" de la société.

Cette justification revêtit le caractère ironique et mensonger car, le colon ne voulait que créer un vide politique pour des fins non avouées : rester au Burundi pour un délai prolongé.

C'est ainsi que le pouvoir colonial décida de se défaire de son allié d'hier (GANWA) pour un nouvel allié (HUTU). La preuve est que le pouvoir tutélaire a appuyé matériellement les partis divisionnistes dont le P.P. où le colon A.MAUS fut le promoteur et le conseiller principal (10).

10) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale

3. L'éveil du nationalisme et lutte pour l'indépendance

C'est autour des années 1956 qu'on a vu naître l'éveil du nationalisme.

En effet, à peine rentré des études, le Prince Louis RWAGASORE rédigea en 1956 un mémorandum réclamant une constitution pour le Rwanda. Ce fut l'entrée du P.L RWAGASORE sur la scène politique. Tandis qu'il était, RWAGASORE s'engagea ouvertement, dès 1958, à lutter pour libérer son peuple du joug colonial.

Alors qu'avant 1958, il n'y avait pas d'organisations politiques autochtones ; voilà que subitement apparaît tout un mouvement de partis politiques dont la plupart d'entre eux n'ont même pas de programme clair.

En 1960, l'administration coloniale en a agréé 23 dont 4 avaient une base nationale (UPRONA, P.D.C, P.D.R et P.P.).

Ne pouvant pas mener seul une lutte politique, RWAGASORE décida la création du Parti UPRONA (en 1958) qui a oeuvré dans la clandestinité avant son agrément le 7 janvier 1960.

Par son charisme exceptionnel, RWAGASORE, appuyé par son Parti, est parvenu à avoir une adhésion massive des militants de toute tendance (ethnique et régionale) à sa cause: L'indépendance immédiate.

Comme la Tutelle belge se rendait compte du danger qu'allait lui faire subir l'UPRONA, le pouvoir tutélaire fit tout pour contrecarrer le processus de décolonisation.

Pour y arriver, il a fallu créer un cadre politique bien approprié. Ainsi le Front Commun (F.C.)- cartel des partis hostiles à l'UPRONA dont le chef de file était le P.D.C. - fut constitué.

Par la logique divisionniste, le F.C., enfant chéri du pouvoir tutélaire, a bénéficié d'un appui matériel et financier pour la propagande.

Cette action divisionniste s'est surtout manifestée dans l'encouragement et dans l'organisation des partis tribalistes.

Le cas le plus frappant est celui du P.P. où son conseiller principal A. MAUS a publié le 11 novembre 1959 dans "Dépêche du Rwanda-Urundi" que :

<< "Le problème fondamental du Burundi était le même que celui du Rwanda à savoir le "problème Hutu-Tutsi"
Il parle de "retard culturel Hutu", de "travail servile", de "régime foncier injuste", de "tribunaux Tutsi partiiaux", de "mépris du Mututsi en vers le Muhutu">>(11).

'un oeil très vigilant, on remarque une politique délibérée de déléguer les Bahutu contre les Batutsi.

ce propos, les termes de H.P. CART parus dans l'article de J.P. ABANEL viennent confirmer cette situation :

<< A la veille de la préparation de l'indépendance, le Burundi se retrouve désarticulé : les structures traditionnelles ont cédé sur certains points, se sont, au contraire, renforcées sur d'autres, si bien que l'équilibre est rompu et que le retrait de la puissance coloniale va libérer les antagonismes anciens qui, mêlés à de nouvelles solidarités, rendront fort mouvementée l'histoire contemporaine du Burundi.>>(12).

partir de ce moment, la variable ethnique prend de la consistance et acquiert une matérialité qui fera partie de la vie politique burundaise.

Face à un tel climat plein de désespoir, RWAGASORE s'engagea à combattre tout semeur de discorde et de zizanie. Et pour combattre effectivement toute forme de division, il a fallu d'abord dénoncer toute démarche du colon A. MAUS appuyée par l'administration coloniale en ces termes :

<< Après la scène rwandaise, un certain MAUS se retrouve sur la scène burundaise ; avec les mêmes faits, les mêmes mots parcourant le Burundi, excitant, suggérant, intrigant>>

11) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, P.64

12) PABANEL, (J.P.) Le Burundi. Un Etat d'origine traditionnelle dans MEDARD, (J.F), Etat d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crises, Paris, 1991, p. 282

e tournant du côté du pouvoir tutélaire, il en appelle à sa responsabilité :

" Pourquoi l'administration tutélaire autorise un étranger à faire de l'agitation politique au Burundi ?" (13).

Comment donc aboutir à l'émancipation politique du Burundi ? Depuis décembre 1960, sous la pression du groupe afro-asiatique, l'ONU a accéléré le mouvement de décolonisation ; mais elle s'est heurtée, si pas à la méfiance, au manque de collaboration avec les autorités coloniales. Ce qui précipita la résolution 1579(XV) adoptée le 20 décembre 1960 mettant en place la commission des Nations-Unies pour le Rwanda-Urundi.

Cette commission était chargée de 3 missions principales :

- Veiller au respect des différentes étapes pour l'accession du Burundi à l'indépendance ;
- Veiller à ce que les élections se déroulent dans de bonnes conditions ;
- Favoriser la création d'une fédération entre le Rwanda et le Burundi et la non-création de bases militaires belges au Burundi (14).

Trouvant dangereuses ces mesures, la Belgique et les partis complices tentèrent de court-circuiter les décisions onusiennes. C'est ainsi que les élections communales furent organisées sans la supervision de l'ONU et dans ces conditions évidentes, elles furent emportées par le F.C.

Quelle explication peut-on donner à cette victoire du F.C. ?

Il y a deux niveaux d'explication :

- méthodes de propagande
- pouvoir tutélaire.

° Toute les méthodes de propagandes sont "bonnes" pour le F.C. pourvu que sa cause soit gagnée.

Le F.C. s'est permis d'annihiler l'action de son adversaire UPRONA qui, désormais, est devenu son ennemi politique.

Encouragé par le pouvoir tutélaire, rien ne fut laissé au hasard et pour lui tout était permis.

13) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p. 68

14) MPOZAGARA, (G), La République du Burundi, Berger-Leurault, Paris, 1971, p.24.

'est ainsi qu'on assista à la corruption des électeurs, à la violence tant verbale que physique pour aboutir à sa finalité. Cette situation très favorable au milieu colonial a douloureusement marqué la mémoire des Burundais responsables.

° Le pouvoir tutélaire a joué un rôle déterminant dans la victoire du F.C.

D'abord, l'autorité administrante plaça RWAGASORE en résidence surveillée ; ce qui affecta douloureusement l'UPRONA alors qu'on était en pleine campagne. Ensuite, l'autorité administrante mettait à la disposition du F.C. tous les moyens tant matériels (surtout les véhicules) que financiers pour réussir sa campagne.

Cela lui permettait de sillonner tout le territoire national sans aucune difficulté. C'est dans cette situation regrettable, si l'on fait référence à la loi, que le F.C. a pu arracher sa victoire lors des communales de novembre 1960.

Furieuse de cette procédure anti-démocratique, l'UPRONA contesta les résultats issus des communales et sollicita l'intervention des Nations-Unies pour la supervision des élections législatives de septembre 1961.

Relativement satisfaite de cette victoire du F.C., la puissance tutrice préconisait les élections législatives pour janvier 1961.

Après avoir appris les manoeuvres de la Belgique, l'ONU décida son report pour un contrôle international.

Ne s'avouant pas vaincue, la puissance tutrice décida la mise sur pied d'une Assemblée Législative et un Gouvernement provisoire. Dans ce Gouvernement provisoire, le parti nationaliste, l'UPRONA, n'obtint aucun portefeuille ministériel. C'est dans la résolution 1605(XV) du 21 avril 1961 que l'ONU contesta la validité de ces institutions et recommanda la constitution d'un Gouvernement transitoire élargi.

Après cette recommandation, l'UPRONA eut 4 portefeuilles ministériels dans le Gouvernement intérimaire présidé par J. CIMPAYE de l'U.P.P. (sous cartel du F.C. regroupant les partis Hutu) (15).

15) MPOZAGARA. (G.), op. cit., p.25

Sous la supervision de l'ONU, les résultats issus des élections législatives du 18 septembre 1961 renversèrent le rapport de force. L'UPRONA remporta les élections avec une victoire écrasante (58 sièges sur 64).

Étonné par une victoire inattendue de l'UPRONA, le F.C., à la tête duquel se trouvait le P.D.C., avec la bénédiction du pouvoir tutélaire, décida l'élimination physique d'un leader nationaliste le P.L. RWAGASORE.

Ce coup fatal tomba le 13 octobre 1961 et eut des répercussions profondes sur la vie socio-politique du Burundi (16).

Comment peut-on donc expliquer cette victoire inattendue de l'UPRONA?

Les raisons de cette victoire sont nombreuses. Voyons quelques unes.

1° Le charisme et la détermination du P.L. RWAGASORE. RWAGASORE apparaissait, aux yeux des Burundais, comme l'homme du moment, capable de libérer le Burundi du joug colonial.

2° La supervision des élections par l'ONU. À l'occasion de l'intervention de l'ONU pour superviser les élections législatives, tout Burundais, âgé de 18 ans y compris les femmes et les enfants, fut convoqué pour la première fois, fut convoqué pour exercer son droit de vote. Cela rencontra un sentiment favorable du peuple burundais dont les femmes qui voyaient une grande révolution.

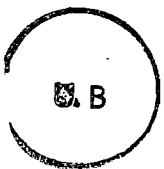
Ainsi le vote féminin fut déterminant pour l'UPRONA, car les femmes attestaient une sympathie à l'égard de ce parti et de son leader grâce surtout aux idéaux qu'il mettait en avant. La preuve est que RWAGASORE et son parti, lors de la lutte pour l'indépendance, appelaient le peuple à adhérer à leur cause : combattre pour l'indépendance immédiate ; car sa libération mettrait fin à l'ère de la chicotte et d'autres maux entretenus (travaux forcés, corvée...) par le pouvoir tutélaire.

3° Les idéaux défendus par l'UPRONA. Depuis longtemps, l'UPRONA s'est toujours montré parti rassembleur du peuple et attaché à son bien-être.

16) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.75.

e qui signifie que les idéaux défendus répondaient véritablement
ux diverses aspirations du peuple : paix,
nité, justice sociale et développement pour tous...(17).

17) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission Nationale chargée
d'étudier la question de l'Unité Nationale,
Bujumbura, 1989, pp.73-74.



HAP.I. : LE BURUNDI SOUS LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE

Grâce à la victoire de l'UPRONA, le Burundi accéda, dans des moments délicats, à son indépendance. Après l'assassinat de son fils, le P.L. RWAGASORE, le Mwami MWAMBUTSA tenta de désamorcer la crise par des messages de paix en invitant son peuple de garder le calme jusqu'au grand jour (le 1er juillet 1962) où le pays allait se doter de sa propre constitution.

Le message bien accueilli, le peuple burundais garda son calme et personne n'a rêvé de venger son prestigieux leader atrocement assassiné par ses ennemis politiques, le 13 octobre 1961.

Cet assassinat lourdement ressenti par tout le peuple burundais a profondément marqué sa mémoire. Au lieu de préserver le pays du chaos politique, le Burundi n'a cessé d'être objet des querelles stériles avec tout ce qu'elles engendrent comme conséquences. Cela a été essentiellement dû au manque de maturité politique et le peuple aura toujours à regretter de son leader charismatique : le P.L. RWAGASORE.

A. L'incidence socio-politique créée par la mort du Prince Louis RWAGASORE

La disparition du P.L. RWAGASORE a entraîné une crise politique sans précédent : la lutte pour la suprématie entre héritiers présumés, des querelles ethniques et l'absence d'un emplaçant politique valable vont caractériser l'évolution politique du Burundi indépendant. La solide ossature créée par RWAGASORE et son parti céda la place aux rivalités politiques.

L'UPRONA fut la première cible de désintégration et devint une véritable proie aux combats politiques auxquels se livraient les héritiers "présomptifs" de RWAGASORE(18). Le paroxysme des rivalités politiques est consacré par l'éclatement de l'UPRONA.

18) NSANZE, (T.), Op.cit, p.42

Sa direction s'est détournée de sa mission de mobilisation et d'encadrement de la population. C'est ainsi qu'on a vu naître deux factions rivales dénommées "CASABLANCA" et "MONROVIA" (19) au sein même du parti et de l'Assemblée Nationale.

Le lendemain de l'indépendance, les compagnons de RWAGASORE se sont livrés à une guerre de succession et certains hommes politiques se vantaient de mérites spéciaux ; c'est le cas de P. MIRERUKANO et 'A. MUHIRWA.

De spéculations en spéculations, la compétition a fini par dégénérer en opposition ethnique. C'est pour cela que quelques politiciens, au lieu de mener une compétition loyale, faisaient recours à leur ethnie.

Le phénomène de division ethnique éclata sous le couvert du dualisme MONROVIA-CASABLANCA. Ces divisions, déclarées ainsi au niveau du continent africain entre "modérés" (groupe Monrovia) et "progressistes" (groupe Casablanca), ont sérieusement affecté l'UPRONA et, par malheur, ces clivages se sont faits remarquer au sein du parlement.

Au départ, il ne s'agit pas, au vrai sens du terme, des divisions mais de simples tendances politiques. Malheureusement, au fil des temps, elles finirent par le devenir et se manifestèrent par des exclusions de toutes sortes.

Les égoïsmes personnels d'abord et finalement une méfiance à l'égard de l'ethnicité (20) virèrent le jour.

De ce chaos politique, les pays étrangers ne cessèrent de s'immiscer dans les affaires burundaises pour attiser ces oppositions. Désormais, l'évolution politique du Burundi allait être marquée par les événements survenus au Rwanda en 1959 où une "révolution sociale" fut opérée par les Hutu de ce même pays, grâce évidemment au concours indispensable de la Tutelle Belge.

19) NSANZE, (T.), Op.cit, p.43

20) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.81

La prise du pouvoir par le PARMEHUTU a alléché certains politiciens Hutu du Burundi et a, par contre, effrayé les politiciens Tutsi. Les calculs mesquins de quelques leaders Hutu les ont amenés à lire l'histoire politique du Burundi à la lumière de celle du Rwanda.

La révolution rwandaise devint le modèle et l'idéal de la réussite et de l'émancipation Hutu. Ainsi, face à cette lecture erronée de l'histoire du Burundi, ces événements survenus au Rwanda vont demeurer toujours comme un spectre de son évolution politique.

Devant cette situation, les organes de l'Etat et le comité central de l'UPRONA dénoncèrent cette gangrène qui menaçait l'existence même du pays(21). Même si le mal a été repéré et condamné à tous les niveaux de la sphère politique, rien de concret ne fut fait pour le guérir et, par voie de conséquence, le virus de la division allait persister pour toujours.

Face à cette faiblesse politique de l'UPRONA et dont l'écho s'est fait entendre dans d'autres institutions politiques en l'occurrence au Parlement ; la couronne allait désormais devenir le recours ultime auquel s'adressaient régulièrement les institutions en conflit (cas des conflits permanents entre le Gouvernement et le Parlement). Malheureusement, il arrivait quelquefois que la Cour les exploite à ses propres fins. Ainsi la couronne s'est finalement révélée impuissante à combler le vide politique et à rétablir l'harmonie politique (22).

Cette impuissance peut s'expliquer par le fait que le Mwami s'est entouré des étrangers guidés par le profit et des nationaux qui plaçaient en avant leurs intérêts égoïstes. Au cours de cette période, l'instabilité gouvernementale était devenue monnaie courante parce que le Parlement et le Gouvernement ne s'entendaient jamais.

21) République du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.81

22) NSANZE, (T.), Op. cit., p. 46.

Le Roi, au lieu de se servir de son charisme pour rétablir l'équilibre politique, préférait quelquefois à s'interposer ; la couronne, comme toutes les institutions politiques, s'est fort caractérisée par une politique de coulisse et d'intrigue. Ainsi par des calculs politiques, elle démettait le Gouvernement à tort ou à raison.

Le cas le plus frappant est celui du Gouvernement NGENDANDUMWE où le Mwami décida sa destitution et, curieusement, l'invita à reconstituer un autre juste après sa démission. Le Mwami NGENDANDUMWE répondit par un non catégorique(23) mais en janvier 1965, il a accepté de former son équipe gouvernementale.

Cela, nous amène alors à nous interroger sur le respect réservé aux valeurs fondamentales et la place qu'elles occupaient réellement dans la vie politique du pays. Une telle analyse nous permettra de diagnostiquer les raisons profondes de cette crise.

- Le non-respect des valeurs fondamentales.

Le Burundi, en tant qu'Etat-Nation, a été construit sur base des valeurs fondamentales. Certes, on les verra, au fil des temps, subir une dégradation sur le plan idéologique.

C'est sous la colonisation que le système politique burundais a connu de véritables bouleversements ; hélas, la situation ne cessera de s'aggraver même sous le Burundi post-colonial.

Notons en passant que le Burundi ancien a connu des fondements idéologiques solides caractérisés par trois piliers à avoir :

- le tambour royal "KARYENDA" ou l'emblème de la monarchie;
- l'IMANA(Dieu des Burundi);
- les médias entre les Burundi et le MWAMI d'une part et entre les Burundi et l'Imana d'autre part.

Pour ce dernier pilier, l'UMUSHINGANTAHE constituait le médium entre le pouvoir royal et les Burundi ; c'est lui-même qui avait la mission de garantir l'équilibre politique.

23) NSANZE, (T.), Op.cit, p.49

Quant au médium entre Imana et peuple burundais, il était, selon la croyance populaire, assuré par deux grands personnages : YAMURAGURA (ou RUMENYI) qui était le décodeur de tous les messages secrets et KIRANGA, quant à lui, était l'intermédiaire entre l'Imana et les Burundi.

Avec la colonisation, tout fut remis en cause. Le Mwami ne fut plus chef de l'Etat. On lui ôta tous les pouvoirs : politique, religieux, économique et autres ; et par voie de conséquence, le pouvoir royal était dénaturé.

C'est le "MUZUNGU" (blanc) qui accapara tous les pouvoirs de décisions.

Umuganuro a perdu sa signification politique et le Mwami, aux yeux du colonisateur, ne devint plus être considéré comme source de vie, de prospérité et de l'unité nationale. L'Imana (Dieu des Burundi) a cédé la place au "MUNGU" (Dieu étranger).

Les différents médias subissent le même sort. Les ASHINGANTAHE, par exemple, ont été remplacés par les BARONGOZI (auxiliaires du pouvoir colonial). Et quant aux NYAMURAGURA et IRANGA, les missionnaires et Jésus ont pris leur place.

C'est donc par la colonisation que les trois piliers s'effondrèrent et aucune valeur politique ne fut épargnée pour sauvegarder l'ancien système politique burundais.

Quand la lutte pour l'indépendance fut engagée, quelques grands hommes comme RWAGASORE ont récupéré certaines valeurs qui répondaient réellement aux diverses aspirations du peuple (unité nationale, justice sociale, travail et démocratie).

Ces valeurs furent les mots d'ordre de leur bataille idéologique. Malheureusement, la situation s'est transformée en catastrophe après l'assassinat du P.L. RWAGASORE.

Dans ce climat politiquement morose, le Burundi accéda à l'indépendance ; le Mwami, qu'on avait dépouillé de son pouvoir, a tenté de le reprendre. Malheureusement, à cause de son "incapacité" politique il n'est pas parvenu à s'imposer et à servir convenablement l'intérêt national.

A ce propos, les raisons d'explication ne manquent pas. D'abord, le Mwami n'avait aucune formation intellectuelle ; peu conscient de son incapacité intellectuelle, il s'était entouré d'intriguants et de truants politiques qui ne rêvaient que servir leurs intérêts égoïstes. Ensuite, la décolonisation s'était faite dans des moments délicats de l'histoire de l'humanité.

Le monde entier, sous la hantise de la guerre froide, constituait un champ de rivalités entre les deux super-grands : les U.S.A. et l'U.R.S.S.

En plus, la situation géopolitique du Burundi mettait le Mwami dans une situation de dilemme.

Le Congo Kinshasa (actuel Zaïre) était devenu champ de rivalités entre l'Est et l'Ouest et le Rwanda se disait avoir réussi sa "révolution sociale".

Comme le mal guettait le Burundi, il fallait recourir aux anciens symboles que la colonisation avait déclarés païens.

Malheureusement, les intellectuels burundais n'étaient pas du tout prêts à reconstruire le "nouvel Etat" car certains d'entre eux se considéraient comme marionnettes de l'impérialisme occidental alors que d'autres se révélaient défenseurs de la souveraineté nationale.

Dans cette situation donc, il faut analyser l'état des valeurs fondamentales sous la monarchie constitutionnelle.

1. L'état des valeurs fondamentales sous la monarchie constitutionnelle

A l'indépendance, le substrat religieux, moral, idéologique demandait à être reconstitué pour fonder le nouvel Etat après un intermède d'à peu près 60 ans. Même si le Burundi a été placé sous l'administration allemande en 1896 par la conférence de Berlin de 1884-1885, le Burundi n'a perdu sa souveraineté nationale que le 6 juin 1903 par le traité de KIGANDA.

De cette date, tout devait se faire dans l'intérêt colonial. Après le recouvrement de la souveraineté nationale, le 1er juillet 1962, on devait réactualiser les valeurs traditionnelles (ubushingantahe, unité nationale, justice sociale, travail) et lui ajouter de nouvelles valeurs, politiques comme la démocratie, par exemple.

D'après les témoignages recueillis dans la Mairie de Gijumba en l'occurrence celui de Z. NICAYENZI, toutes les valeurs politiques étaient dans un état de défaillance totale.

Les décideurs politiques s'étaient intéressés au respect des valeurs fondamentales pour reconstruire le nouvel Etat. Même si des initiatives se sont observées à gauche à droite, on n'y est pas parvenu car beaucoup d'acteurs politiques se sont toujours montrés peu soucieux de l'intérêt général.

N'ayant pas le sens de leur responsabilité, ces politiciens allaient mener le pays au bord du gouffre. Cela s'est fait remarquer par des querelles stériles observées dans toutes les institutions politiques du pays, à commencer par la direction de l'UPRONA (24) et le Parlement.

Face à cette situation dramatique, quelle a été la place réservée à chacune de ces valeurs ?

analyser de plus près, aucune initiative ou volonté politique n'est véritablement manifestée en faveur du respect des valeurs fondamentales.

Examinons donc l'état de chaque valeur politique dès l'accession du Burundi à l'indépendance jusqu'à la chute de la monarchie.

a) L'Ubushingantahe.

Cette valeur a subi ses premières altérations dès que le Burundi a perdu sa souveraineté nationale. Alors qu'on croyait à sa réactualisation dès son accession à l'indépendance, aucune initiative politique ne fut menée.

L'explication du non respect de cette valeur se trouve dans le chaos politique qui s'est installé après la mort du P.L. RWAGASORE. Comme le manque de dimension politique a fort malheureusement caractérisé la plupart d'acteurs politiques, la vie politique burundaise fut, à maintes reprises, objet des querelles stériles. Pour cela, l'ubushingantahe, symbole de la moralité politique et sociale, fut relegué au deuxième plan.

24) Monopartisme de facto juste après le discredit jeté sur les partis d'opposition accusés d'avoir participé dans l'assassinat du P.L. RWAGASORE.

A part ça, l'on sait que l'Ubushingantahe est, de par sa nature, l'opposé de la dictature et de tout calcul mesquin ; hélas, ne partie de l'élite (Hutu), obsédée par la révolution rwandaise, pensait déjà à l'instauration d'un Etat exclusivement Hutu après l'extermination des Tutsi.

Les extrémistes Hutu tentèrent d'exécuter ce rêve en 1965 quand ils fomentaient un coup d'Etat (mais déjoué) qui fut suivi des massacres des Tutsi de MURAMVYA(25). Ainsi donc, l'ubushingantahe n'a jamais été la préoccupation des autorités politiques et administratives, ce qui allait à l'encontre de l'aspiration du peuple car, celui-ci s'est toujours montré attaché à cette valeur.

b) L'unité nationale

A côté de l'ubushingantahe, l'unité nationale est une autre valeur qui a édifiée l'Etat burundais. Cette valeur a subi ses premières altérations dès la domination étrangère.

Dès le lendemain de l'indépendance, où les Burundais ont repris en mains les destinées du pays, aucune amélioration ne fut observée en sa faveur ; par contre la situation n'a cessé de s'empirer.

Cette dégradation s'inscrit dans un contexte politique très délicat : peu de responsables politiques se sont sentis réellement serviteurs de l'intérêt national.

part ça, certains syndicats parrainés par la Belgique comme le C.B. et d'autres forces occultes se sont battus pour créer un parti similaire au PARMEHUTU du Rwanda avec les mêmes visées politiques(26). L'autre signe manifeste de cette dégradation s'est fait remarquer quand la direction de l'UPRONA s'est scindée en deux actions rivales (CASABLANCA-MONROVIA). Par ailleurs, ces deux tendances se sont plus tard, après l'assassinat du 1er Ministre P. GENDANDUMWE, transformées en deux blocs : l'un d'extrémistes Hutu (Monrovia) et l'autre d'extrémistes Tutsi (Casablanca). Ainsi avec le non respect de cette valeur combien noble pour tout homme d'Etat, le Burundi a connu des plaies qu'il n'a pas encore pansé.

25) NICAYENZI, (Z), Evolution et conséquences de la violence in Renouveau du Burundi n° 4088 du mai 1993, p.5.

Col. 1

26) MPOZAGARA, (G), op. cit, p.34

c) Le travail

Très significative dans le Burundi ancien, cette valeur est pervertie sous la période coloniale. Et d'ailleurs, certaines expressions rundi le confirment, à titre d'exemple, l'expression "akazi k'ibuzungu kica uwicaye" est très parlant. Dès ce moment, le travail, au lieu d'ennoblir l'homme, était perçu comme un mal à se débarrasser car, il ne symbolisait que la corvée.

Au lendemain de l'indépendance, d'aucuns s'interrogent sur la place politique qu'aurait occupé cette valeur. L'Etat burundais sous la monarchie constitutionnelle ne s'est pas du tout préoccupé du progrès matériel. Sur ce, le travail fut relegué au deuxième plan. Cela trouve son explication dans l'instabilité gouvernementale qui n'a cessé de se faire remarquer mais également dans le fait d'avoir des conseillers économiques étrangers.

Dans cette optique, l'administration, au lieu de se montrer champion du développement l'a, au contraire, freiné. Ainsi, le Burundi, pauvre qu'il est, a tant souffert d'une administration pléthorique ; les fonctionnaires mal payés usaient de leurs prérogatives pour arrondir leurs traitements au détriment des administrés et de l'Etat lui-même. Pour cela, l'administration, loin d'être au service du développement, a constitué un corps de parasites dont le souci majeur était de prélever les richesses sur ceux qui les produisent (administrés) (27).

d) La justice sociale

Comme l'institution des Bashingantahe faisait seule respecter cette valeur, il a suffi de la destruction de cette institution pour que cette valeur soit mise à mort. Même si l'altération de cette valeur a débuté avec la période coloniale, on a vu la situation s'aggraver au lendemain de l'indépendance. C'est surtout sous la monarchie constitutionnelle que cette valeur fut sérieusement bafouée.

27) CHANTEBOUT, (B), Droit constitutionnel et science politique.

Armand Colin, Paris, 1991, p. 354

ela s'explique car, au cours de cette période, l'intérêt général n'a jamais primé l'intérêt particulier ; et les querelles stériles, qui ont mouvementé le pays jusqu'à créer une instabilité gouvernementale, montrent combien l'intérêt général n'a jamais été une préoccupation des acteurs politiques burundais.

Ainsi donc, les administrés sont demeurés objet de toute forme d'exploitation et tout lésé dans ses droits n'avait d'autre choix de recours que la résignation (sauf quelques cas d'exception).

e) La démocratie

Valeur politique noble par excellence, elle a subi le même sort que les précédentes.

Après la disparition du P.L. RWAGASORE, le Burundi a connu un mal politique à la "Rome antique".

Pendant la période de la monarchie constitutionnelle, "dialogue et concertation", principe démocratique par excellence dut céder aux querelles insensées et stériles, et seuls les intérêts égoïstes prirent place.

Pour illustrer tout cela, prenons le cas de l'institution suprême du pays, le Mwami.

Constitutionnellement parlant, celui-ci devait régner sans gouverner. Ainsi, quand l'Assemblée Nationale ne s'entendait pas avec le gouvernement, le Roi prenait quelquefois des mesures qui s'imposaient, mais il arrivait des cas où il s'interposait pour ses propres fins.

Le cas le plus frappant est celui des années 1965 où le Mwami s'est arrogé le droit de nommer un 1er Ministre non Uproniste, BIHA (son cousin), alors que le vainqueur des législatives était l'UPRONA.

En content de son statut d'arbitre, le Roi a mis sous ses ordres les secrétariats d'Etat à l'Armée, à la Gendarmerie et à la Justice. Plus encore, en septembre 1965, il décida seul la réorganisation des communes après avoir supprimé les élections des Bourgmestres.

Cette initiative de loi va à l'encontre de l'article 24 de la Constitution du Royaume du Burundi où il est stipulé que le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, l'Assemblée

ationales ~~et~~ le Sénat (28).

Face à cette situation déplorable, tout citoyen responsable s'interroge sur le pourquoi de l'accession du Burundi à l'indépendance, du moins sous la monarchie constitutionnelle. Au cours de cette période, le Burundi a toujours connu des crises qui l'ont finalement plongé dans le sous-développement politique et dans la dépendance totale.

2. Le sous-développement politique et la dépendance.

En accédant à l'indépendance, le Burundi croyait entrer dans la modernité politique. Hélas, il a eu de la peine à s'adapter car, il lui manquait des outils d'un Etat moderne.

D'abord, il y avait le problème causé par le manque de cadres ; or, presque toutes les infrastructures socio-économiques étaient à penser et à mettre sur pied. De plus, tous les instruments juridiques mis en place n'étaient que des calques du régime parlementaire belge.

De ce mimétisme, le Burundi s'est doté des institutions qui répondaient à peine à ses réalités ; conséquence, l'instabilité gouvernementale est devenue monnaie courante à cause essentiellement de l'absence de l'art du compromis qui devait normalement guider les débats parlementaires. Avec ce manque de maturité politique et d'outils d'un Etat moderne, le Burundi fut plongé dans la dépendance totale.

Cette dépendance politique trouve ses origines dans la dépendance économique et même culturelle. L'état désastreux de l'économie nationale a rendu indispensable le recours à l'assistance au développement ou à la survie du pays (le Burundi). Puis l'économie est fragile, plus les menaces internes sont dangereuses et on est donc obligé de recourir à une puissance étrangère comme la Belgique ou autres.

28) BELLON, (R.), et DELFOSSE, (P.), Codes et lois du Burundi, Bruxelles, Maison Ferd. Larcier, 1970, p. 5.

insi, sans un minimum d'indépendance économique, l'indépendance politique devient fictive et symbolique car, on ne peut pas être à la fois libre et assisté.

La dépendance politique comporte aussi un aspect culturel. Quand le modèle de référence reste le nord (politiquement) pour les dirigeants d'Afrique noire, il est difficile de se dégager du mimétisme occidental.

En tant que cela, tout nouvel Etat comme le Burundi éprouve des difficultés à se constituer en un ensemble politique viable ; cela se justifie car les problèmes à surmonter sont gigantesques et l'institutionnalisation du pouvoir devient quasi impossible.(29)

Ne résultant que la faiblesse ou l'inexistence d'institutions autonomes, "la dépendance exprime l'anémie des institutions étatiques, et par voie de conséquence leur incapacité à extraire les ressources nécessaires au développement" (30).

Avec cette anémie institutionnelle, le Burundi monarchique indépendant a été menacé de disparition à cause des affrontements dus à la compétition Est-Ouest et qui ont même provoqué la guerre civile en 1965.

Par ces affrontements, il y a eu crise de confiance entre Hutu-Tutsi et cela a suscité un problème d'intégration nationale.

Ainsi, le Burundi monarchique indépendant, un Etat sous-développé, n'est pas seulement un Etat dépendant mais encore un Etat "minimal", "débile", selon les termes de René LEMARCHAND dans son article "Quelles indépendances ?", qui porte les stigmates de toutes les crises qui l'ont secoué : décolonisation ratée, intégration manquée et l'extrême vulnérabilité aux exigences des puissances et intérêts étrangers.

En outre, il s'est montré incapable d'appliquer un projet de développement répondant aux réalités socio-culturelles.

Par ce mimétisme étatique, le Burundi monarchique indépendant n'a cessé de vivre des crises à répétition qui l'ont finalement plongé dans un vide politique sans précédent.

29) MEDARD, (J.F), Les spécificités in les pouvoirs africains n° 25, Vendôme, 1983, p.14

30) LE MARCHAND, (R.), Quelles indépendances in les pouvoirs africains n° 25, Vendôme, 1983, p.137

3. La crise politique burundaise.

Comme on l'a déjà vu, la crise politique prend naissance dans la colonisation et perdure même après l'indépendance. C'est par un acte ignoble (assassinat du P.L. RWAGASORE) commis par les ennemis de la Nation" que le pays a connu un véritable problème de leadership.

Le Parti UPRONA (monopartisme de facto) fut l'objet de dissensions politiques qui, par malheur, eurent des répercussions néfastes sur les autres institutions politiques du pays.

Il fut donc une période de grande instabilité politique.

a) L'instabilité gouvernementale.

Après la disparition du héros de l'indépendance, on a vite constaté que le jeu démocratique était mal compris par les politiciens burundais.

Dès au début, un problème de succession, pour remplacer RWAGASORE, la tête de l'UPRONA et du Gouvernement, fut posé, et pour certains en termes ethniques(31).

Dans ce climat politique malsain, le Parlement et le Gouvernement entrèrent en conflit.

En croyant bien exercer son pouvoir, l'Assemblée Nationale s'opposait systématiquement à la politique gouvernementale. Et les membres du Gouvernement, quant à eux, au lieu de s'atteler à la mise en application de la politique du parti UPRONA, passaient le plus de leur temps dans des querelles sans issues avec le Parlement.

C'est par ce bras de fer engagé entre les deux institutions que l'intérêt national fut compromis.

A un rythme effrayant, les deux factions rivales (CASABLANCA-MONROVIA) allaient dès le début apparaître comme des conflits d'écoles (Astridiens contre séminaristes) et plus tard, après l'assassinat de P. NGENDANDUMWE, comme des divisions ethniques.

Les groupes dont on reconnaît l'absence d'idée de l'intérêt général trahissaient et défaisaient les gouvernements et s'ingéniaient ainsi à manipuler le Mwami.

31) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.77

Ainsi le groupe Monrovia fit chuter les Gouvernements HIRWA en juin 1963 et NYAMOYA, fin 1964.

Ant au groupe casablanca, il obtint la démission du Gouvernement MENDANDUMWE en mars 1964. Celui-ci fut de plus reconduit en janvier 1965. Dans ce climat d'opposition (allant de 1962 à 1966), rares furent les Gouvernements qui durent une année(32).

Cela a eu pour conséquence le manque de temps pour concevoir une politique cohérente ; et si une fois elle était arrêtée, on se heurtait au manque de temps minimum pour l'exécuter.

Le Mwami, malgré son charisme qui aurait pu faciliter le redressement de la Nation, se contentait d'alterner les influences et croyant arbitrer les conflits(33).

Cette instabilité a pu s'entretenir à cause de certains leaders burundais qui s'étaient distingués par des actes irresponsables s'ils ne cessaient de manifester. Quelques-uns, d'entre eux, étaient d'ailleurs manipulés par une main étrangère et d'autres agissaient que par opportunisme politique.

Au cours de cette période, au Congo Kinshasa(Zaire actuel), se déroulait la guerre civile.

Le Burundi, dont la situation géopolitique était enviable, devait constituer un champ où s'affrontaient les grandes puissances pour surveiller cette insurrection(34).

Comme le mal avait déjà pris place dans la vie politique du pays, on a vu naître l'idée d'anéantir la Nation burundaise.

Dans cette logique, les leaders progressistes, à majorité Tutsi, furent qualifiés de pro-chinois et d'anti-occidentaux ; par contre, les Hutu, par référence à la révolution rwandaise furent qualifiés de modérés et de pro-occidentaux.

En suite aux vœux des néocolonialistes et des capitalistes étrangers, le Mwami fut amené à briser l'aile progressiste.

32) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale.
Bujumbura, 1989, p.77

33) Idem, p.78

34) MPOZAGARA, (G), Op.cit, p. 38

trouvant cette proposition insensée, le Mwami a réagi par un refus catégorique et décida de n'être plus un symbole (comme le stipule la constitution) mais un décideur politique dont l'objectif premier était de "garantir l'ordre public".(35)

Même si la cour royale a manifesté une volonté politique de défendre l'intérêt supérieur de la Nation - garantir l'unité nationale -, elle s'est révélée impuissante à combler le vide politique et à établir l'harmonie politique.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que l'instabilité gouvernementale put persister.

N'ayant jamais été en mesure d'arrêter et d'exécuter une politique de développement, l'Etat burundais sous la monarchie constitutionnelle, considérablement affaibli, s'est toujours révélé incapable de défendre la souveraineté nationale.

Cette instabilité trouve son explication dans l'inexpérience de beaucoup d'hommes politiques dans les affaires de l'Etat.

Cela se comprend clairement car la Belgique n'a jamais favorisé l'émancipation et l'éducation politique des Burundi.

Voulant rester maître du Burundi, pour longtemps, la Belgique a formé peu de cadres nationaux qui, éventuellement, pourraient la relayer dès l'indépendance. C'est ainsi donc que le pays n'a cessé de souffrir de ce chaos politique dû essentiellement aux ambitions égoïstes et par voie de conséquence l'intérêt national a été compromis.

Face à cette situation dramatique, certaines grandes figures du pays furent mobilisées pour dénoncer ce mal. Dans l'esprit de reconstituer l'unité politique du pays, Pierre NGENDANDUMWE (Premier ministre) a fait une déclaration, le 20 février 1963, exaltant l'unité des Burundi, la démocratie et la coopération et invita ses compatriotes à dépasser les vieux clivages Hutu, Tutsi, Twa et Anwa(36) qui ne faisaient que reculer le pays.

35), MPOZAGARA, (G.), Op.cit, p.38

36) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale.
Bujumbura, 1989, p.79

Le mois suivant, le Mwami, dans un message à la Nation, a énoncé les méfaits de la "haine raciale" comme ennemi du progrès et du désordre(37).

Dans ces déclarations, le mal fut identifié et dénoncé par les premiers responsables du pays ce qui eurent écho au sein de toutes les institutions du pays. Malheureusement, une simple énonciation ne suffisait pas, il fallait en outre trouver un remède politique. Chose bizarre, la situation s'est empirée après l'assassinat du Premier Ministre P. NGENDANDUMWE(15/1/1965). C'est au quatrième trimestre de 1965 (octobre 1965) qu'un extrémisme Hutu s'étala au grand jour.

Le 19 octobre 1965, un coup d'Etat fut fomenté par les extrémistes Hutu avec un objectif précis : abattre la monarchie et anéantir l'ethnie Tutsi(38).

A partir de ce moment, la crise de confiance entre Hutu et Tutsi devenait réellement de voir le jour. C'est malheureusement dans ce climat de méfiance que le Mwami a pris fuite pour l'extérieur et décida de ne plus revenir (39).

b) La fuite du Mwami

Après la disparition du Prince RWAGASORE, une situation regrettable a pu s'instaurer. A partir de ce moment, le Burundi a tant souffert de la désertion périodique du Mwami(40).

Cela nous fait donc dire que le Mwami, même s'il lançait souvent des messages de paix et du maintien de l'ordre public, avait déjà manifesté un certain "dégoût politique".

Cette cause de ce dégoût politique serait liée au choc psychologique qui s'est affecta sérieusement dès l'assassinat de son fils.

37) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.79

38) NICAYENZI, (Z), Op. cit., p.5. col. 2

39) République du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p. 93

40) Idem, p.89

Affaibli psychologiquement, il ne pouvait plus servir convenablement l'intérêt supérieur de la Nation. C'est-à-dire garantir la paix et la continuité de l'Etat. En plus de ça, il avait un entourage peu soucieux de l'avenir du pays.

Une preuve est que le Roi, par effet de manipulation, n'a cessé de poser des actes inconstitutionnels et il démettait tel Gouvernement pour le simple souci de satisfaire une des deux tendances politiques.

Ce traumatisme psychologique et son inexpérience politique l'amenèrent à ne jamais apparaître comme un véritable chef d'Etat. Lorsqu'il a même décidé de rompre avec son statut constitutionnellement symbolique, les décisions qu'il prenait allaient souvent à l'encontre de l'intérêt national, ce qui aggrava davantage la crise.

Face à ce climat de désespoir, ce fut l'occasion propice pour les divisionnistes ou lobbies anti-burundais de s'exprimer au grand jour.

Ainsi, la période comprise entre 1963 et 1965 a été caractérisée par une déstabilisation fortement entretenue par les puissances étrangères. (41)

C'est dans ce climat de perturbation que le Mwami fatigué par des attitudes irresponsables affichées par certains politiciens, s'est senti gêné de rester au Burundi pour remplir convenablement ses fonctions. Mais, c'est surtout après la mort de son 1er Ministre NGENDANDUMWE que la situation devint intenable.

A cause de cet assassinat, les Hutu extrémistes eurent l'occasion de culpabiliser tous les Tutsi et surtout ceux jugés progressistes sans aucune preuve à l'appui.

Ayant toujours rêvé un plan où l'on pourrait instaurer un Etat exclusivement Hutu à la manière du Rwanda, ces groupuscules ont emprunté une voie suicidaire.

Ils ont fomenté un coup d'Etat ethnique le 19 octobre 1965 qui, heureusement pour les institutions monarchiques, fut déjoué grâce à l'intervention des militaires loyalistes.

41) Rép. du Burundi, Rapport de la commission Nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.p.83-84

Comme le Mwami était l'institution première visée à être attaquée, par effet de la peur et du dégoût politique prononcé, il précipita son départ "définitif" vers l'étranger. Certes, il n'a jamais renoncé ; c'est ainsi qu'il continuait de donner des ordres à partir de Genève. Ordres presque sans effet à cause de la distance qui séparait le Mwami et son pays.

Cette fuite fut douloureusement ressentie par le peuple car elle eut de graves conséquences néfastes sur la vie socio-politique du pays.

B. L'éclosion des divisions et fin de la monarchie.

Alors que les Burundi étaient relativement calmes lors de l'accession de leur pays à l'indépendance, les deux factions rivales ont cessé de les plonger dans des crises sans issues.

Malgré ce danger imminent, le peuple n'était pas totalement divisé.

Hélas, la mort du 1er Ministre P. NGENDANDUMWE allait compliquer la situation : l'ethnisme a surgi au grand jour.

À ce moment, les deux divisions idéologiques durent disparaître et céderent la place aux divisions ethniques(42).

Les extrémistes Hutu voulaient, se disaient-ils, se venger des Tutsi en excluant ceux-ci dans tous les appareils de l'Etat.

Ce fut donc l'"ethnisation" des élections de mai 1965 et les Hutu prirent le dessus.

Non contents de leur victoire "démocratique", certains Hutu entreprirent un putsch qui coûta la vie aux citoyens des deux ethnies (Hutu et Tutsi).

Avec cette sombre histoire, l'élite, soucieuse de l'avenir du pays, envisageait déjà à l'avènement du régime républicain pour "mettre fin" à ces querelles intestines.

42) MANIRAKIZA, (M), La fin de la monarchie burundaise (1962-1966)

Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1990, p. 62

1. L'assassinat du 1er Ministre Pierre NGENDANDUMWE
et ses conséquences.

L'acte ignoble commis à l'encontre du 1er Ministre P. NGENDANDUMWE, le 15 janvier 1965, aggrava la crise. Cet acte barbare fut source de division ethnique et allait nourrir l'extrémisme Hutu.

Homme politique avisé et compagnon du Prince RWAGASORE, P. NGENDANDUMWE a disparu dans des circonstances non encore élucidées.

En attendant les propos de sa mort, des questions surgissent mais demeurent sans réponse :

- Qui l'a tué ?
- Pourquoi l'a-t-on tué ?

Certaines rumeurs font penser qu'il a été tué par un Rwandais, agent de l'Ambassade américaine. Il y en a d'autres qui, complémentaires à ces premières, font croire qu'il serait tué par un agent de l'impérialisme occidental.

Une autre opinion, émanant de l'extrémisme Hutu, fait et continue à faire penser que ce tort politique a été commis par les Tutsi. Malheureusement, le dossier reste toujours obscur.

Ce tort politique jeté aux Tutsi est difficilement vérifiable.

D'abord, ce grand homme, au visage politique de RWAGASORE, comptait de nombreux amis politiques tant du côté des Hutu que du côté des Tutsi. Dans ce dernier camp, il avait, à côté de lui, un homme de "poids" au nom de T. SIRYUYUMUNSI, Président de l'Assemblée Nationale à ce moment. Ensuite, la grande partie de l'élite Tutsi reconnaissait en lui la qualité d'homme d'Etat ; et d'ailleurs, il rassurait tout le monde même les Tutsi qui craignaient la révolution à la rwandaise. C'est ainsi d'ailleurs qu'en 1963, quand il était en visite officielle à Bruxelles, il a traité G. KAYIBANDA (Président du Rwanda) le "Néron d'Afrique" en présence de Paul Henry SPAAK, Chef de la diplomatie belge(43).

43) MANIRAKIZA, (M), La fin de la monarchie burundaise (1962-1966),
Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1990, p.73

Serait-il donc victime de l'impérialisme occidental ? difficile à prouver. Certes, la position géopolitique du Burundi, dans une sous-région mouvementée (Rwanda et Zaïre actuel), devint stratégique pour les milieux étrangers qui voulaient contrôler la crise que traversait le Congo Kinshasa.

Côté de cela, les relations diplomatiques que le Burundi avait nouées avec la République populaire de Chine intriguaient les impérialistes occidentaux qui avaient des intérêts au Congo Kinshasa.

Par cette présence chinoise au Burundi, les impérialistes occidentaux se sont sentis mal à l'aise et se sont mis à le déstabiliser pour, finalement, aboutir à la rupture diplomatique avec la Chine. C'est dans cette logique de déstabilisation qu'on a vu disparaître le grand nationaliste, à l'image de RWAGASORE, le 1er ministre P. NGENDANDUMWE(44).

Dans le contexte dans lequel le 1er Ministre a trouvé la mort, des Hutu mal intentionnés se mirent à entretenir une haine ethnique jusqu'à envisager le renversement des institutions par deux voies :

- le recours à l'ethnicité pour les législatives de mai 1965
- la tentative de putsch du mois d'octobre 1965

2. L'ethnisation des élections législatives de mai 1965

Après la mort du 1er Ministre P. NGENDANDUMWE, la tension entre Hutu et Tutsi n'était plus une illusion. Pendant cette période, des forces occultes comme le P.P. ont refait surface alors qu'ils avaient disparu, sans être légalement interdit, depuis l'indépendance.

La réapparition de ces forces de division, à un moment décisif pour le Burundi, ne manque pas d'explication. L'année 1965 a profondément marqué la vie de toute la Nation burundaise.

Un vide gouvernemental s'est produit et a duré à peu près 7 mois.(45)

44) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale.

Bujumbura, 1989, p.84

45) Idem, p.89

ette carence gouvernementale a favorisé, non seulement la crise olitique, mais également et surtout la crise morale qui s'est atérialisée par la naissance des forces du mal dont le but ssentiel était de mobiliser la conscience ethnique.

A côté de cela, certains témoignages recueillis en Mairie de ujumbura m'ont bien spécifié qu'au cours de cette période, une main nvisible étrangère manipulait sérieusement une partie de l'élite utu que certaines gens considèrent, d'ailleurs, comme "docile" et amie" de l'Occident, en faisant référence à la révolution wandaise.

our remporter ces élections, la méthode était simple : amener les utu à se coaliser contre les Tutsi.

our y arriver, pensaient-ils, il fallait ressusciter le vieux P.P. our les réorganiser et faire triompher l'"intérêt Hutu".

insi, le P.P., avec ses anciennes visées, a participé dans les égislatives de mai 1965 avec un mot d'ordre : Hutu votez Hutu (46).

Les résultats issus de ces législatives ont surpris tout le onde. C'est l'UPRONA qui remporta les élections(24 sièges contre 9 u P.P.).

omme ces élections se déroulèrent sous la bannière ethnique, les utu, très nombreux au parlement, se sont vus élevés.

e comble de tout cela est que ces députés Hutu ont crié la victoire e l'ethnie hutu sur l'ethnie tutsi alors que politiquement la ictoire revenait à l'UPRONA.

Dès ce moment, l'unité nationale fut compromise et la onscience nationale se substitua à celle "tribale"(47). Tenant ompte de cela, une interrogation surgit : uel sens peut-on donner à la démocratie burundaise ?

Dans un tel contexte, la démocratie devient synonyme de "'ethnocratie" car, l'intérêt national, où chacun trouve ses omptes, est sacrifié au détriment de l'intérêt ethnique.

46) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale, Bujumbura, 1989, p.90

47) Ibidem

ette situation alarmante fut aggravée par un appel lancé par .NYANGOMA, Directeur Général au 1er Ministère, lors du 3e anniversaire de l'indépendance du Burundi.

elui-ci avait dit : "Il faut changer les composantes de la population burundaise".(48)

Face à ce climat politique malsain que fallait-il faire ?
n d'autres mots, comment fallait-il procéder pour sauver le Burundi?

e Mwami MWAMBUTSA, par sa propre initiative (contraire à la loi), décida la nomination d'un non-Uproniste, L. BIHA à la tête du gouvernement.

Le Roi croyait que L. BIHA, neutre par ce que GANWA de par la naissance, pourrait reconcilier les HUTU et les TUTSI.

Cependant, cet acte (antidémocratique) n'a rien apporté comme solution à la crise ; au contraire, le Burundi a vu le problème ethnique s'aggraver de plus belle.

'est dans cette perspective qu'il y a eu tentative de putsch ethnique qui, malheureusement, a coûté la vie à une catégorie de la population innocente.

3. Tentative de putsch ethnique et le massacre des TUTSI de MURAMVYA

Avec la tentative de coup d'Etat du 19 octobre 1965, la division ethnique connaît son paroxysme. Le démantèlement des institutions de l'Etat qu'avait proposé G. NYANGOMA lors du 3e anniversaire de l'indépendance du Burundi allait être couronné de succès.

Le coup d'Etat visait essentiellement "les structures et les institutions de l'Etat, le massacre des Tutsi, la proclamation de la République et l'accaparement de la direction du pays par une poignée d'individus au nom d'une ethnique"(49).

48) MPOZAGARA, (G.), Op.Cit., P.39

49) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.92

Ce jour de coup d'Etat, la jeunesse nationaliste ZENDANDUMWE (J.N.N), créée après la disparition de ce dernier, a déclenché une vaste opération d'extermination des Tutsi de URAMVYA.

Le cri de ralliement était : "Au secours du Mwami, les Tutsi l'assassinent" (50).

Cette milice qui se réclamait de P. MIREREKANO parcourait les collines de BUSANGANA en semant la terreur par le fer et le feu. Ces massacres ont été arrêtés grâce à l'arrivée des forces de l'ordre.

A propos de ce coup d'Etat, beaucoup de questions se posent :

- Pourquoi les Hutu ont-ils opté pour un coup d'Etat alors qu'ils étaient majoritaires dans tous les appareils de l'Etat ?
- Quelles étaient leurs visées politiques ?
- La répression, comment avait-elle été menée ?

Pourquoi de ce coup d'Etat demeure toujours incompréhensible car les 2/3 de députés Bahutu et les 2/3 de Ministres Bahutu auraient pu permettre le changement de régime sans faire couler le sang et sans aucune résistance(51).

Les visées politiques de ce coup d'Etat n'étaient autre que la reproduction du modèle rwandais car le souhait de G. NYANGOMA d'instaurer un "nouvel Etat où la majorité impose la loi à la minorité" (52) était déjà acquis par les législatives de mai 1965. C'est de là donc qu'avait arrêté un plan d'abattre d'abord la monarchie et d'exterminer ensuite les Tutsi car, il fallait instaurer un Etat exclusivement Hutu.

Selon Z. NICAYENZI, la réplique fut très salutaire. Elle ne disait que le rétablissement de l'ordre public et l'arrêt des massacres des Tutsi.

50) NICAYENZI, (Z), Op.cit., p.5

51) CHRETIEN, (J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in AMSELLE, (J.L.), et M'BOKOLO, (E), Au coeur de l'ethnie - ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.160

52) MPOZAGARA, (G.), Op. cit., p. 40

ela s'explique clairement d'autant plus que tous les Hutu n'étaient pas impliqués dans ces massacres.

Certains Hutu ont même opposé une résistance aux assauts de comploteurs et parmi les militaires loyalistes, il y avait beaucoup de Hutu.

Ainsi l'action fut globalisante alors que la réaction fut sélective. (53)

Le Burundi a donc déploré la perte tragique de nombreuses vies humaines dont une partie de son corps des intellectuels. Ce qui riva à la Nation quelques cadres qui auraient pu participer à son développement.

Face à une telle incurie politique, le Mwami, au lieu de se servir de son charisme royal pour apaiser les esprits comme cela fut le cas près la mort de son fils, décida l'abandon du pays à lui-même.

De son côté, l'élite burundaise, trouvant inacceptable ce comportement irresponsable du Mwami, se mit à penser de comment renverser le régime monarchique sans effusion de sang.

4. La fin de la monarchie.

C'est à cause de cette situation intenable que des intellectuels, conscients du réel problème, pensaient au divorce avec la royauté. (54)

Constatant que le peuple burundais était profondément monarchiste, ces intellectuels imaginèrent la façon d'y arriver sans effusion de sang.

L'élite burundaise fit venir Ch.NDIZEYE, héritier du trône, qui, par arrêté royal n° 001/2 du 8 juillet 1966, suspendit la constitution et déclara déchu son père. (55)

Pour cet acte, il s'engagea solennellement de redresser la Nation et plaça le Capitaine Michel MICOMBERO à la tête du Gouvernement.

53) NICAYENZI, (Z.), Op. cit., p. 5, col. 2.

54) NSANZE, (T.), Op.cit, p.59

55) Ministère de la Justice, Bulletin officiel du Burundi, 1966,

ans la même logique de construction, il a fait savoir que le chemin tracé par le héros national "était le seul à suivre.(56) Dès lors, il fut considéré comme le fils spirituel de RWAGASORE.

Cela ne fut malheureusement pas le cas car, le jour de son intronisation sous le nom de NTARE V, le 1er septembre 1966, le 1er ministre MICOMBERO ne fut pas convié à ses festivités. D'orès et déjà le conflit entre les deux grands personnages du pays fut déclenché.(57)

On se demande donc comment ce "messie" politique a si vite regagné les rangs de l'opposition.

Les raisons avancées, à ce propos, sont nombreuses. Cette situation égratante devrait s'expliquer par le fait que NTARE V était trop jeune (19 ans) et inexpérimenté pour comprendre qu'il était le premier à servir l'intérêt national. Une autre position fait croire que ce chaos ne devrait étonner personne car, comme le dit T.NSANZE, la venue de Ch. NDIZEYE était nécessaire comme étape préparatoire de la Grande Révolution Nationale qui s'est produite le 28 novembre 1966.

56) BELLON, (R.) et DELFOSSE, (P.), Op. cit., p. 7

(57) MANIRAKIZA, (M.), La fin de la monarchie burundaise (1962-1966), Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1990, p. 90.

HAP.II : LA IÈRE REPUBLIQUE (1966-1976)

A. Contexte et raisons du changement

La période comprise entre 1960-1970 fut décisive pour toute l'Afrique noire.

au cours de cette période, le "vent de la République" soufflait déjà sur la majeure partie de l'Afrique noire indépendante.

La plupart des pays se battaient pour instaurer le régime républicain avec tout ce qu'il implique.

Mais pourquoi l'adoption de ces "contre-valeurs"?

Pendant cette période, l'Afrique souffrait des séquelles de la colonisation.

Pour l'élite africaine, le parlementarisme, considéré comme la source de tous les maux, devait être abandonné et remplacé par le régime présidentiel. Mais au delà de cela, le parti unique tentait dans beaucoup de pays dans le but de mieux assurer l'"intégration nationale".

Le Burundi, pays d'Afrique orientale, ne fut pas du tout épargné de ce vent. C'est ainsi qu'en moins de quatre ans et demi de l'indépendance, la proclamation de la République est consommée.

Les circonstances dans lesquelles la Ière République est apparue restent greffées dans la mémoire collective. D'après les témoignages recueillis auprès de certains enquêtés de la Mairie de Kujumbura, l'avènement de la Ière République était opportun car, la monarchie décadente ne défendait plus du tout les valeurs acquises par l'indépendance (unité nationale, souveraineté nationale...).

Dans le contenu de l'Acte de Proclamation de la Ière République, il est bien spécifié que la monarchie constitutionnelle est toujours caractérisée par la carence de l'autorité, la corruption, la malversation financière sans oublier le népotisme. Les reproches faites au régime monarchique témoignent d'une "inconscience politique" dans les rouages de l'Etat et, partant, nécessitait une volonté manifeste pour redresser la Nation.

Le Coup d'Etat opéré par NTARE V, le 8 juillet 1966, contre son père symbolisait déjà une lueur d'espoir.

Malheureusement, il ne tarda pas à entrer en conflit avec son Premier ministre, le Capitaine M. MICOMBERO (qui était aussi le tout premier officier, Chef du Gouvernement). "Comme son père, après la formation du Gouvernement, il regagne les rangs de l'opposition", a déclaré le Capitaine M. MICOMBERO. (58)

Il est donc qualifié de haute trahison, ce qui renda impopulaire NTARE V, du moins, dans des milieux intellectuels.

Face à ce comportement irresponsable de NTARE V, beaucoup d'intellectuels burundais optèrent pour le changement et la révolution s'est opérée sans effusion de sang.

MICOMBERO, Premier Président de la République par suite du coup d'Etat du 28 novembre 1966, a fait des déclarations rassurantes faisant du respect des valeurs fondamentales, le fondement de l'Etat burundais.

B. Promesse du respect des valeurs fondamentales dans la gestion politique du pays

Après avoir dénoncé les abus commis par la monarchie constitutionnelle, le Président MICOMBERO s'engagea solennellement à suivre à la lettre la politique tracée par le héros de l'indépendance.

Malgré tout, le régime MICOMBERO devait se préoccuper de sa légitimité tout en exécutant sa promesse.

1. La recherche de la légitimité.

Tout acteur politique est, pour des raisons multiples, à la recherche des soutiens intérieurs et extérieurs. Cette recherche de soutiens n'est pas un calcul cynique des Gouvernants qui tenteraient de paraître, par des actes calculés, tels que l'opinion espère les voir.

Même si la plupart d'entre eux suivent le conseil qu'a réconisé MACHIAVEL aux princes ; "sembler avoir toutes les vertus que leurs sujets attendent d'eux... à défaut de les avoir vraiment". (59)

58) BELLON, (R), et DELFOSSE, (P), Op.cit, p.7

59) LAGROYE, (J.), Sociologie politique, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques et DALLOZ, 1991, p.361.

es tenants du pouvoir doivent, au contraire, se légitimer par une culture politique sinon le régime politique instauré ne peut pas durer longtemps.

Ainsi donc, un ordre légitimé s'instaure grâce au processus de régulation de comportements qui finit par assurer la cohésion sociale et la permanence du système politique.

De cet ordre légitimé, les théories politiques distinguent deux types de rapport (60) au pouvoir chez les individus :

Le rapport de sujétion, ou d'"obéissance subie", est caractérisée par une attitude générale de soumission due à la peur causée par la crainte de la police qui garantit la docilité.

Le rapport de consentement, ou d'"obéissance volontaire", est une acceptation du pouvoir et de ses manifestations.

Issu du putsch, le régime MICOMBERO, pour se faire accepter a mis en place un organe suprême dénommé Comité National de la révolution (C.N.R) relayé au niveau de l'administration territoriale par des nouveaux gouverneurs de provinces qui étaient tous des hommes en uniforme.

La tâche première de ces nouveaux maîtres était d'expliquer les raisons fondamentales du renversement de la monarchie qui a pu maintenir l'unité nationale pendant plus de trois siècles(61).

Craignant d'éventuelles contestations, une mise en garde fut émise à tous les auteurs de troubles et à quiconque tenterait de émettre en cause soit en paroles soit en actes la Révolution (62) déjà consommée.

En outre, il est à souligner que le régime de la 1ère République dut recourir au rapport de sujétion pour se faire accepter.

60) LAGROYE, (J.), Op. cit., p. 389

61) MANIRAKIZA, (M.), Burundi, De la révolution au régionalisme (1966-1976), le Mât de Misaine, Bruxelles, 1992, p. 25

62) BELLON, (R.), et DELFOSSE, (P.), Op. cit., p. 8.

Ce rapport de sujétion fut d'ailleurs cultivé et entretenu par les diverses autorités politiques et administratives du pays. C'est ainsi qu'ils parvinrent à s'imposer à cause surtout de l'instauration d'un Etat policier.

A ce niveau donc, la docilité suppose une acceptation de la position où se trouve placé l'individu.

Comme la police ne suffisait pas, à elle seule, de garantir la légitimité, les autorités de la Ière République empruntèrent une autre voie pour se rendre crédible.

C'est ainsi qu'elles ont mené des tournées sur tout le territoire national afin d'amener le peuple à adhérer à ce mouvement évolutionnaire.

Dors de ces tournées, on promettait au peuple, à la fois, d'assurer tout de promouvoir la justice sociale, le progrès, la réconciliation nationale..., bref, tout ce qui est en rapport avec la reconstruction nationale.

Côté de cela, l'école et les médias de l'Etat devaient épauler ces autorités en généralisant l'éthique républicaine. Sûr de sa survie politique, le régime MICOMBERO s'est mis au redressement national.

2. Le redressement national

Porté au pouvoir par un coup d'Etat militaire de novembre 1966, le Capitaine M. MICOMBERO a fait des déclarations à la fois évolutionnaires et rassurantes.

Déterminé de restaurer l'Etat burundais, il promettait de "défendre le Burundi et les habitants, uniquement dans l'intérêt supérieur de la Nation" (63).

D'après le rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi et qui concorde d'ailleurs avec quelques écrits de M. MANIRAKIZA, jusqu'en 1968, le Président M. MICOMBERO apparaissait comme un véritable chef d'Etat.

C'est ainsi que le Président M. MICOMBERO a pu rétablir l'autorité et que, de plus, l'intérêt général primait sur l'intérêt particulier.

63) BELLON, (R), et DE L FOSSE (P.), Op.cit, p.8

Ayant promis le "pain et la paix" dès sa prise du pouvoir, au cours de cette période (1966-1968), il a essayé de mettre en application sa promesse.

-t-il réussi ?

Comme la devise du pays (unité-travail-progrès) l'indique, la politique générale suivie a connu, tout au début, des succès dans certains domaines.

En titre d'exemple, jusqu'en 1968, personne ne redoute que l'intégration nationale était une réalité évidente. Quant au domaine économique, c'était bien différent par ce que l'économie du pays était à plus de 70 % aux mains des étrangers et beaucoup d'infrastructures socio-économiques étaient à l'état embryonnaire. Beaucoup de localités du pays occupaient, en effet, un nombre extrêmement réduit d'infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé...).

Enormément de localités du pays occupaient, en effet, un nombre extrêmement réduit d'infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé...).

Enormément de localités du pays occupaient, en effet, un nombre extrêmement réduit d'infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé...).

Enormément de localités du pays occupaient, en effet, un nombre extrêmement réduit d'infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé...).

Quant à l'intégration nationale énoncée ci-haut, la division ethnique qui avait éclaté au grand jour sous la monarchie écadienne (en 1965), MICOMBERO, dès la prise du pouvoir, avait promis de servir l'intérêt supérieur de la Nation.

Cela fut vécu comme une réalité dans les deux premières années de son existence.

Ainsi, les deux principales composantes de la population urundaise (Hutu et Tutsi) se reconnaissaient dans les diverses institutions du pays en l'occurrence l'UPRONA et le Gouvernement.

Cela est d'autant plus vrai car, pour cette période précise, il n'y a aucun document écrit qui signale les mouvements de contestation du nouveau régime.

Par contre, on reconnaît que les deux ethnies avaient, au cours de cette période, une même considération socio-politique et personne ne se lamentait qu'elle était exclue ou sous représentée dans telle institution du pays.

Delà donc, on peut réfuter les déclarations de J.P. PABANEL qui font croire qu'après la mort du 1er Ministre Hutu, P. NGENDANDUMWE, qu'il y a eu petit à petit l'exclusion des Hutu au pouvoir.

ertes, cette exclusion des Hutu a réellement débuté après la crise de 1972.

Au cours de cette même période (1966-1968), l'UPRONA, déclaré Parti unique par un arrêté royal du 23 novembre 1966, fut rigé en une institution suprême du pays. Dans le cadre d'opérer des changements susceptibles d'éveiller le sens patriotique au sein de la population, il y a eu, entre 1966-1968, une restructuration du parti UPRONA du sommet jusqu'à la base.(64)

Et comme le peuple burundais était à majorité analphabète, il est donc facilement manipulable, des mouvements intégrés à l'UPRONA furent mis en place en 1967 ; leur mission première était l'encadrement et l'"émancipation politique" de la population. Il s'agit de la J.R.R pour la jeunesse, de l'U.F.B. pour les femmes et de l'U.T.B. pour les travailleurs.

A la question de savoir pourquoi l'adoption du système à parti unique, on répond que c'est par le souci de préserver l'unité nationale et par voie de conséquence permettre le développement socio-économique du pays(sic).

C'est dans cette perspective que l'on a vu abandonner l'institution parlementaire au profit du régime présidentiel car, le parlementarisme était considéré, au Burundi et en Afrique en général, comme source de toute division et d'instabilité politique.

Malgré le système à parti unique et le présidentielisme adopté, les tares du régime monarchique ne tardèrent pas à apparaître.

C'est ainsi donc que la promesse fut trahie et l'on vit le pays ivré aux bords du gouffre.

C. Promesse trahie et fin de la Ière République

Ayant promis le "pain et la paix", le régime MICOMBERO, juste après deux années de son existence, changea de cap et le pays allait progressivement sombrer dans les divisions de toutes sortes. Notons par ailleurs que, depuis 1966 jusqu'en 1974, le pays vivait sans constitution.

64) Commission constitutionnelle, Op. cit., p. 28.

ela nous montre qu'il n'y avait, à proprement parler, aucune arantie juridique ni pour la vie publique ni pour les libertés ndividuelles.)

Sans tarder, on a vu réapparaître des divisions vers la fin es années 1968. Ce qui amena certaines autorités politiques, dont e Secrétaire Général près la Maison du Parti et Ministre de 'Information en la personne du Commandant M. NDAYAHOZE, à dénoncer e divisionnisme. (65)

Très soucieux de sa longévité politique, et surtout à cause e son entourage, le régime MICOMBERO s'est longtemps caractérisé ar le "clientélisme et des rivalités d'ordre tant régional ou lanique qu'ethnique" (66). Ainsi, des courants d'opposition ont vu e jour et la plupart d'entre eux ont abouti à des crises graves. 'est notamment le complot de 1969, le procès de 1971 et les vénements sanglants de 1972 qui, malheureusement, ont aggravé la rise de confiance entre les deux ethnies (Hutu et Tutsi).

1. Clientélisme politique (ou début du népotisme)

Soucieux de se maintenir longtemps au pouvoir, le régime ICOMBERO s'est, peu à peu, constitué une clientèle (depuis 1969) et ont les membres les plus influents étaient surtout ceux issus de on clan (HIMA).

artant, la personnalisation du pouvoir (67) allait prendre une llure considérable.

ais au juste, que symbolise cette expression "personnalisation du ouvoir" ?

lors que beaucoup de gens croient que la personnalisation du ouvoir répond seulement au charisme du Chef de l'Etat, cette xpression englobe, de façon pratique, toute relation politique ou dministrative, jugée inhabituelle si on se réfère à la loi, que euvent manifester les acteurs politiques ou administratifs ; et ette relation va du haut en bas.

65) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.95

66) CHRETIEN, (J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in AMSELLE, (J.L.) et M'BOKORO, (E.) Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.161.

67) MEDARD, (J.F.), L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire in MEDARD, (J.F.), Etat d'Afrique noire, Paris, 1991, p.339

Ainsi, chaque titulaire d'une parcelle d'autorité se l'approprie et la gère comme son bien propre.

Avec cette logique, ceux qui s'élèvent dans la hiérarchie de l'Etat assent de la "stratégie de la survie à la stratégie de l'accumulation des ressources surtout économiques". (68)

De plus, à tous les niveaux de la structure politico-administrative, c'est l'entretien de la logique de "patronage" et du clientélisme.

//L'envers de la personnalisation du pouvoir conduit à l'échec de l'institutionnalisation du pouvoir. Ce qui suscite un climat de tension qui, si on ne prend pas garde, risque d'aboutir à la dégradation même de l'Etat.

au Burundi, cette situation s'est matérialisée par des complots soit réel, cas de 1969 ; soit monté, cas de 1971) et des guerres fratricides (cas de 1972).

Tous ces maux politiques trouvent leur origine dans la "patrimonialisation" de l'Etat. C'est-à-dire qu'on entre dans la logique où l'on s'approprie un bien commun comme un bien propre. Caractérisé par la corruption et les relations de dépendance, un tel type d'Etat est qualifié de "sous-développé" du fait qu'il n'est pas en mesure d'accomplir sa mission première (celle de servir l'intérêt national).

Le recours au népotisme et au régionalisme, qui a fort marqué le régime MICOMBERO, s'inscrit dans la logique de la survie politique.

Dans une telle logique, seule l'accumulation des ressources compte. Qualifié d'Etat prédateur, l'Etat burundais sous la Ière République n'a pas tardé de subir l'"érosion des soutiens" qui, un peu plus tard en avril 1972, a été menacé de disparition.

68) MEDARD, (J.F.) Op. cit., p. 339.

Le régime MICOMBERO, que certains Burundais qualifient de "dormance politique" s'est révélé incapable d'assumer convenablement ses responsabilités.

On déplore par exemple la tenue irrégulière des conseils des ministres et l'instabilité des équipes gouvernementales qui se faisait remarquer dans des remaniements ministériels. (69) Cela montre combien, cette institution gouvernementale, peu efficace et fragile, a peu servi l'intérêt national.

Le 20 octobre 1971, le Président MICOMBERO créa un nouveau organe, dénommé Conseil Suprême de la Révolution (C.S.R), par le décret-loi n°1/44 pour remplacer l'ancien organe C.N.R.

Au lieu d'un rôle quasiment consultatif, il est chargé de "maintenir la discipline dans les rouages de l'Etat et vérifier si les principes de la révolution sont respectés dans les lois et les règlements". (70)

Cet organe fut en réalité mis sur pied dans le but de traquer fort les opposants de ce régime car, au cours des années 1971, le régionalisme était devenu une réalité socio-politique.

C'est ce qui nous fait donc dire que cet organe fut mis en place dans le but, non avoué, de contrer un éventuel coup d'Etat.

|| Pour s'assurer de son pouvoir, la constitution de 1974 fut écornée sur mesure : on n'avait pas prévu l'institution parlementaire. Comme tout dictateur se veut "synonyme de l'Etat", le Président MICOMBERO a, depuis 1969, manifesté ce comportement ; et pour tenir, il a fallu le règne de l'arbitraire avec tendance à l'autoritarisme.

Cela s'est ajouté le culte de la personnalité qui n'a d'ailleurs pas cessé de se développer.

MICOMBERO, seul homme fort de l'Etat et du Parti, avec quelques acolytes, s'est transformé en "monarque présidentiel".

C'est ainsi que l'UPRONA, au lieu d'être au Service de la Nation, devait légitimer la position des gouvernants.

En plus de cette situation engendrée par le clientélisme, on a vu surgir d'autres formes de division : le régionalisme et l'ethnisme, et cette dernière a plus miné l'Etat burundais.

69) (Comité Central du Parti UPRONA), Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie.

Thème V : La gestion politique du Burundi, (Bujumbura), S.D., p. 21

70) Ibidem.

2. Réaparition des divisions ethniques.

Tout a débuté avec le complot de 1969 où une mutinerie composée exclusivement de militaires Hutu tentèrent de se débarrasser du "régime Tutsi".

Échoué, ce complot fut suivi d'un procès et des exécutions ; pour ces autorités d'alors, ces sanctions étaient justifiées car, ce complot était perçu comme une réédition des événements de 1965. Ce qui allait donc cristalliser la haine ethnique.

Ce climat de méfiance fut aggravé par la crise de 1972, qualifiée de "fléau" (IKIZA) par les Burundi eux-mêmes.

A ce moment délicat, un mouvement Hutu éclata, dans la soirée du 29 avril, au Sud du pays et quelques milliers de Batutsi furent atrocement massacrés. Alors que le coup d'envoi était donné au sud du pays, il se répandait vite sur tout le territoire national et le mot d'ordre était : "exterminer tout ce qui était Tutsi".(71)

Cela entraîna en mai-juin un déchaînement de représailles contre les responsables Bahutu presque à tous les niveaux. Il y eut panique dans les milieux Hutu, panique due principalement aux règlements des comptes couverts par les autorités comme par exemple les responsables de police.(72)

La gravité de la crise ne tient pas au nombre exact des victimes (plus ou moins 100.000 morts) mais plutôt à son caractère génocidaire.

Le résultat de cette opération s'étirant sur le 2e semestre de 1972 et débordant l'année 1973, fut un désastre national. Ainsi, une cassure presque irréparable fut instaurée entre les deux principales ethnies.

Une question donc se pose : pourquoi le problème ethnique au Burundi ?

Sur cette épineuse question, on ne peut pas apporter une réponse exhaustive ; car les différentes composantes de la population burundaise ne se distinguent ni par la langue ni par la culture ou par l'occupation territoriale.

71) NICAYENZI, (Z), Op.cit., p.5 col.4

72) CHRETIEN, (J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in
AMSELLE, (J.L.) et M'BOKOLO, (E.), Au coeur de l'ethnie
Ethnies, tribalisme et état en Afrique, Paris,
1985, p.161

enant compte de cela, l'ethnisme doit se concevoir comme un "état d'esprit" et non comme un "fait" car, anthropologiquement parlant, le Burundi ne connaît pas d'ethnies.

A cet effet, il se manifeste par des attitudes et comportements inadmissibles, pour tout Etat moderne, qui sont dictés par l'attachement à son ethnie plutôt qu'à l'Etat.

De telles oppositions à caractère ethnique, on constate qu'elles se développent souvent comme un masque pour l'accès aux privilèges de l'Etat. Ce qui a d'ailleurs amené, SKLAR, politologue anglais de dire : " Le tribalisme devrait être considéré comme une variable dépendante plutôt que comme une force politique primordiale dans le nouvel Etat".(73)

Dans le même ordre d'idées, les déclarations du Commandant NDAYAHOZE, Ministre de l'Information, faites en novembre 1968 à propos du divisionnisme qui guettait le Burundi, illustrent bien ce qu'est le tribalisme et ses buts inavoués :

" D'emblée nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper que c'est la classe aisée qui renferme le virus du tribalisme.(...) Ce sont des cadres peu méritants qui, pour se maintenir ou pour se hisser à certains postes convoités, ont besoin de pistons, d'astuces et d'artifices ; ce sont aussi certains responsables insatiables qui, pour faire aboutir les mêmes ambitions inavouables, font de la division ethnique une stratégie politique.

Alors s'ils sont Tutsi, ils dénoncent, au besoin avec des complots tactiques à l'appui, un "péril Hutu" à contrer ; s'ils sont Hutu, ils dévoilent un "apartheid Tutsi" à combattre.

Et cela s'orchestre avec une mise en scène diabolique pour que le sentiment prenne le pas sur la raison".(74)

73) GONIDEC, (P.F), Les systèmes politiques africains, 2e éd., Paris, 1978, p.37

74) CHRETIEN, (J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi in AMSELLE (J.L) et M'BOKOLO(E), Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.161

Avec le drame de 1972, on déplore les pertes subies et ses conséquences sur le plan politique, économique et social.

Sur le plan politique, on déplore les structures sclérosées de l'Etat, ce qui a entraîné le régime de l'improvisation et du désordre.

Avec le phénomène d'exclusion, observé après cette crise, il y a eu un engourdissement au mutisme et au désintéressement de la chose publique.

Cela incombait aux responsables de la Ière République car, après la prise de pouvoir, ils auraient dû amener le peuple à se reconcilier avec lui-même et à gérer la chose publique dans l'esprit d'unité et de justice sociale.

Malheureusement, cette volonté politique ne s'est pas du tout manifestée ; ce qui a, donc, terni la réputation du pouvoir.

Sur le plan économique, le drame de 1972 a occasionné des dégâts matériels considérables et l'économie du pays en est souffert. Dans certaines régions du pays, les activités commerciales ont cessé et les propriétés exploitées se sont transformées en brousses.

Ainsi, par la privation de nombreux cadres et d'une main-d'oeuvre considérable, le pays a connu des périodes de disettes et de famines.

Sur le plan social, la peur du génocide se généralisa. La défiance et la suspicion furent entretenues et les ennemis du pays parvinrent à imprimer dans la mémoire Hutu une multitude de dates atroces. Leur objectif premier était d'opposer la masse aux autorités et de semer dans la population un climat d'insécurité pour bien entretenir la haine ethnique.

En l'analysant de plus près, on constate que le problème ethnique burundais s'inscrit dans le sous-développement politique d'un Etat moderne. A ce propos, J.P. CHRETIEN a été amené à parler de "fratricides légitimés" (75), après avoir fait une analyse approfondie des discours tenus par chacune des deux ethnies.

Pour les Hutu, le discours tenu met en avant la "démocratie, le peuple et la loi de la majorité".

Les Tutsi, par contre, insistent sur la "Nation, l'unité et l'anti-impérialisme".

75) CHRETIEN, (J.P.), Fratricides légitimés in Esprit n° 12, 1976, pp. 822-834

On constate même que les deux idéologies ont été vécues lors de la campagne présidentielle de mai 1993 :

UYOYA mettait en avant l'"Unité et la Paix" alors que NDADAYE insistait sur la "Démocratie et les Droits de l'homme".

Comme les discours de ce dernier faisaient beaucoup transparaître l'hégémonie numérique, ce qui faisait peur aux minorités, il y a lieu de croire que ces 2 idéologies sont, de façon implicite, difficilement conciliables.

Conséquence, on assiste souvent au phénomène de "rebellion-expression" et c'est toujours les crises à répétition que le pays continue à vivre.

A côté de ce problème ethnique, une autre forme de division le régionalisme - a fort marqué le pays. Face à cet autre défi, l'Etat burundais ne sera pas du tout en mesure de réparer ce tort commis et il y aura toujours une suspicion entre élite de provenance régionale distincte.

3. Une autre forme de division : le régionalisme

A côté de l'ethnisme qui a opposé les deux principales communautés (Hutu et Tutsi), le Burundi a également souffert du régionalisme.

Ce défi prend naissance dans l'emprisonnement de certains hauts dignitaires originaires de Bururi en 1967, du moins si l'on en croit MANIRAKIZA. Libérés et vite réhabilités dans leur fonction, ils avaient déjà nourri l'esprit de vengeance. Ce qui causa un tort énorme à la Nation burundaise.

C'est avec le complot du pouvoir de 1971, dénommé "Affaire TUNGUMBURANYE", que le problème régional fut ouvertement déclenché. D'abord, le gros des inculpés étaient originaires de MURAMVYA et de UJUMBURA rural (Jenda) et G. MPOZAGARA, Procureur Général de la République près la Cour Suprême, était écarté de l'affaire pour la simple raison qu'il était ressortissant de Muramvya.

En outre, certains magistrats mêmes ceux ressortissants de BURURI comme L. NDUWAYO furent limogés de leur fonction parce qu'ils n'avaient pas traité le dossier conformément aux instructions données du haut. Cela fut donc ressenti comme une politique élibérée d'affaiblir d'abord les Tutsi d'autres régions et de les exclure ensuite du pouvoir.

Ainsi, dit J.P. CHRETIEN, « en 1971, au moment où l'emprise d'un extrémisme Tutsi dit "groupe de Bururi" (en fait un réseau de personnalités plus qu'une équipe régionaliste) s'est resserrée, quant au maximum d'un épouvantail Hutu, on voit de nouveau ces critiques chez les étudiants lors de leur congrès de juillet 1971. L'opposition Tutsi libérale fut disloquée en octobre suivant à l'issue d'un procès fabriqué »>>. (76)

Partant de cela, le Burundi de MICOMBERO allait connaître, dès 1971, le phénomène de "Bururisation du régime". (77) ce qui occasionna des répercussions très néfastes sur la vie sociopolitique du pays. Cette attraction négative, qui procède normalement à l'exclusion des autres qui, pour le cas présent, ne font pas partie de la même provenance régionale, va susciter une attitude de méfiance, de répulsion et même de suspicion.

Par cette attitude, on observait que certains manifestaient un comportement d'agressivité et d'intolérance à l'égard des autres considérés comme "étrangers" à leur groupe. Ainsi, si l'on s'en tient à la dynamique sociale (78), le régionalisme a dangereusement affecté la justice sociale et l'unité des Burundi. Ce qui compromettait donc l'intérêt national.

Une question, donc, se pose : comment une région, peu porte ses atouts, peut-elle vivre et s'épanouir sans toute la communauté nationale ?

76) CHRETIEN, (J.P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi, in AMSELLE, (J.L.) et M'BOKOLO, (E.), Au coeur de l'ethnie Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, 1985, p.P. 161-162.

77) MANIRAKIZA, (M), Burundi. De la révolution au régionalisme (1966-1976), Le Mât de Missane, Bruxelles, 1992, p.45.

78) Rép. du Burundi, Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.117

cette manifestation dangereuse, pour tout Etat qui se cherche, est la caractéristique du sous-développement politique où les dirigeants ne rêvent que leur survie politique. Cela ne peut tenir sur longtemps par ce que le régime politique subit de plus en plus une "érosion des soutiens" (79) ; par cette délégitimation, il va tôt ou tard disparaître. Heureusement, pour le Burundi, cette situation ne s'est pas du tout produite grâce à l'attachement à sa patrie, observée surtout chez les Tutsi, mais également par l'attitude de la communauté internationale prise à l'égard de ces défis socio-politiques dont le Burundi n'a cessé de vivre.

4. Attitude de la communauté internationale.

Face à l'ethnisme et au régionalisme, l'opinion internationale a énergiquement condamné ces abus politiques et a recommandé au régime MICOMBERO de se montrer, réellement, responsable dans la gestion du pays, surtout en temps de crise. Face à l'ethnisme par exemple, le Rwanda de KAYIBANDA (ennemi du Burundi) a même déclenché une guerre des ondes contre le Burundi dès 1972 ; épaulé par les lobbies anti-burundais, il a même tenté de manipuler et d'intoxiquer l'opinion internationale. Indignée, l'opinion internationale condamna sans réserve le pouvoir de Bujumbura.

Très activiste dans l'affaire, le régime KAYIBANDA plaçait même devant l'O.U.A et l'O.N.U. Ces deux institutions internationales ne donnèrent pas une suite favorable à cette plainte. (80)

Avec la Belgique, ancien colonisateur du Burundi, il y a eu un "brouillage" (81), on supprima la coopération militaire et elle refusa de recourir aux sanctions économiques.

Cela s'est ajouté, à l'encontre du pouvoir de Bujumbura les critiques sévères entretenues par la presse occidentale pour les événements qui ont ensanglanté tout le pays.

79) LAGROYE, (J), Op. cit., 1991, p.401

80) MANIRAKIZA, (M), Burundi. De la révolution au régionalisme (1966-1976), Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1992, p.170

81) Idem, p. 171.

Alors que certains intellectuels comme J. de la GUERVIERE, journaliste du "Monde", combattaient pour la marginalisation du Burundi, d'autres, par contre, en l'occurrence J.P. CHRETIEN(82), interpellèrent la communauté internationale à réagir vite pour aider le Burundi à s'en sortir car, pour J.P. CHRETIEN, le drame burundais est une émanation des querelles internes de la Belgique.

Comme l'ethnisme, le régionalisme a également alerté l'opinion internationale. Celle-ci, épaulée par les pressions internes, dénonça les abus du pouvoir de Bujumbura de par ses exactions arbitraires en matière judiciaire et recommanda la grâce présidentielle. Ne pouvant pas se comporter comme un îlot, le régime MICOMBERO céda aux exigences de la communauté internationale en accordant la grâce présidentielle à tous ceux qui, du "groupe NTUNGUMBURANYE", étaient condamnés à la peine capitale.

De cette régression politique apparut un "mouvement de redressement national" conduit par le Colonel J.B. BAGAZA. C'était le 1er novembre 1976 quand un acte de proclamation de la IIe République fut consigné dans les annales du Burundi.

82) CHRETIEN, (J.P.), Réflexions pour la paix.

Appel pour la paix in Remarques africaines n° 434-435, Janvier 1974, pp. 17-18.

CHAP.III. : LA IIème REPUBLIQUE (1976-1987)

C'est par un coup d'Etat Militaire opéré en date du 1er novembre 1976 qu'on a vu naître la IIe République. Comme tout nouveau régime issu d'un putsch doit au préalable s'assurer de sa survie, le Conseil Suprême Révolutionnaire (C.S.R.) présidé par le colonel J.B. BAGAZA décida d'abord de passer à l'action de légitimation. Pour y arriver, il a fallu dénoncer tous les abus ou maux causés par la Ière République.

A ce propos, le C.S.R., par le biais de son Président et Vice-président de la République, dénonçait l'appropriation des pouvoirs de l'Etat et du Parti par un seul homme, le blocage des institutions, le dénigrement du Parti UPRONA, la violation de la Constitution.... pour montrer finalement qu'il fallait le "Mouvement du 1er novembre" pour redresser la Nation en péril.

Pour bien illustrer cette situation quasi intenable, le Président BAGAZA déclara :

" De même que du temps de la monarchie décadente, les plus grands courtisans sont devenus les plus grands hommes de la République, l'intrigue étant devenue le moyen quasi unique d'une quelconque ascension dans les affaires de l'Etat. La compétence, le travail et l'honnêteté n'avaient plus bonne presse dans ces clubs organisés non pas pour le travail mais pour la fête permanente".(83)

A ce sujet, les témoignages recueillis auprès de Zénon ICAYENZI, lors de l'enquête menée en Mairie de Bujumbura entre décembre 1993 et janvier 1994, confirment les déclarations de J.B.BAGAZA.

Ils sont libellés en ces termes :

La Ière République est une drôle de République ; MICOMBERO se présentait comme MWAMBUTSA IV. C'étaient quelques collaborateurs qui gouvernaient, J. NTIRUHWAMA d'abord, A.SIMBANANIYE ensuite. MICOMBERO, comme il n'aimait pas sortir du pays, il n'aimait même pas le gérer. La IIe République est donc apparue pour corriger ce manque d'intérêt pour la chose publique".

83) BAGAZA, (J.B), Déclaration du 1er novembre 1976 in Discours de son Excellence le Colonel J.B.BAGAZA, Président du C.S.R et Président de la République, éd.1976-1977, p.1

oujours dans la même logique de légitimation, le Président BAGAZA évoila ses préoccupations pour son peuple en déclarant :

Notre seul intérêt et notre première préoccupation c'est le peuple, son bonheur, son pouvoir dans la maîtrise de son destin". (84)

Ayant promis la Suprêmatie du Parti Unique (parce que seul moyen d'intégration nationale et de développement), le C.S.R. s'engagea d'instaurer la démocratie au Burundi mais dans un système de "centralisme démocratique".

Cela signifie que la démocratie doit se percevoir dans la conception et la réflexion et le centralisme dans la décision et la conduite de l'action politique. Le principe de la critique et de l'autocritique fut alors amorcé comme "moyen efficace de contrôle" au sein d'un parti unique et révolutionnaire.

S'étant engagé à libérer son peuple, le Président BAGAZA se proposa de rénover le Parti UPRONA sur des principes (85) suivants:

- Lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme ;
- Souveraineté sur les richesses nationales ;
- Ferme volonté de compter sur ses propres forces ;
- Création d'une nouvelle mentalité basée sur l'esprit de justice, de travail et de production ;
- Réhabilitation et revalorisation de la culture nationale ;
- Combat anti-impérialiste.

Parmi tous ces principes qui allaient guider la politique du pays, la ferme volonté de compter sur ses propres forces et la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme purent réellement marquer tous les citoyens burundais.

En outre, l'instauration du "culte du travail" fut amorcé et des transformations socio-politiques furent remarquables.

84) BAGAZA, (J.B), Déclaration du 1er novembre 1976 in Discours de Son Excellence le Colonel J.B. BAGAZA, Président du C.S.R. et Président de la République, éd.1976-1977, p.2.

85) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du 1er Congrès du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p.p.34-35

A. L'instauration du culte du travail

Trouvant le pays dans un état de désastre économique, le résident BAGAZA s'est mis à réhabiliter le travail en incitant la population à "ne compter que sur sa propre force". Réoccupé par la prospérité économique (garant de l'indépendance nationale) de son peuple, le régime BAGAZA s'engagea à combattre, sans relâche, tout esprit de conservatisme et d'aliénation et à récompenser ou décorer tous ceux qui répondaient aux vœux de la révolution.

1. Lutte contre l'esprit de conservatisme et d'aliénation

Ayant constaté que quelques conceptions politiques étaient fondées sur l'inégalité foncière entre les Burundi, on a pu distinguer deux catégories de gens : Ceux qui commandent et ceux qui obéissent.

Les premiers se caractérisaient par la bienveillance et le secours lors que ces derniers, voués à la résignation, n'avaient que le devoir de "GUSABA" (quémander, suppléer...).

Ainsi, ce fut une conception verticale de l'autorité ce qui causa l'ailleurs du mal à toute la société burundaise.

Par ce système politique, qui arrangeait les uns au détriment des autres, certains riches n'hésitaient pas à faire travailler d'autres sans les rémunérer ; et quand ils consentaient une rémunération, elle-ci n'avait qu'une valeur symbolique.

Face à ces pratiques rétrogrades, le régime BAGAZA s'est mis à éradiquer ces conceptions afin d'acheminer le pays vers la voie de la démocratie.

Ainsi, tout citoyen burundais devait prendre conscience qu'il avait un mot à dire dans l'édification de la Nation. Craignant la persistance de la tendance à l'asservissement du "petit peuple", le résident BAGAZA chercha à renverser la pyramide et déclara :

"Ce sont les fonctionnaires qui sont au service du petit peuple et non le contraire. Ce renversement permettra aux cellules du Parti en milieu rural, de participer réellement à l'exercice du pouvoir et à chacun d'avoir confiance en soi et dans son travail au lieu d'attendre tant de haut et de loin par la voie des intrigues".(86)

Comme le développement est l'effort de tous et de chacun, la première mission de l'Etat, sous le régime BAGAZA, était d'unir le peuple burundais longtemps divisé et de combattre tous les défis qui contraignaient l'individu à la résignation.

Pour ce premier cas, le régime BAGAZA s'est véritablement montré disposé à asseoir l'unité nationale entamée sous les régimes qui l'ont précédé. Ainsi, une attitude politique hostile à toute forme de clientélisme, dont le népotisme, le régionalisme et l'ethnisme, fut apportée au pays des résultats consistants et louables.

Fier de la gestion du pays, tout Burundais, d'une manière générale, s'attela au développement du pays et ce fut par cette voie que le pays put connaître une autosuffisance alimentaire.

Pour ce dernier cas, l'Etat burundais s'est mis à décourager tout esprit jouisseur, les pratiques obscurantistes et à déraciner toute dépendance à la fatalité, au nihilisme et à la résignation.

Même si les décideurs (politiques) de la IIe République manifestaient une volonté politique de réaliser une si dure mission, il a fallu, pour y parvenir, amorcer tout un processus d'éducation des masses.

Côté de ce processus d'éducation, l'administration a, à son tour, eu pour mission d'encadrer la population pour son propre développement.

Grâce à cette volonté manifeste du régime BAGAZA, les Burundais ont pu acquérir de nouvelles valeurs comme le progrès, l'épargne tandis que l'esprit de fatalité et de résignation devait céder la place à l'esprit de courage et de confiance en soi.

C'est ainsi qu'on a vu s'opérer le changement de mentalités et les anciennes croyances abandonnées. Comme, on a observé ici et là certaines résistances à ce changement prôné par la IIe République, des mécanismes de stimulation furent institués afin de s'atteler véritablement au développement.

86) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p. 80.

2. Mécanismes de stimulation

Classé parmi les "Nations prolétaires" (87), le Burundi de BAGAZA devait, avant tout, veiller à sa sécurité alimentaire. Pour garantir cette sécurité alimentaire (base de la stabilité politique), le régime BAGAZA s'intéressait beaucoup plus au développement rural. C'est dans cette optique qu'un encadrement agricole fut mené et décentralisé ; pour réussir cet encadrement, le régime BAGAZA mit sur pied des sociétés régionales de développement (S.R.D.).

Celles-ci, appelées à couvrir l'ensemble du pays, avaient pour mission l'intégration dans le développement rural, des actions d'amélioration de la production agro-pastorale, sans oublier la mise en place ou le renforcement des infrastructures sociales de base devenues alors impératif.

Ces S.R.D., l'intérêt portait sur tous les aspects du monde rural :

" les aspects productifs et leurs interdépendances, les aspects sociaux, comme éléments essentiels pour augmenter la production agricole et pour améliorer les conditions générales de vie des populations concernées." (88)

Comme le secteur agro-pastoral occupait presque la totalité de la population active (+ de 90 %) ; il est de ce fait appelé à servir de moteur économique global. C'est ainsi qu'il s'avère nécessaire d'opter pour une spécialisation régionale afin de tirer profit du potentiel écologique et agronomique varié et ainsi développer les échanges inter-régionaux.

Comme l'Etat burundais s'est engagé à combattre toute forme de résistance à l'innovation agricole ou en matière d'élevage, un système d'émulation fut mis en place : c'est ainsi par exemple que le Gouvernement institua des prix annuels attribués aux meilleurs éleveurs et agriculteurs.

La sélection se faisait par commune, province et à l'échelle du pays.

87) SCHWARTZEMBERG, (R.G.), Sociologie politique, Paris, 1977, pp. 253-254.

88) Rép. du Burundi, IV Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.33

A cela s'ajoutaient les décorations décernées à ceux qui 'étaient révélés les meilleurs dans tel domaine économique ou social.

Pourquoi a-t-on décidé de mettre en place un tel système 'émulation ?

Conscient que la famine engendre la violence et par voie de conséquence la destabilisation du régime, le Président BAGAZA a jugé nécessaire, voire indispensable, de procéder à l'encadrement de la population dans tous les domaines ; et pour favoriser l'esprit de se rendre ensuite en charge, l'Etat devait continuer à les stimuler par l'octroi de différents prix ou médailles.

Ainsi le régime BAGAZA, issu du putsch, s'est attelé à cette politique afin de s'assurer réellement de sa légitimité. C'est alors qu'on a vu le pouvoir se stabiliser, tout en s'institutionnalisant, grâce à l'"efficacité" (89) du régime BAGAZA, de son aptitude à appréhender et à résoudre les problèmes majeurs de la société à commencer par la sécurité alimentaire et la justice sociale. C'est par cette volonté politique que des transformations socio-politiques furent véritablement opérées.

B. Transformations socio-politiques

// Ayant dénoncé la régression politique qui avait caractérisé les régimes précédents, le "Mouvement du 1er novembre", par le biais du Président BAGAZA, s'engagea à redresser la Nation en passant par les transformations profondes de la société.

Pour y arriver, il se proposait d'"enterrer les séquelles des divisions pour que l'unité ne soit pas un vain mot", de cultiver l'esprit d'unité et le désir de travailler pour tendre vers une société juste" et enfin d'"organiser le parti UPRONA et de mettre sur pied les structures de l'Etat de façon à rendre irréversible la création d'une société où règne la justice sociale et où sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme. (90) //

89) LAGROYE, (J.), Op. cit., p. 393.

90) BAGAZA, (J.B.), Déclaration sur les objectifs fondamentaux du Mouvement du 1er novembre in Discours de son Excellence le Colonel J.B.BAGAZA, Président du C.S.R. et Président de la République, éd.1976-1977, p.9

1. Lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme

Trouvant le pays délabré et la société désespérée, le président BAGAZA, dès sa prise du pouvoir, a promis de réhabiliter le peuple burundais.

'est par des actes concrets qu'il s'est montré disposé à combattre tout défi pouvant porter atteinte à la justice sociale.

a) Suppression de l'Ubugabire(clientélisme pastoral)

Issu de la tradition ancestrale, l'ubugabire, supprimé par un arrêté du Mwami du 30 juin 1965, a cependant persisté jusqu'à l'avènement de la IIe République.

Mais au juste, quel est le sens de l'Ubugabire ?

'est un contrat par lequel le donateur offrait du bétail au demandeur moyennant de la part de ce dernier des obligations comme le prélevement en retour du croît du bétail(KWOKOZA), la fourniture des cruches de bière et diverses autres prestations.

Alors que certains intellectuels comme T.NSANZE considéraient ce phénomène social comme un lien de renforcement de l'unité entre Burundais, il s'est révélé dès 1965 très abusif et par conséquent susceptible d'être combattu mais sans résultats.

Il a fallu attendre l'avènement de la IIe République pour que des mesures concrètes soient prises pour l'abolir complètement.

b) Suppression de l'ubugererwa(clientélisme foncier)

Prenant naissance dans le Burundi ancien, l'ubugererwa, comme l'ubugabire, a longtemps caractérisé les relations sociales qui liaient certaines catégories des riches propriétaires fonciers à celles des "sans terres".

Considéré, lui aussi comme un lien de renforcement d'unité entre Burundais, il est apparu comme un défi, dès l'avènement de la IIe République et le Président BAGAZA décida par décret n° 1/19 du 30 juin 1977 l'abolition de l'ubugererwa.

Mais en quoi consiste l'ubugererwa ?

l'ubugererwa est un contrat par lequel le demandeur recevait une terre en location pour une durée indéterminée. En contrepartie, il devait exécuter des travaux agricoles pour son patron au moment des semailles, des sarclages ou des récoltes.

Le contrat pouvait s'étendre de père en fils.

A propos de ces deux mécanismes d'asservissement, surgit une question : Pourquoi ces formes de clientélisme ont-elles perduré même après l'indépendance ?

Comme nous l'avons déjà vu, les deux régimes, qui se sont succédés après l'indépendance, ont été caractérisés par une régression politique. Cela s'est fait surtout remarqué par des querelles stériles qui ont abouti à l'éclatement d'unité à partir des années 1965 et dont le point culminant fut atteint en 1972. Devant une telle situation politique, l'intérêt national se trouve compromis et la loi du plus fort s'institue.

C'est dans cette perspective que la justice sociale, même si elle avait été théoriquement proclamée, n'a jamais été traduite en une volonté politique étayée par des actes concrets. Il a fallu donc attendre l'avènement de la IIIe République pour abolir réellement ces formes de clientélisme.

A l'analyser de plus près, cette mesure n'était pas gratuite comme certains l'ont cru.

D'abord, le régime BAGAZA, issu du coup d'Etat militaire, avait besoin de s'assurer des soutiens pour se légitimer et se faire accepter. Pour cela, il fallait un acte original qui intéressait une bonne catégorie de la population. Celle-ci devait, à son tour, se sentir plus liée à ce nouveau régime. Ce qui nous fait dire que cette catégorie de gens s'était automatiquement transformée en une clientèle politique à l'égard de ce nouveau pouvoir libérateur.

Ensuite, ce nouveau régime, soucieux de sa légitimité, devait se présenter plus préoccupé du sort de son peuple que ses prédécesseurs. C'est ainsi que ces formes de clientélisme furent véritablement abolies.

partant de cette volonté politique d'asseoir la justice sociale, il faut reconnaître que le régime BAGAZA a su vraiment opérer une évolution qui a eu des effets dans le développement socio-politique.

2. Le développement socio-politique

// A l'époque de la monarchie constitutionnelle et de la I^{ère} République, le Burundi a souffert de la sous-administration et l'on voit même une perpétuation du modèle colonial belge.

A l'arrivée au pouvoir du Colonel J.B BAGAZA modifia profondément la société. Le pays a connu des progrès substantiels tant au niveau social qu'au niveau politique.

Cela a permis au pays de connaître une stabilité politique et le pouvoir s'institutionnalisait progressivement.

Ce développement socio-politique s'est surtout fait remarquer dans la réhabilitation de certaines valeurs comme la justice sociale et la démocratie. C'est grâce à la volonté manifeste des autorités de la II^e République que ces valeurs politiques et morales occupèrent une place de choix dans la gestion du pays, du moins au cours des cinq ou six années de son existence. (91)

a) La justice sociale

D'une importance capitale pour l'avenir du pays, la justice sociale doit être perçue comme une réalité dans tous les aspects de la vie nationale comme les domaines judiciaire, social et économique.

- Domaine judiciaire

Pour s'assurer de la justice sociale, il importe beaucoup que la justice rendue soit exempte de toute partialité. Pour ce faire, il est indispensable de proclamer haut et fort l'égalité devant la loi et le respect scrupuleux des libertés fondamentales de tous les citoyens. La réalisation de telles aspirations ne peut avoir lieu sans envisager l'indépendance de la magistrature.

Quelles garanties réserve-t-on à la droiture du juge ?

Pour qu'un juge soit effectivement un juge respectable et impartial, il faut qu'il ait une seule cause à défendre. Celle de la loi et de la justice. (92)

91) Commission constitutionnelle, op.cit., p.p. 29-30

92) CANAC, (Y.), Le juste pouvoir. Essai sur les deux chemins de la démocratie, Paris, 1981, p. 164.

Qu'en est-il donc pour le Burundi de BAGAZA ?

Héritier d'un système politique en dégradation, le régime BAGAZA s'engagea prioritairement à révolutionner le système judiciaire. Une des premières actions amorcées fut celle opérée dans l'administration de la justice où l'on a procédé au remplacement des magistrats jugés corrompus par d'autres considérés comme intègres(93) et dynamiques.

Pour tenter d'éviter toute forme d'irrégularités observées beaucoup plus dans les tribunaux inférieurs, une commission nationale de contrôle des juridictions inférieures fut réorganisée et devint fonctionnelle. Plus inquiétant était le problème des détentions préventives que beaucoup de citoyens assimilaient aux arrestations injustes.

Sur ce sujet, un délai de détention préventive fut fixé à trois semaines sauf cas de difficulté particulière.

Dans le but de rapprocher la justice des justiciables, on décida la multiplication des tribunaux à travers tout le pays.

Comme il y avait des juges sans formation juridique, le Ministère de la Justice organisait régulièrement des séminaires en ce sens afin de leur apprendre surtout à se montrer accessibles pour tous, efficaces dans les jugements rendus sans oublier l'impartialité qui devait normalement les caractériser.

Ne pouvant pas apprécier exactement l'impartialité de tel juge, il était permis à chaque requérant de faire recours, s'il le jugeait nécessaire, auprès des juridictions supérieures. C'est dans cette optique que l'on doit reconnaître l'effort amorcé par la II^e République pour asseoir la justice sociale dans le domaine judiciaire.

93) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p.47

- Domaine social

Soucieux de se rendre légitime, la IIe République s'est montrée, dès les premières années, disposée à opérer des changements substantiels dans le domaine social. C'est ainsi que la IIe République supprima l'ubugabire, l'ubugererwa et l'impôt de capitation.

A ces mesures, combien salutaires pour le peuple burundais, le régime BAGAZA s'est véritablement investi pour aboutir à la satisfaction des besoins sociaux pour toute la population sans discrimination aucune.

Pour aboutir à une "vraie" justice sociale, il fallait assurer "l'accès de toute la population à l'enseignement, à la santé ainsi qu'aux autres services sociaux". (94)

L'éducation, un des éléments indissociables de la vie socio-politique et économique du pays, devait être étendue et assurée à tous les enfants du pays car, la participation à la gestion des affaires économiques et sociales ne pouvait être une réalité que si l'on disposait d'un minimum d'instruction.

Ainsi les écoles primaires furent généralisées sur tout le territoire national avec des distances assez rapprochées. Tout cela se faisait dans l'esprit de donner la chance à tous les enfants à l'âge scolarisable de fréquenter les écoles de l'Etat.

Pour permettre la récupération de ceux qui n'ont pas réussi le concours national ou tout au moins réorienter leur vie, il fut créé et même généralisé des centres de formation polyvalente (C.F.P.).

Certes, on déplore la présence en grand nombre des étrangers dans l'enseignement de base et la formation insuffisante de certains enseignants.

Cela est surtout dû à l'insuffisance du personnel enseignant burundais car la carrière enseignante n'attire pas beaucoup de burundis.

94) Rép. du Burundi, IVe Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.54

Pour pallier à un tel problème et celui du matériel didactique, le Bureau d'Éducation Rural (B.E.R), datant de 1973, s'efforçait d'améliorer la formation des maîtres par leur participation aux recyclages et la mise à leur disposition du matériel didactique suffisant. A cela s'ajoutait l'évaluation régulière des maîtres à l'école afin de se faire l'idée générale de leur aptitude.

L'enseignement secondaire, à son tour, devait être conçu dans l'esprit de justice sociale.

Pour cet effet, le concours national (épreuve pour accéder à l'enseignement secondaire) fut réorganisé sur de nouvelles bases comme par exemple le fait de cacher le nom de l'élève en compétition. Le même système de compétition fut adopté pour accéder à l'enseignement supérieur. C'est ainsi qu'on a vu instituer un test national pour tout finaliste de l'enseignement général.

L'état sanitaire, quant à lui, a connu une amélioration considérable sous la II^e République. Sous ce régime, la politique sanitaire était claire : décentralisation des services de la santé, multiplication des hôpitaux et surtout des centres de santé dotés d'un personnel suffisant et de diverse qualification.

On a pu réduire considérablement le taux de mortalité par les moyens de l'assainissement du milieu, de l'éducation sanitaire et surtout par l'exécution d'un programme élargi de vaccination contre la rougeole, la tuberculose.... (95).

Trouvant que la plupart des Burundais n'étaient pas en mesure de s'assurer les soins de santé, le régime BAGAZA prit l'initiative salutaire en ce domaine. Il créa une Mutuelle de la Fonction Publique pour tous les fonctionnaires de l'Etat (y compris les fonctionnaires parastatals) et par après il institua une carte d'assurance-maladie pour tous les citoyens non fonctionnaires.

Le prix de la carte variait en fonction du statut social de chaque citoyen : 500F pour un paysan et 3000F pour un commerçant et le titulaire était assuré sur une période d'une année.

95) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p.53

Il faut préciser enfin que la carte, qu'elle soit de la Mutuelle de la Fonction Publique ou d'assurance-maladie, était valable pour tous les membres de la famille.

Autres services sociaux comme le transport en commun, le régime BAGAZA créa en septembre 1980 une société de transport renommée OTRABU.

Avant juré de mettre en avant la justice sociale dans toute l'entreprise publique, cette société de transport (des biens et des personnes) avait la mission de desservir en priorité les régions les plus enclavées. Ceci a eu des effets bénéfiques parce que certaines régions inaccessibles aux véhicules des particuliers restaient en communication avec les autres grâce au service de l'OTRABU.

- Domaine économique

Héritier d'un pays dont l'état économique était très déplorable, le régime BAGAZA s'était montré disposé à promouvoir le développement économique dans l'intérêt de tous;

au cours des cinq ou six premières années de la II^e République, l'Etat apparaissait comme un instrument au service d'une véritable émancipation des masses laborieuses, en aidant la population à sortir de la misère et de l'ignorance, ce qui constituait sa finalité. (96)

Pour aboutir à cette finalité qui est le mieux être de la population, l'Etat a dû réorganiser les modes de production et surtout bien répartir les richesses nationales. C'est dans cette perspective qu'on a vu se généraliser les projets de développement à l'avantage de tout le pays. Ces projets de développement devaient veiller au bien-être de la population en procédant à la distribution des richesses sélectionnées tout en apprenant aux masses les nouvelles méthodes culturelles (usage des engrais chimiques...).

Grâce à cette distribution des semences sélectionnées et la mise en application de nouvelles méthodes culturales, le Burundi a connu une autosuffisance alimentaire ; et dans les premières années du régime BAGAZA, on reconnaît, si l'on en croit le rapport de la Commission constitutionnelle, la bonne répartition des richesses nationales.

Par ces initiatives de la IIe République, de nouveaux emplois tant en ville qu'à l'intérieur du pays, furent créés. Ainsi l'exode rural et la délinquance juvénile connurent un déclin considérable.

Comme il fallait toujours veiller à la justice sociale, on a pu adopter une nouvelle réglementation des salaires tant pour des fonctionnaires que pour des travailleurs journaliers. Il y a eu, d'abord, la majoration des salaires due, essentiellement, au surplus économique et ensuite, ceux qui avaient le même statut social devaient subir le même traitement. Ainsi, il faut donc reconnaître que le régime BAGAZA, même s'il a été l'objet d'une dérive politique vers les années 1981-1982, selon le rapport de la Commission constitutionnelle, a quand même tenté d'asseoir la justice sociale dans tous les secteurs de la vie nationale.

b) La démocratie

Soucieux de consolider l'Etat burundais, le régime BAGAZA amorça le processus de démocratisation de la vie politique du pays en passant par le Parti UPRONA et ses mouvements intégrés.

Comme la démocratie ne pouvait pas connaître des succès qu'à travers la vie du Parti UPRONA, la première action menée par les autorités de la IIe République fut sa réorganisation depuis la base jusqu'au sommet. C'est ainsi qu'à partir de 1977, des comités à tous les échelons du parti furent créés et il y eut la mise en place des permanences du parti à tous les échelons et à travers tout le pays.

Comme il fallait redynamiser le parti, institution suprême du pays, une campagne de libre adhésion fut amorcée et l'UPRONA eut des militants actifs.

Des réunions régulières du parti furent instituées, les assemblées des "Badasigana" (militants de l'UPRONA) se tenaient sur toutes les collines pour contribuer à la résolution de certains problèmes.

'est après une vaste consultation que le Ier Congrès National du parti UPRONA, tenu en décembre 1979, adopta des orientations claires dans tous les secteurs de la vie du pays.

Ne pouvant pas prétendre enraciner la démocratie sans recourir à la décentralisation, le régime BAGAZA s'est montré réoccupé de la décentralisation et de la déconcentration des administrations.

Par le décret-loi n° 1/26 du 30 juillet 1977, il y a eu réforme de l'administration communale pour favoriser le développement des communes et l'épanouissement de leur population. Et dans l'esprit de rapprocher l'administration des administrés, le nombre de communes passa de 79 à 114 par un décret-loi n° 1/29 du 24 septembre 1982. Par ce même décret-loi, le nombre de provinces passa de 8 à 15.

Comme la seule décentralisation ne suffisait pas, pour assurer la démocratie, on dota le pays des institutions démocratiques dans le strict respect de la constitution de novembre 1981. De plus, la IIe République avait promis de renforcer les cadres et les mécanismes de concertation pour examiner régulièrement les obstacles au développement et y apporter des solutions adéquates. (97)

Malgré cela, autour des années 1981-1982, on assista au retournement de la situation et ce fut le début de l'ère de la dictature.

C. De la révolution à la dictature

Dès sa prise du pouvoir, le Président BAGAZA avait lancé un défi à gagner : "libérer le peuple burundais de toute injustice sociale."

Ne pouvant pas aboutir à cette libération sans envisager les voies et moyens pour assurer le bien-être de toute la population, le Président BAGAZA s'était résolument engagé à combattre l'égoïsme et l'exploitation de l'homme par l'homme, la paresse et toutes formes de pratiques patrimoniales (détournements des deniers publics, corruption, népotisme...).

Comme il voulait assurer l'"indépendance totale" du pays, le Président BAGAZA a préconisé pour son peuple le principe de "compter sur ses propres forces".

97) Comité Central du Parti UPRONA, Actes du IIe Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1986, p.19

ar ce mot d'ordre (à la fois du Parti et du Gouvernement), le Burundi a connu des progrès très remarquables dans le domaine socio-économique (mise en place des infrastructures sociales et économiques, scolarisation universelle, amélioration de l'habitat et de l'hygiène publique....).

Après avoir proclamé si haut la souveraineté du peuple(98), le Président BAGAZA, dans le renforcement de la démocratie, avait promis que les Burundi seront plus que jamais souverains dans la conception des programmes de développement. Cette gestion démocratique du pays devait également transparaître dans certaines déclarations du chef de l'Etat.

Ainsi, il déclara le 14 juillet 1979 à NYABIKERE :

"ce que vous aurez dit, ce que vous aurez arrêté, c'est cela qui sera mis en application".(99)

Sur ce propos, certaines interrogations subsistent :

Pourquoi, le Prince Louis RWAGASORE, est-il relegué aux oubliettes?

Pourquoi le conflit Eglise-Etat a-t-il perduré ?

En quoi est-il dû la réapparition des anciennes tares ?

1. Le héros national relegué aux oubliettes.

Alors qu'il apparaissait comme le véritable leader de tous les Burundi, le Président BAGAZA, au sortir du Congrès de Décembre 1979, emprunta des voies dictatoriales.

Au cours de cette même période, des signes de dictature commençaient déjà à se faire remarquer. La preuve est que le mouvement de jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE (J.R.R.) est transformé, en Novembre 1980, malgré les résistances, en Union de la Jeunesse évolutionnaire Burundaise (U.J.R.B.).

Une question se pose donc : Pourquoi le Président BAGAZA a-t-il changé de cap en proclamant implicitement le pouvoir personnel? voulant être sûr de son pouvoir, il amorça un virage dans la gestion de l'Etat.

98) Article 2 de la Constitution de Novembre 1981

99) Extrait du discours du Président BAGAZA tenu le 14 juillet 1979 à NYABIKERE in Actes du 1er Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, p.3

Le Président BAGAZA, par ivresse du pouvoir, s'attribua les mérites et les succès qu'a connus la IIe République grâce à l'effort de tous les Burundi et, irrésistiblement, opta pour le culte de la personnalité comme son prédécesseur.

Le fait d'avoir transformé la J.R.R. en U.J.R.B. devait, pour le régime BAGAZA, se comprendre car, disait-il, peu de jeunes se reconnaissaient dans la J.R.R. ; pour faire face à cette situation, il se proposait de créer un nouveau mouvement et au sein duquel se retrouveraient tous les jeunes Burundi.

Raison peu valable car, si l'on analyse de plus près certains discours qu'a tenus le Président BAGAZA et ses acolytes, l'on s'aperçoit qu'il voulait purement et simplement rendre son régime comme référence du Burundi moderne. C'est pourquoi, il a fait tout son possible pour faire oublier RWAGASORE, le héros de l'indépendance. A ce titre, le Président BAGAZA et sa clientèle politique considéraient le Ier Congrès du Parti UPRONA, tenu en décembre 1979, comme la "première victoire pour le Parti et pour le Burundi".

De ces considérations, l'on constate que la première victoire qu'a réellement connue le Burundi, celle du 18 septembre 1961 où l'UPRONA a conduit le pays à l'indépendance sans son prestigieux leader perdait de plus en plus de signification politique.

A ce propos, les témoignages recueillis auprès de Z.NICAYENZI sont très clairs, quant à l'explication de cette mesure: "En transformant la J.R.R. en U.J.R.B., le Président BAGAZA ne voulait pas entendre parler de RWAGASORE car, selon lui, le Burundi moderne commençait avec la date du Ier novembre 1976".

On pourrait ajouter que le Président BAGAZA, dans ses visées voulait à la longue se rendre, de son propre gré, le seul héros national en faisant oublier les autres.

Par les tendances totalitaires du Président BAGAZA, beaucoup de citoyens attachés au héros de l'indépendance vécurent des moments durs et optèrent pour la résignation. La date d'anniversaire de la mort du P.L. RWAGASORE (le 13 octobre) ne fut plus célébrée et même les proches de RWAGASORE ne pouvaient point se rendre au mausolée pour se recueillir.

ire encore, la place du mausolée ne fut plus objet d'entretien et la brousse devait s'y faire remarquée.

ce propos, une question se pose : Pourquoi le Président BAGAZA a-t-il coupé son peuple de certaines références du passé ?

Pour tout pouvoir qui se veut totalitaire, on veille à ce que le peuple puisse s'y identifier à son chef de gré ou de force car il faut qu'il se présente comme le seul maître. Sous le régime BAGAZA, cela fut surtout observé vers les trois dernières années de son règne sans partage.

Ainsi les discours tenus devaient faire transparaître le populisme de la société "unanimitaire" et du parti.(100)

C'est-à-dire que la société burundaise fut présentée comme une société sans fissure, unie et quant au Parti UPRONA, il lui était reconnu de l'intégration nationale et la mobilisation nationale pour aboutir au bien-être de tous. Malheureusement, aucune place n'était réservée à l'opposition, au contraire, être opposant signifiait être ennemi de la Nation et donc susceptible d'être abattu.

Pour "sécuriser l'Etat", les services de police, dont le but est de rattrapper fort l'opposition, omniprésents furent renforcés. Panique et suspicion, le peuple fut soumis à la "loi du silence". A ce signe évident de dérapage ou de dérive politique, il s'est ajouté le conflit Eglise-Etat qui même perduré jusqu'au renversement de ce régime.

2. Le conflit Eglise-Etat.

Dès sa prise du pouvoir, le Président BAGAZA s'attéla à la construction d'un Etat qui administrerait réellement le pays, multiplia les services sociaux et voulut contrôler le système éducatif....

Sur ce terrain, il se heurta à un autre entrepreneur de taille et dont les structures s'étaient enracinées depuis longtemps. Il s'agit de l'Eglise Catholique.

100) GONIDEC, (P.F.), Les systèmes politiques africains, 2e éd., Paris, 1978, p.P.159-165

elle-ci possède "un réseau de dispensaires, produit une formation à ravers ses écoles...., structure les coopératives dans une édération et possède ses propres circuits bancaires".(101)
éterminé à moderniser l'Etat burundais, le Président BAGAZA s'est ontré hostile à l'existence d'un contre-pouvoir clérical.

Mais comment est né le conflit Eglise-Etat ?

'après J.P. CHRETIEN, le conflit est né dans les mesures de laïcisation". Ces mesures ont été prises suite à des réunions 'échanges et de prières dites "SAHWANYA" observées dès 1978.

rouvant que l'Eglise avait des prétentions de se rendre un Etat ans un autre Etat, le régime BAGAZA prit des mesures nécessaires our redéfinir la place de l'Eglise. Longtemps "partenaire" rivilégié de l'Etat burundais, l'Eglise apparaissait aux yeux du égime BAGAZA comme un concurrent redoutable et ses projets furent ualifiés de paternalistes. Cette situation devait changer car, a-t-n dit, elle portait atteinte à la souveraineté nationale.

A ce propos, l'interview accordée au journal Le citoyen n° 7 du 25 août au 10 septembre 1993 par J.B.BAGAZA vient confirmer ce onflit en déclarant :

En 1976, nous avons trouvé deux forces politiques et sociales qui ontrôlaient la société. Il y avait le MICOMBERISME et l'Eglise atholique. N'importe quel Gouvernement qui aurait une ambition de hanger, de réformer la société burundaise devait nécessairement ntrer en confrontation avec le MICOMBERISME... et l'Eglise atholique.... qui est en réalité une puissance temporelle et pirituelle".

C'est dans cette optique que le Président BAGAZA a dit non à a concurrence de l'Eglise catholique en interdisant d'abord les éunions "SAHWANYA" dans des lieux non reconnus et en réglementant es jours et les lieux de prières.
ela eut lieu dès le début des années 1980.

101) PABANEL, (J.P.), Op. cit., p. 287.

Dès cette date, un climat de mésentente régna entre les deux institutions. Ne pouvant pas se laisser faire, le régime BAGAZA expulsa environ 300 missionnaires et le journal NDONGOZI fut suspendu. (102)

cela donna lieu à un conflit ouvert qui fut vite atténué dès les années 1980 à cause de la préoccupation du pouvoir pour la mise en place des institutions de la IIIe République. Les mesures prises à l'encontre de l'Eglise inspirèrent des titres sensationnels dans la presse occidentale :

< "Persécution", "Eglise muselée", "sous surveillance étatique"... , "climat de peur">>. (103)

ême si la période comprise entre 1980 à 1983/1984 fut qualifiée de détente, certains signes de confrontation persistaient encore, du moins si l'on en croit aux écrits de J.P. CHRETIEN.

En 1980, le Noce apostolique perdit son titre permanent de doyen de corps diplomatique et en 1982, un nouveau statut des étrangers fut élaboré, cela fut d'ailleurs suivi d'un retrait de visa permanent des missionnaires, etc.

Autour des années 1983-1984, la guerre politico-religieuse apparut extrêmement dangereuse. En ce moment précis, le régime BAGAZA adressa deux reproches essentiels à l'église burundaise, à savoir :

- << - "celui de vouloir prolonger ses privilèges de l'époque coloniale" et
- " celui de cautionner indirectement les attaques venues de l'étranger contre le maintien de discrimination entre Bahutu et Batutsi">>. (104)

si l'on s'en tient à ces deux reproches (difficilement vérifiables sauf peut-être le premier), l'église serait le premier responsable des maux qu'a connus le Burundi dès l'indépendance jusqu'à la fin du régime MICOMBERO.

102) CHRETIEN, (J.P.), Dossier Burundi. Eglise et Etat au Burundi
Les enjeux politiques in Afrique contemporaine
n° 142, Paris, 1987, p.64

103) Idem, p.63

104) Ibidem

Voulant se débarrasser de son concurrent, le Président ABAZIZA prit des initiatives d'affaiblir l'Eglise au point même de la marginaliser.

C'est dans ce cadre qu'il nationalisa certains biens et services de l'Eglise et certaines mesures d'expulsion ou d'emprisonnement de quelques missionnaires furent prises. Cette méfiance s'est également traduite par la création en mars 1984 du nouveau Département des Affaires Confessionnelles au sein du Ministère de l'Intérieur.

Ne voulant pas faire triompher le compromis, une guerre ouverte entre ces deux institutions dut être déclenchée et perdura même.

Au sujet de ce propos, J.B. ABAZIZA, lui-même, a reconnu cette période de rivalités entre l'Eglise catholique et l'Etat ; c'est ce qu'il écrit en ces termes :

C'est une suite d'escarmouches entre l'Eglise catholique et l'Etat,

C'est une suite d'escalades ou de désescalades, c'est une suite de guérillas et contre-guérillas" (105).

Ce conflit Eglise-Etat fut exploité de manière outrancière par quelques milieux anti-burundais comme le "comité de défense des droits de l'homme au Burundi" implanté à Louvain. Voulant susciter l'ingérence occidentale dans les affaires internes du Burundi, cette organisation se précipita à dénoncer :

les atteintes généralisées aux droits de l'homme, tortures et morts en prison, apartheid Tutsi et exclusion des enfants Bahutu de l'école secondaire, mainmise idéologique de KADHAFI (suite aux discours incendiaires tenus au Rwanda et au Burundi en mai 1985), totalitarisme et imminence de nouveaux massacres" (106). Face à cette polémique sans nuances, l'épiscopat tenta de calmer le jeu, dans son message du 17 avril 1986, en recommandant aux médias étrangers et à l'Occident de ne pas s'immiscer pour exciter les Burundais à la division mais plutôt d'aider le Gouvernement, dans son projet, de poser des bases modernes pour favoriser l'unité nationale.

105) ABAZIZA, (J.B), "Je retrouve le pays délabré... la société désarmée". Interview accordée à KAVUMBAGU (J.M.V) et TOYI (E) paru dans Le citoyen n° 17 du 25 août au 10 septembre 1993, p.3. col.2 et 3

106) CHRETIEN, (J.P.), Dossier Burundi. Eglise et Etat au Burundi Les enjeux politiques in Afrique contemporaine n° 142, Paris, 1987, p.6.

algré certaines rares initiatives observées surtout du côté de l'Eglise, le conflit Eglise-Etat a perduré jusqu'à la fin du régime AGAZA et d'ailleurs, J.B. BAGAZA, lui-même, l'a reconnu dans son interview accordée au journal Le citoyen n° 17 du 25 août au 10 septembre 1993, quand il déclarait : "J'ose vous dire finalement que la question n'a pas été résolue mais qu'elle est en voie de solution...." Dans ce climat d'incertitude, on a vu réapparaître des traces des régimes passés.

3. Réapparition et affirmation des traces des régimes passés

Soucieux de sa longévité politique, le Président BAGAZA eut, surtout dans les 3 dernières années de son régime, des tentatives de se transformer en "Monarque présidentiel".

Durant cette même période, le Président BAGAZA avait manifesté, à l'encontre de la constitution de la II^e République, l'idée de se constituer une clientèle au sein de l'Assemblée Nationale.

C'est ainsi que le Président de la République, "dans le souci d'assurer la pleine représentation des forces sociales", se réserva le droit de désigner 1/5 des membres de l'Assemblée Nationale. (107)

Une question alors se pose : cette fraction de représentants allait-elle défendre les intérêts du peuple ou ceux du Président ?

Une justification douteuse, ces "représentants" du peuple devaient se sentir liés au Président puisque leur fonction était l'émanation même de sa volonté. Cela fut perçu comme un signe évident d'une dictature instituée par les textes législatifs comme la constitution. Si le Président BAGAZA avait effectivement voulu carteler un éventuel déséquilibre au sein du Parlement, il aurait pu penser à la mise en place d'une autre structure plus réaliste où toutes les couches sociales se verraient bien représentées.

Partant de cela, nous pouvons affirmer que le Président AGAZA, à un moment de son régime (dès la promulgation de la constitution de la République en novembre 1981), a manifesté une ferme volonté de contrôler tous les appareils de l'Etat, à commencer par le Parlement. N'oubliez pas qu'il était déjà le chef de l'exécutif.

107) Article 43 de la Constitution de novembre 1981

A partir de ce moment, le climat politique se détériorait de jour en jour et les tares des régimes passés (ethnisme et régionalisme) réapparaissaient au grand jour.

C'est surtout autour des années 1984, période au cours de laquelle .B. BAGAZA se fit élire Président de la République, que s'affirmèrent ces tares.

voulant se rendre le seul maître du pays, il pensa déjà au phénomène du clientélisme et une politique d'exclusion fut entreprise.

Entouré par des cercles des "fidèles" qui privilégiaient leurs intérêts personnels, le Président BAGAZA vit sa carte postale s'obscurcir tant au point de vue politique que social. Par cette monopolarisation absolue du pouvoir, il y a eu baisse de moralisation publique engendrée par les solidarités négatives (ethnisme, régionalisme....). (108)

Les favoris ou les "barons" du régime profitaient de cette situation pour se lancer dans la corruption et dans le détournement des deniers publics et une incurie administrative (109) se généralisa.

Craignant un éventuel coup d'Etat, une police secrète fut renforcée et des mesures d'arrestations arbitraires se multiplièrent suite à une suspicion et à la méfiance.

Criant la vraie victoire de l'UPRONA, le parti, au lieu d'être au service de la Nation, devait désormais servir d'instrument de légitimation des gouvernants.

Face à cette dégradation de la société, l'on peut se demander pourquoi l'élite burundaise n'a pas réagi. Issue, pour la plupart des intellectuels, des familles paysannes, personne n'osait faire des reproches de peur de perdre son emploi et tous les avantages matériels et financiers qui s'y rattachent.

Ainsi toute forme d'expression visant à dénoncer certaines erreurs de ce régime politique apparaissait comme une menace à l'égard du système de domination installé. (110)

108) KAGABO, (L.), *Op.cit*, p.544

109) *Idem*, p.541

110) PABANEL, (J.P.), *Op.cit*, p.287

Mystifié, le détenteur du pouvoir est toujours pris comme le meilleur ; et tout conseil, contraire à son avis, est qualifié de critique destructive. (111)

Cette mystification du pouvoir a engendré une conception autocratique du pouvoir et le Président BAGAZA, vers la fin de son régime, a gouverné sans limite et sans partage.

C'est dans cette logique dictatoriale qu'on a vu apparaître le régime BUYOYA (le 03 septembre 1987) avec la même promesse que son prédécesseur, c'est-à-dire, celle de redresser la Nation burundaise.

111) KAGABO, (L.), Op.cit., p.536

CHAP.IV : LA IIIème REPUBLIQUE : De 1987 à 1991.

Issue d'un putsch militaire opéré le 3 septembre 1987, la IIe République se dit préoccupée du sort du peuple burundais. 'organe transitoire, dénommé Comité Militaire pour le Salut ational (C.M.S.N.) à la tête duquel se trouvait le Major. P. BUYOYA, vait la mission de concevoir et d'orienter la politique générale du ays.

A son avènement, il reprocha au régime BAGAZA d'avoir abusé e la confiance du peuple en faisant fi des principes fondamentaux e fonctionnement du parti UPRONA. Il était en plus accusé d'avoir uselé le peuple qui subissait des décisions précipitées et dont la lupart d'entre elles restaient impopulaires. L'administration 'étant plus sous le contrôle effectif du parti UPRONA, fut aractérisée par la corruption, la concussion et les détournements. ela compromettait énormément la moralité et l'éthique du onctionnaire. (112)

Face à ces multiples abus commis sous la IIe République, le égime BUYOYA, pour se rendre légitime, se montre attaché à la émocratisation de la société en promettant un dialogue franc et incère entre dirigeants et dirigés afin d'aboutir à un éveloppement national de consensus. A ce propos, il déclare deux ours après sa prise de pouvoir : "Dorénavant, le peuple doit être onsulté pour être bien dirigé...". (113)

u discours à l'action, on a vu instituer le "dialogue et la oncertation" comme principe de gouvernement. Certes, ce principe émocratique par excellence a été réellement mis en pratique après es événements NTEGA-MARANGARA ; avant cela, ce n'était qu'une révolution de palais". C'est ainsi qu'on a, par la suite, amorcé la olitique d'ouverture baptisée "politique d'unité" qui s'est atérialisée par le Gouvernement d'Union Nationale et dont les onséquences ou résistances ont été ressenties par tous Burundais.

112) BUYOYA, (P), Discours-programme du Président du C.M.S.N. et Président de la République, Son Excellence le Major P. BUYOYA, Bujumbura, 1987, p.9

113) Idem, p.5

A. Principe de gouvernement : Dialogue et concertation

Tout nouveau régime, issu du putsch ou des élections, doit se légitimer par des innovations ou par la bonne application de quelques principes fondamentaux. Ayant dénoncé son prédécesseur pour avoir gouverné sans limite et sans partage, le régime BUYOYA, pour se rendre plus légitime, déclare se distinguer par une marque spéciale : concertation, dialogue et transparence.

Avec cette démarche, beaucoup de problèmes épineux, en l'occurrence l'unité des Burundi, furent évoqués et les Burundi furent appelés à s'asseoir ensemble pour contribuer à la résolution de certains problèmes du pays. C'est dans cette optique que les colloques d'unité furent organisés à travers tout le pays, du moins près la crise d'août 1988.

- Dialogue et concertation, voie d'unité et de démocratie.

Dès l'avènement de la IIIe République, le Burundi vit une période de pleines promesses dont la justice sociale, le développement pour tous, l'unité nationale et la démocratie. A cause de la reproduction des phénomènes politiquement imprévisibles (cas des déchirements interethniques), l'unité nationale et la démocratie furent "priorités des priorités".

1. Voie d'unité

Dès sa prise du pouvoir, le Président BUYOYA entreprend des tournées à travers toutes les provinces du pays. Au cours de ces tournées, le Major P. BUYOYA comme ses acolytes devaient clarifier les raisons fondamentales du coup de force opéré le 03 septembre 1987.

Sur ce sujet, le régime BUYOYA tenta de prouver que le régime BAGAZA était "totalitaire" s'était révélé instrument d'asservissement du peuple. Pour y arriver, il a fallu soumettre le peuple à la "loi du silence".

Profitant de ce climat de détente, une amalgame de questions furent posées au cours de ces tournées présidentielles.

Il s'agit entre autre de l'unité entre Burundi d'ethnies différentes ou de provenances régionales différentes.

Sur cette épineuse question, le Président BUYOYA, dans le souci de construire l'Etat sur des bases solides, recommanda aux organes de l'Etat et du parti de s'y pencher et d'apporter des solutions adéquates. A ce moment de la recherche des soutiens, le parti UPRONA et ses mouvements intégrés (J.R.R., U.F.B et l'U.T.B.) se lancèrent dans cette noble tâche.

A ce propos, G. LE JEUNE(114) reconnaît que l'UPRONA sous le régime BUYOYA même s'il fut instrument d'autorité de légitimation, a subi de restructuration, ce qui suscita, comme cela fut le cas au début du régime BAGAZA, un mouvement d'émancipation. Cela fut d'ailleurs l'origine de la "promotion Hutu".

Aujourd'hui dans la même perspective, le 08 décembre 1987, le C.M.S.N. a montré, par déclaration, disposé à éradiquer toute forme de division. C'est ainsi qu'il se proposa de faire tous les contours nécessaires pour la résoudre définitivement.

Préoccupé par cette question d'unité, le Président BUYOYA invita, à l'occasion de la fête de la réhabilitation de la J.R.R.(le 4 février 1988), la jeunesse burundaise à y penser, à y réfléchir et à y débattre pour y apporter des solutions convenables.(115)

A cet appel lancé par le Président de la République, la commission estudiantine de la J.R.R. organisa la 13e conférence nationale, tenue du 3 au 5 août 1988, pour débattre les problèmes intéressant la vie du pays. Lors de cette conférence, la question d'unité nationale fut le thème central des débats.

Alors que se manifestait déjà la volonté politique d'asseoir l'unité nationale, les tragiques événements de NTEGA-MARANGARA ont brusquement surgi à la mi-août 1988.

114) LE JEUNE, (G.), L'UPRONA dans la crise d'août 1988 in

CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LE JEUNE, (G.),

La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, 1989, p.78

115) (Comité Central du Parti UPRONA), Op.cit , p.24

la question de savoir pourquoi une telle crise alors que le principe de dialogue et de concertation, prôné par les autorités de la IIIe République, était dans la bonne voie pour résoudre de tel problème, la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale fait savoir que c'est le rêve des irréductibles Hutu qui se battent toujours pour l'instauration d'un nouvel Etat à la manière rwandaise.

Mais si l'on analyse de plus près cette question, l'on se rend compte que c'est dans ce climat de détente, où l'on avait morcé la politique d'ouverture, que des extrémistes Hutu trouvèrent une occasion favorable pour éveiller la conscience Hutu afin de résister à la volonté du "régime Tutsi" dont le but poursuivi, selon les mêmes irréductibles, ne serait autre que l'"extermination des Hutu".

Déterminé de poursuivre sa politique d'ouverture, le C.M.S.N. décida le 28 septembre 1988 la mise sur pied d'une commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale.

Cette commission devait se pencher sur cette importante question longtemps demeurée sujet tabou. A cet effet, le Président BUYOYA se montra préoccupé de l'unité de son peuple en déclarant :

Le peuple burundais est fortement préoccupé de son unité. Les tragiques événements de NTEGA-MARANGARA sont venus aviver cette préoccupation. Au regard des vicissitudes dramatiques de l'histoire récente de notre pays, vous devez prendre la mesure de la détermination des ennemis de notre peuple à saper l'unité des Burundi. Nous devons être plus acharnés, plus résolus encore, mais pour préserver la Nation burundaise, pour la consolider".(116)

C'est à ce moment, c'est-à-dire au sortir de la crise d'août 1988, que le Président BUYOYA appelait le Parti et les mouvements intégrés à un large débat sur cette question.(117)

116) Ministère de l'Information, Discours de son Excellence Monsieur le Président du C.M.S.N. et Président de la République, à l'occasion du lancement des travaux de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1988, p.6

117) Idem, p.1

Par cette volonté politique, le régime BUYOYA tentait de restaurer la confiance au sein de la population et d'"assainir la gestion de l'Etat"(118) tout en veillant à la protection des droits et libertés individuelles.

Comme le pays s'est recentré sur lui-même pour redécouvrir son unité nationale longtemps brisée par les divisionnistes, le régime BUYOYA prôna pour le partage et non l'exclusion, pour la réconciliation et non la suspicion et la méfiance. Ainsi, par cette option politique, les valeurs de la démocratie se faufilaient déjà dans les horizons.

2. Voie de démocratie.

Comme nous l'avons souligné ci-haut, le régime BUYOYA à son enfance, a manifesté l'intention d'asseoir la démocratie au Burundi. C'est de ce fait qu'on emprunta une méthodologie politique spéciale caractérisée par la concertation, le dialogue et la transparence. Fidèle à ses engagements, le régime BUYOYA n'hésite pas à mettre en pratique ce principe de gouvernement.

Grâce au souci majeur des autorités de la IIIe République, il fut préconisé d'organiser des séances d'échanges entre les décideurs et les militants de l'UPRONA (parti unique jusqu'au mois de mars 1992) sur les voies et moyens d'aboutir l'unité nationale afin de consolider l'Etat Burundais. Cela suscita un réconfort et un encouragement de chacun pour sortir de sa coquille soit ethnique soit régionaliste voire clanique pour finalement s'intéresser aux autres et au pays.

Par cette voie démocratique, tout citoyen était appelé à participer dans la gestion des affaires de l'Etat, au lieu d'opter pour la résignation comme cela fut le cas au cours des dernières années du régime BAGAZA. Pour cela, le dialogue et la concertation devaient s'imposer à tous les responsables de la chose publique, peu importe leur rang ou leur secteur professionnel. Ainsi, on allait, petit à petit, "abolir la distance "entre dirigeant et dirigé et tout responsable politique ou administratif ne serait plus loin de communier avec ceux qu'il servait.

118) Commission constitutionnelle, Op.cit, p.31

Jugeant utopique, le dialogue sans cadres de concertation, les autorités de la IIIe République décidaient la mise en place progressive de quelques commissions(119) à savoir :

- La commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale,
- Le conseil économique et social (celui-ci n'a jamais été fonctionnel),
- La commission nationale chargée de l'accueil et de l'insertion des réfugiés et
- La commission constitutionnelle pour la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi.

Ces commissions ont permis de réfléchir, d'aborder les problèmes sans détour ni faux-fuyant ; et à la fin, la commission proposait des pistes de solutions adéquates à tout problème évoqué. Cette démarche, qualifiée de démocratique, a assuré la participation d'un grand nombre de citoyens. Grâce à cette voie, il suffisait qu'il y ait compréhension des problèmes pour susciter l'adhésion aux solutions trouvées ensemble.

Mais une question se posait : par où fallait-il commencer pour asseoir la démocratie ?

Pour asseoir la démocratie, le régime BUYOYA jugea bon de débiter par le sommet.

L'UPRONA, seul cadre privilégié des débats démocratiques, vient en premier lieu et l'administration devait suivre.(120)

Le cours du congrès extraordinaire élargi du parti (où les upronistes et non-upronistes se rencontrèrent pour définir ensemble la politique générale du pays), tenu en décembre 1990, il en est sorti beaucoup de recommandations dont l'une d'entre elles concernait la démocratisation du pays. Le principe de la critique et de l'auto-critique déjà entamée au congrès devait, tout en se poursuivant au sein du Parti, avoir des effets dans d'autres institutions du pays (Gouvernement et Administration).

En se conformant à un tel principe, il devenait de plus en plus facile de conduire la société burundaise vers la voie de la démocratie.

119) (Comité central du Parti UPRONA), Op.cit., p.26

120) idem, p. 25

insi, le Gouvernement devait, à cet effet, manifester une volonté réelle de démocratiser la vie publique.

Pour réussir cette démocratisation, certaines directives reconisées lors du congrès extraordinaire élargi du parti furent mises en application.

Il s'agit entre autre de la descente sur terrain, du dialogue et de la concertation et de travailler dans la transparence car, dit-on, ces "affaires de l'Etat sont celles du citoyen".(121)

Ainsi en optant pour la transparence et la concertation dans tous les domaines intéressant la vie du pays, des décisions politiques ne pourraient plus voir le jour. Ce qui signifie qu'on ne pourrait plus observer des cas de contestation de l'Etat.

Malheureusement, ce principe de gouvernement n'a pas pu garantir la sécurité du pays car, en août 1988, des événements sanglants se sont produits au Nord du pays.

Mais quel sens peut-on donner à cette crise d'août 1988 ?

Cette crise s'inscrit dans la logique destabilisatrice du PALIPEHUTU et d'autres milieux anti-burundais. Obsédé par la "révolution" rwandaise opérée au Rwanda en 1959 (122), le PALIPEHUTU a toujours rêvé l'anéantissement de l'Etat burundais.

Car ce rêve, tout régime, à la tête duquel se trouve un Tutsi, quoiqu'il fasse pour asseoir la démocratie, est susceptible d'être combattu car l'identité ethnique prime sur celle dite nationale.

B. Les événements de NTEGA-MARANGARA et la politique d'unité

1. Les événements de NTEGA-MARANGARA.

a) Contexte socio-politique.

Juste une année après la naissance du régime BUYOYA se produisirent les événements sanglants de NTEGA et MARANGARA. Pour certains intellectuels, comme Z. NICAYENZI, les causes de cette guerre fratricide prennent naissance dans les trois ou quatre dernières années du régime BAGAZA quand celui-ci entre en conflit ouvert avec l'Eglise Catholique.

121) (Comité Central du Parti UPRONA), Op. cit., p. 25

122) GUICHAOUA, (A), Ordre social et "régression" ethnique :

La crise de la Société paysanne in (CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LE JEUNE, (G), La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.65.

ette position est également partagée avec la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale. Dans son rapport, la commission souligne que suite à la monopolisation de la direction des rouages politiques et économiques, les favoris ou favoris du régime se distinguèrent par des pratiques patrimoniales (corruption, concussion, détournements des deniers publics...), ce qui favorisa la compromission de la moralité dans les affaires publiques et, pire encore, la question de l'unité nationale fut laissée pour compte.

ainsi, le Burundi devint objet de la destabilisation soutenue en grande partie par les médias occidentaux.

A la question de savoir pourquoi ces événements ne se sont-ils pas produits sous le régime antérieur, ces intellectuels, artisans du régime BUYOYA, signalent que l'ancien Président BAGAZA ne put différer ce drame par la mise en place d'une "police secrète" (123), le renforcement des services de renseignements et surtout par ses calculs politiques dont le but essentiel était celui de masquer les divisions.

Ces considérations sont à prendre avec beaucoup de réserve car les explications de ce drame ne pourraient pas du tout s'inscrire dans la logique dictatoriale de BAGAZA.

D'abord, ce drame apparut une année après l'existence du régime BUYOYA ; or, la première préoccupation de tout nouveau régime (issu d'un putsch ou des élections) est la recherche des soutiens (appuis). Pourquoi prendrait-on ce drame comme revanche au totalitarisme de BAGAZA ?

Peu moins que BAGAZA ne soit pris comme bouc-émissaire, les événements angissants de NTEGA-MARANGARA trouvent leur explication dans la situation socio-politique qui prévalait sous le régime de la IIIe République.

Quelques jours après le coup d'Etat du 3 septembre 1987, le PALIPEHUTU, parti de Bruxelles, fait une déclaration contestant le régime BUYOYA.

123) NTAKIJE, (Ch.), Déclaration faite à KAYANZA le 7 mai 1988 in
CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LE JEUNE, (G.),
La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.184

our le bureau politique de ce "parti, << il n'est pas question de reconnaître l'Etat burundais tant qu'il "ne reconnaît pas "l'existence des Hutu et leurs revendications", le "PALIPEHUTU" et décide la "dissolution de l'armée actuelle"...>>. (124)

cette déclaration venait de faire un clin d'oeil au nouveau régime qui se cherchait encore.

Le régime BUYOYA ne devait donc rien négliger ; pour cela, la politique de détente amorcée, dans le but de se rendre plus légitime, devait se faire sous réserve de contrôle régulier et au besoin subir l'évaluation. Ce qui aurait poussé le Président BUYOYA et ses collaborateurs à mettre en place des mécanismes de protection de la Nation. Malheureusement, la crise éclata en mi-août 1988, l'ignominie manifeste qu'on n'a pas bien su gérer le principe de gouvernement sinon on aurait pu éviter cette barbarie.

De plus, cette crise trouve son explication dans la situation créée par les Hutu extrémistes.

Les derniers, profitant du climat de détente, se mettent à cultiver la peur et à soulever la masse Hutu contre les autorités et leurs voisins Tutsi car, selon les dires de ces irréductibles, "un massacre imminent à la manière de 1972 se préparait" et il faut par conséquent prendre les devants. (125)

Leur plan démoniaque fut couronné de succès : il ne suffisait qu'un simple coup de signal pour que les paysans Hutu s'attaquent à leurs voisins Tutsi.

L'autre explication de cette crise devait s'inscrire dans les relations entre le Burundi et son voisin du Nord, le Rwanda. Depuis longtemps, le Rwanda (à partir du régime KAYIBANDA) s'est toujours montré sympathisant de l'extrémisme Hutu au Burundi. Ainsi toute forme de menace de l'Etat burundais devait bénéficier du soutien inconditionnel du Rwanda.

124) CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LE JEUNE, (G.) La chronologie de la crise in CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LE JEUNE, (G.), La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, 1987, p.19

125) CHRETIEN, (J.P.), Le clivage ethnique. Les jeux du pouvoir, de la peur et de la "race" in CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LEJEUNE, (G.), La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.48

ans ces conditions, le régime BUYOYA, pour garantir la paix et la sécurité, devait renforcer les services de sécurité afin de pouvoir contrôler tout mouvement (clandestin) entre le Burundi et le Rwanda. C'est dans cette situation d'ouverture "béate" que les extrémistes Hutu ont fini par semer la confusion, ce qui déclencha les hostilités.

b) Déclenchement des événements et leurs conséquences.

Tout débute le 5 août 1988 quand une partie de la population de MARANGARA, agitée et hostile aux autorités administratives, détruit les ponts et certaines voies de communication. Surpris par cet état d'agressivité, le parti UPRONA et l'administration se remettent à la recherche et au rétablissement de l'ordre.

croyant avoir maîtrisé la situation, les responsables administratifs furent surpris par une explosion de violence dans la nuit du 14 août 1988 en commune NTEGA. Cette flambée de violence eut l'écho, le jour suivant, en commune MARANGARA.

Dans ces deux communes frontalières avec le Rwanda, les Tutsi furent sérieusement massacrés et leurs biens, spoliés ou détruits.

Ces actes barbares ont provoqué la misère et la désolation, décimant une partie de la population (Tutsi pour la plupart) et une autre partie, dont les responsables des massacres, prend la fuite vers l'extérieur quand elle a vu l'armée venir restaurer l'ordre.

Que visaient ces événements et comment a-t-on géré cette crise ?

Après Z. NICAYENZI(126), ils visaient l'anéantissement de l'Etat et l'extermination des Tutsi.

126) NICAYENZI, (Z.), Op.cit., p.8. col 1

127) CHRETIEN, (J.P.) Le clivage ethnique. Les jeux du pouvoir de la peur et de la "race" in CHRETIEN(J.P. GUICHAOUA(A.) et LE JEUNE, (G), La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.48

La preuve en est que leur mot d'ordre témoignait d'un vaste plan de génocide Tutsi minutieusement préparé:

Les Tutsi attaquent, il faut prendre les devants".(127)

Ce mot d'ordre s'accompagnait des cris d'alarmes, des battements de tambour, des sifflements... pour donner le signal au massacre.

Pour réussir ce plan, on devait, comme préalable, éliminer systématiquement les militaires retraités, les élèves en congé, les fonctionnaires ou commerçants Tutsi.

Contrairement au drame de 1972, le génocide d'août 1988 fut localisé mais a subi un retentissement médiatique très considérable. D'abord, les organisateurs de ces massacres résident soit au Rwanda soit en Belgique (milieux traditionnellement et historiquement favorables aux extrémistes Hutu).

Ces milieux n'ont cessé de diffuser des propos mensongers, depuis Bruxelles le 18 août 1988 et au Rwanda le 24 août 1988, faisant croire à l'opinion internationale qu'il s'agissait bel et bien d'un nouveau génocide programmé par les Tutsi".(128)

Selon les propres termes de R. GAHUTU, leader du PALIPEHUTU, diffusés le 3 novembre 1988 à Bruxelles dans une conférence de presse, les événements de NTEGA-MARANGARA ne sont qu'une réédition du "plan SIMBANANIYE".

..SIMBANANIYE, homme fort sous le régime MICOMBERO, fut accusé sans preuve tangible d'avoir ordonné le "massacre des Hutu" en 1972 et, cette fois-ci, est présenté comme le baron du régime BUYOYA.

Ces scénarios explicatifs(129), dont le but essentiel est de ternir l'image du Burundi à l'étranger, s'inscrivent dans deux logiques qui obéissent à l'extrémisme Hutu :

- phénomène de " répression - autodéfense" et
- phénomène de "colère - lynchage".

Le premier scénario se résume en termes de vagues arrestations organisées pour "museler les intellectuels et les commerçants Hutu" comme cela fut le cas en 1972.

128) CHRETIEN, (J.P.), Le clivage ethnique. Les jeux du pouvoir de la peur et de la race in CHRETIEN, (J.P.), GUICHAOUA, (A.) et LE JEUNE, (G.), La crise d'août 1988, Paris, 1989, p.50.

129) Ibidem.

euxièmement, les manoeuvres militaires dans leur localité furent interprétées comme des "menaces réelles" susceptibles de pousser les Hutu à massacrer leurs frères Tutsi.

Le deuxième scénario, à son tour, souligne la colère de la foule due aux "aggressions des soldats et de leurs complices" qui poussent la masse Hutu à sauter sur les Tutsi et à les massacrer sans pitié. Ce scénario permet de justifier les violences et évite de poser la question sur les causes réelles du soulèvement.

Malgré la logique divisionniste, certains actes de grandeur d'âme caractérisèrent certains Hutu. Ceux-ci se sont refusés de massacrer leurs concitoyens Tutsi et ont même tenté de les cacher au risque d'encourir les courroux des assaillants. (130)

A la question de savoir comment la crise fut gérée, il est à souligner que les autorités de la IIIe République durent s'investir pour redonner la bonne image du pays à l'étranger et à ressusciter la confiance entre ethnies en gérant la crise dans la transparence et avec une certaine lucidité politique. Par cette voie, le régime de la IIIe République se refusa de traiter la question ethnique à la manière du régime MICOMBERO dont on déplore encore dérapages et débordements.

Le sens élevé de responsabilité devait rendre crédible, auprès de la communauté internationale, le régime BUYOYA ; ce qui, d'une façon implicite, équivalait, à ces ennemis de la Nation, à "leur couper l'herbe sous les pieds et les condamner à leur disparition politique". (131)

Grâce à cette lucidité politique et à ce sens élevé de responsabilité, le régime BUYOYA adopta une attitude de dialogue et d'apaisement.

C'est dans ce même climat d'apaisement qu'on amorça une politique d'unité.

130) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.105

131) Idem, p.106

2. La politique d'unité et ses conséquences.

La colonisation comme la décolonisation, dont l'Afrique a été la première victime, ont fort bouleversé les structures socio-politiques, les relations entre les populations et pire encore la culture du peuple.

Cette crise de déculturation (ou crise des valeurs) a poussé les dirigeants africains à se lancer dans la quête d'unité. Croyant que le multipartisme est source de tous les maux dont souffrait l'Afrique noire, on a vu presque tous les dirigeants africains constituer le système à parti unique. Au Burundi, cela fut fait par un arrêté-roi du 23 novembre 1966 et l'UPRONA fut érigé en une institution suprême du pays.

L'on peut donc se demander si ces crises répétées sont dues aux idéaux de l'UPRONA ou tout simplement à la dérive politique ? Comme nous l'avons souligné aux deux chapitres précédents, les deux coups d'Etat antérieurs à celui du 3 septembre 1987, ont été salués avec soulagement.

De plus, tous les coups d'Etat, y compris celui opéré par le MAJOR BUYOYA, se sont produits au nom de l'UPRONA pour redresser la Nation en péril et, chose étonnante, sans faire couler le sang.

Ceci nous amène à reconnaître que ces crises sont surtout liées à la mauvaise gestion de la chose publique. Ce qui signifie que ces crises à répétition répondent à la dérive politique et/ou à l'obsession du modèle rwandais ; car sous le régime BUYOYA, des conflits ethniques n'auraient pas dû se reproduire étant donné le principe de "dialogue et de concertation" amorcé dès son avènement.

Une interrogation subsiste alors : pourquoi une telle crise sous la IIIe République ?

Pour y répondre, sachons que tout régime politique doit connaître les opposants ; certes, au Burundi comme dans l'Afrique Noire, en général, les opposants se dressent en ennemis de la Nation.

Le Burundi de BUYOYA a donc connu le génocide, géographiquement localisé au nord, non pas à cause du dérapage politique mais plutôt à cause de l'obsession du modèle rwandais ; sinon les tenants de cette idéologie n'auraient pas dû outrepasser le principe de gouvernement car il s'inscrivait dans la politique de détente.

C'est dans ce climat de morosité que le régime BUYOYA amorce véritablement la politique d'unité nationale. Tout débute le 19 octobre 1988 quand le Président BUYOYA décide la mise en place du "Gouvernement d'unité" à la tête duquel se trouvait A.SIBOMANA (un Hutu).

Le Gouvernement s'assigna la mission première de combattre toute forme d'idéologie tendant à l'exclusion, à la violence et d'asseoir dans les coeurs des Burundi l'unité nationale. C'est ainsi qu'on a pu organiser sur toute l'étendue du territoire les débats populaires sur la question de l'unité nationale ; car, dit-on, il fallait mener le peuple à se réconcilier avec lui-même.

Cette volonté politique s'est matérialisée dans les faits quand la communauté nationale et internationale, par un appel lancé par le Gouvernement, s'est mobilisée pour venir en aide aux populations sinistrées (à majorité Hutu).

Cette solidarité avec les populations sinistrées se concrétisa par une distribution des vivres et des vêtements, de la construction des maisons détruites et la prise en charge des frais scolaires pour les enfants orphelins ou sans moyens.

Déterminé à faire aboutir sa politique d'unité, le Président BUYOYA, en collaboration avec le Gouvernement SIBOMANA, s'engage contre vents et marées pour "lever tout antagonisme ethnique".

C'est dans cette logique que le Président BUYOYA décrète, le 20 août 1990, une mesure d'amnistie générale touchant même les commanditaires des massacres de NTEGA et MARANGARA.

Qualifié de faible, le Président BUYOYA fut l'objet de sévères critiques dans des milieux de Tutsi radicaux ou de égalistes ; car, pour eux, ce "Pardon" ne pouvait en aucune façon bénéficier aux commanditaires des massacres d'autant plus qu'ils ont accusés de crime contre l'humanité, ce qui est même punissable par le droit international. Ainsi, dans ces milieux, on le prenait comme un politicien naïf qui se faisait duper par les politiciens Hutu ou qui n'osait pas s'affirmer face aux Hutu.

Que dire de ces propos tenus à l'endroit du Président de la République, le Major P.BUYOYA, si l'on analyse la façon dont il a procédé pour mener la politique d'unité ?

Hanté beaucoup plus par le clivage ethnique, le Président UYOYA s'est montré, dès la prise du pouvoir, disposé à résoudre toutes les questions épineuses dont l'unité nationale et la démocratie, sans rien brusquer - c'est-à-dire dans la paix et la sérénité.

Malgré cela, la crise d'août 1988 le poussa à "presser le pas" et ce fut la création, deux mois après, du 1er Ministère confié à un Hutu.

Quelle appréciation peut-on réserver à cet acte ?

Il est difficile d'y répondre car le Président BUYOYA pouvait agir autrement ; mais, de l'autre côté, cet acte a été, peut-être, posé pour répondre à la conjoncture politique qui venait de se produire. Pour se faire l'idée de l'attitude affichée à l'endroit du Président UYOYA, pour les diverses décisions prises, prenons quelques exemples.

Prelevons le cas de l'équilibre politique visé par le régime BUYOYA.

En l'analysant de plus près, l'équilibre politique visé s'est transformé en équilibrage ethnique si, du moins, on se limite à la composition du Gouvernement.

En plus, l'équilibre politique visé se substitua en une politique de déplacement dont certains Tutsi furent victimes ; ce qui créa un mécontentement très aigu surtout chez quelques Tutsi originaires de Mururi.

Partant de ce cas précis, le Président BUYOYA s'est montré (selon l'opinion de quelques Tutsi) beaucoup plus serviteur des Hutus que des Tutsi, prétextant que l'exclusion dont ces premiers ont longtemps souffert est un défi à abattre dans l'immédiat.

L'autre cas à considérer est le vote-sanction infligé au Major P. BUYOYA le 1er juin 1993.

BUYOYA, artisan de l'unité, d'après ses sympathisants, devait normalement remporter les élections, étant donné qu'il disposait de tous les atouts (appareil administratif, les moyens de communication....) nécessaires et suffisants pour qu'il aboutisse à sa propre succession. C'est pourtant son concurrent M. NDADAYE, fraîchement rentré du Rwanda (il y avait exactement 10 ans), qui remporta les présidentielles (avec environ 65 %), ce qui devenait insaisissable pour les "partisans de l'unité" ; car pour eux, NDADAYE,

ouveau sur la scène politique burundaise, se permettait de dire 'importe quoi même en se servant des termes évoquant la violence comme "ISEGENYA" (ouragan ou pluies torrentielles) lors de la campagne présidentielle. Chose étonnante, cela n'a pas eu d'effet négatif sur son électorat.

Les sympathisants de BUYOYA ont vu dans cette victoire le triomphe de l'"ethnocratie", ce qui les poussa le 5 juin 1993 à se lancer dans les rues de Bujumbura pour "dénoncer ce cas malheureux". Par imprudence sinon par débordements, A.SIBOMANA, 1er Ministre, qualifié, sur les antennes de la R.T.N.B., ces manifestants d'extrémistes Tutsi qui doivent à tout prix se soumettre au verdict populaire car seul le peuple est souverain. Et, pire encore, il déclara sur les mêmes antennes que "si le peuple vote les divisions, il n'y a pas d'autres alternatives, on doit se soumettre". Cela équivaudrait à se demander le rôle de l'Etat si c'est de garantir la sécurité de tous ou pas ou surtout de savoir si l'entourage politique de BUYOYA lui était réellement sincère.

A ce dernier cas, les propos que nous a rapportés .NICAYENZI viennent confirmer la naïveté de BUYOYA dans quelques déclarations qu'il a posé : "La grande erreur commise par le Président BUYOYA est de s'être entouré de politiciens malhonnêtes".

Malgré ce point faible du Président BUYOYA, la Nation doit maintenir quelque chose de "Grand" comme la charte de l'unité nationale adoptée le 05 février 1991 et la transparence dans la gestion de la chose publique.

Mais, à propos de la charte de l'unité nationale, certains Burundais s'interrogent, actuellement, après avoir vu ce qui s'est passé juste après l'assassinat du 1er Président élu démocratiquement, M. DADAYE, et ses proches collaborateurs, le 21 octobre 1993, si elle n'a pas été adoptée par tricherie politique sinon il serait difficilement concevable comment le génocide a pu se généraliser presque sur toute l'étendue du territoire national.

Hormis tout cela, seule la politique d'unité peut sauver le Burundi, si du moins l'on veut construire et non divorcer comme certains courants commencent à prêcher le "fédéralisme ethnique" (132).

132) KIROMBO, (G), Ngo Ukubangurukanya Abahutu n'Abatutsi (Fédéralisme ethnique) niyo nzira y'amahoro ? in NDONGOZI n°101 du 15 janvier 1994, p.p. 14-15

Si l'on opte pour le premier cas, ce qui sera salubre pour tout politicien responsable, on fera respecter la charte de l'unité nationale, ligne de conduite pour tout Burundais, par un mécanisme juridique dont le code pénal.

Un autre point à souligner qui s'inscrit, d'ailleurs, dans la politique d'unité est le rapatriement volontaire des réfugiés, comme ce fut le cas sous le régime BAGAZA, pour amener le peuple à bien se reconcilier avec lui-même.

3. Le rapatriement volontaire des réfugiés

La question des réfugiés se pose à partir des années 1965 quand le Burundi a connu les premiers événements sanglants. Au cours de ces événements, on signale le départ de quelques responsables militaires et politiques. La situation est devenue compliquée avec le drame de 1972. C'est pendant et après cette flambée de violence qu'un départ massif de personnes (essentiellement Hutu) ont fui le pays vers l'extérieur.

La plupart d'entre eux se sont installés dans les pays voisins (Zaire, Tanzanie, Rwanda) et la Tanzanie battait le record : environ 153.000 personnes en 1985 sur le total de 170.000. (133) Parmi ces réfugiés, la plupart d'entre eux sont des paysans dont certains sont même parvenus à s'intégrer ou à renouer avec leur ancien mode de vie, si du moins l'on en croit le rapport de la commission nationale sur l'unité.

L'image que se font ces réfugiés sur le Burundi est controversée. Les uns, ceux qui sont favorables à la cause d'unité, manifestent une attitude marquée par la nostalgie et ne veulent que renouer avec leur patrie.

Un groupe considère que les Tutsi sont leurs concitoyens et avec qui ils partagent le même destin. Ce qui nous fait donc dire que ce groupe manifeste un certain attachement à leur pays d'origine.

133) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.p.152-153

D'autres, par contre, partisans de la violence, veulent toujours destabiliser leurs pays d'origine. Cette catégorie de gens voient le Burundi sous le seul prisme de la dichotomie ethnique.(134) Leur vérité n'est autre que l'extermination de l'ethnie Tutsi et ensuite l'instauration d'un Etat exclusivement Hutu, comme cela fut le cas au Rwanda.

Qui sont donc ces gens qui rêvent de la réalisation d'un tel projet ?

Ce sont des commanditaires de massacres qui, bénéficiant des soutiens à l'intérieur comme à l'extérieur, font exécuter leur plan étonnant.

Malgré leur succès à s'échapper, ils se sont toujours montrés ennemis de la Nation. Ces irréductibles ne cessent d'intoxiquer l'opinion internationale et se font toujours percevoir comme "libérateurs du peuple opprimé" (entendez ici l'ethnie Hutu).

Ce courant extrémiste a eu gain de cause chez certains occidentaux (cas de l'international Démocrate Chrétien) qui lui font bénéficier d'un soutien moral et matériel.(135) Ce soutien a permis à ces groupuscules de saper toute initiative visant à consolider l'Etat burundais. C'est ainsi qu'ils entretiennent toujours un climat de peur où le Hutu doit se sentir, à tout instant, menacé de disparition.

Face à une telle situation, que devrait faire l'Etat burundais pour sauvegarder l'ordre et la tranquillité publique ?

En face de ce danger imminent, les deux derniers régimes (celui de NDAYISHIMWE et celui de BUYOYA) se sont attelés à la résolution de cette question des réfugiés.

Par ce souci de construire l'Etat burundais, les deux régimes ont, à chacun selon sa façon, amorcé la politique du rapatriement volontaire des réfugiés.

134) Rép. du Burundi, Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p.154

135) Idem, p. 158.

Le rapatriement des réfugiés burundais remonte à 1977 quand le Président BAGAZA, par Décret-loi n° 1/21 du 30 juin 1977, décide le retour des réfugiés et leur réintégration dans la vie socio-économique du pays. Cette politique a connu des succès autour des années 1977 et 1983, car, au cours de cette période, le régime BAGAZA s'est, en quelque sorte, caractérisé par une politique de détente.

Après 1983, ce mouvement n'a pas connu le même rythme ; au contraire peu de réfugiés purent regagner leur patrie à cause principalement de la tournure politique de ce moment (la dictature était déjà installée et le conflit Eglise-Etat avait éclaté au grand jour).

La seconde phase de rapatriement volontaire des réfugiés remonte à 1988 juste après les événements de NTEGA et MARANGARA et se poursuit même aujourd'hui.

Pour réussir cette action politique, le Gouvernement burundais, en concertation avec les pays voisins et en collaboration avec les organismes internationaux dont le H.C.R., organise le retour et l'insertion de ces réfugiés. Comme cette tâche était difficile à réaliser, le Président BUYOYA, par Décret-loi n° 1/01 du 22 janvier 1991, mit sur pied la commission nationale chargée du retour, de l'accueil et de l'insertion des réfugiés.

Cette commission devait inventorier tous leurs besoins et l'Etat, appuyé par la communauté nationale et internationale, devait faire face aux besoins de première nécessité comme le logement, la nourriture, les soins de santé, etc.

Même si les mesures de rapatrier les réfugiés sont salutaires et pour le Burundi et pour l'humanité entière, leur retour massif a quand même posé certains problèmes qui nécessitaient d'autres mesures politiques pour y faire face. Ce rapatriement a engendré une solde migratoire pressentie comme un gêne social.

Certains rapatriés voulaient à tout prix regagner leurs propriétés ; cela a suscité beaucoup de conflits fonciers. Comme il était difficile de trancher, étant donné qu'il pouvait y avoir d'éventuels réfugiés intérieurs, l'Etat prit l'initiative de les insérer dans des propriétés vacantes (celles relevant de l'Etat).

Pour ces personnes, l'assistance matérielle et sanitaire apparaissait comme une impérieuse nécessité.

L'Etat en collaboration avec les organismes internationaux comme Caritas, H.C.R., P.A.M., etc, devait les prendre en charge jusqu'à leur intégration (cette période est estimée à environ une année car on suppose avoir les premières récoltes).

Mais, quant à leurs enfants qui faisaient l'école primaire ou secondaire, cette assistance devait se maintenir jusqu'à une réelle intégration de leurs parents.

Pour les intellectuels fraîchement rapatriés, l'Etat s'est attelé à les intégrer dans les services publics ou à leur faire trouver de l'emploi dans les organismes internationaux.

Comme la création d'emplois ne progressait à un rythme accéléré, malgré le slogan de l'"Unité Nationale" qui devait normalement se matérialiser par l'équilibre politique ; on a malheureusement vécu la "politique de remplacement".

Le phénomène politique a suscité un certain mécontentement dans quelques milieux Tutsi (surtout ceux de Bururi) car, ceux-ci se sentaient non seulement menacés mais estimaient également que la minorité était sacrifiée par le régime BUYOYA.

Cette appréhension se trouve, malheureusement, justifiée aujourd'hui, si l'on se souvient du dérapage de la démocratie burundaise qui s'est fait remarqué par l'exclusion des Tutsi dès l'investiture du Président NDADAYE, le 10 juillet 1993.

Le Major P. BUYOYA l'a, lui-même, avoué quelques jours après sa défaite quand il a reconnu qu'il risquait d'y avoir de déséquilibre tant ethnique que politique au sein du Parlement.

Cette révélation a été confirmée par la suite des événements puisque le Parlement à 80 % FRODEBU a très peu de représentants Tutsi.

Selon les propos de M. HITIMANA(136) tenu lors de la conférence de Presse, le 19 mars 1994 à l'Odéon Palace, cette erreur grave incombe au Président BUYOYA aussi longtemps qu'il n'a pas tenu compte du risque de déséquilibre ethnique quand le processus démocratique fut amorcé.

(136) Président Fondateur du P.R.P

En voyant marginalisées, certaines associations politiques lèvent le
drapeau en réagissant au nom des minorités politique et ethnique . C'est
le cas de l'appel public à un arrêt de travail pour le
établissement de la paix et de la sécurité lancé le 7 avril 1994
par deux leaders de Partis P.R.P. et RADDES respectivement M.HITIMANA
et C. SIGIJEJE et le représentant de la J.R.R., R. HORUMPENDE.

CONCLUSION GENERALE.

L'évolution politique du Burundi, après le recouvrement de la souveraineté nationale, est entachée de crises chroniques dues essentiellement à l'obsession du modèle Rwandais et de mauvaise gestion de la chose publique.

A cause de ces défis socio-politiques, l'Etat burundais, comme tous les Etats d'Afrique noire, fut et demeure toujours objet de contestation et peu importe le bon vouloir du régime en place qui ne peut transformer la société dans l'intérêt de tous.

Face à une telle situation, le Burundi vit et connaît souvent des massacres interethniques et dont le paroxysme fut atteint en avril-mai 1972 et en octobre 1993. De ce clivage ethnique ou de toute autre forme de négation de l'Etat (dans le cas du régionalisme par exemple) surgit une interrogation : Que faire ?

Répondre à cette importante question reviendrait à proposer une politique plus réaliste où tout Burundais sans exception aucune se sentirait réellement chez soi. Cette politique sera, même si elle est toujours connue des échecs, celle d'unité et, cette fois-ci, l'on devra à veiller particulièrement à ce que le réalisme triomphe sur l'idéalisme contrairement à ce qui s'est passé sous le régime UYOYA.

Ainsi comme l'a dit M. HITIMANA dans sa conférence de presse tenue le 19 mars 1994 à l'Odéon Palace, l'unité doit être un aboutissement et non un préalable ; cela veut dire qu'il doit tenir compte de la variable politico-ethnique dans la gestion du pays.

Comme cette politique est la seule à pouvoir sauver le Burundi, il faut au préalable doter le pays des structures étatiques plus réalistes où l'intérêt national doit primer sur tout calcul partisan.

Ainsi le Président de la République doit, par exemple, se montrer rassembleur et a comme mission première celle de cultiver le sens du bien commun et de la tolérance.

Dans ce contexte, il faut une nouvelle formule de gestion du pays qui sera en mesure de rassurer tout le monde (majorité et minorité confondues).

Comme certains courants d'idées commencent à l'avancer, cette formule sera la "parité dans la gestion du pays." Cette parité dans la gestion du pays prônée par beaucoup de Tutsi se heurtent à une vision contraire de certains Hutu. Ceux-ci, considérant que l'armée est la première responsable des malheurs qu'a connus le Burundi, veulent que cette parité s'applique d'abord dans l'armée.

Cela reviendrait donc si pas à réformer l'armée tout au moins à la démanteler selon le plan de F. NTANYUNGU (137) Président du M.P.D. (Mouvement politique travaillant dans la clandestinité).

A cette vision HUTU, Z. NICAYENZI (138) fait savoir que l'armée burundaise, même si elle est aujourd'hui au centre d'une vaste controverse, a toujours répondu à la logique politique qui a construit et non celle qui cherche à détruire d'où raisons fondamentales des coups d'Etat opérés à des moments précis et opportuns.

Au contraire, il est impérieux d'inculquer un comportement responsable aux politiciens burundais car, après la mort du président NDADAYE, ils lancent des mots d'ordre à l'endroit des Hutu, à partir des radios étrangères dont la Radio KIGALI et la radio des milles collines, en ces termes : "Exterminer les Tutsi. Hutu, unissez-vous". (139)

Partant de ce constat amer, il est à signaler que l'antagonisme Forces-Armées - Pouvoir, dont le FRODEBU (Parti au pouvoir) n'a cessé de présenter aux yeux de la communauté internationale comme origine du drame d'octobre 1993, n'était qu'un simple montage du fait que la réalité de la crise était Hutu-Tutsi (sauf quelques exceptions où l'on reconnaît le massacre des Hutu de l'opposition) sinon le génocide ne pourrait pas avoir lieu.

137) NTANYUNGU, (F), Plan de démantèlement de l'armée burundaise in Le patriote n° 4 du 30 mars 1994, p.10

138) NICAYENZI, (Z.), Le rôle de l'armée dans la politique burundaise (1960-1994) in Le patriote n° 4 du 30 mars 1994, p.p.11-12

139) Idem, p.12. col.3

Ainsi, il nous est permis de dire que, dans l'immédiat, c'est par cette formule qu'on peut sauver le Burundi en tant que nation car, qu'on ne se trompe pas la crise de confiance entre ethnies est déjà consommée.

Si les tenants du pouvoir n'optent pas pour ce principe, le peuple, victime et fatigué de ce "pourrissement politique", pourra demain pousser les militaires à prendre leur responsabilité - c'est-à-dire sauver le pays de cette situation chaotique en faisant probablement le Coup d'Etat, ce qui sera salué comme légitime.

Quant à l'armée, présentée par quelques Hutu comme obstacle à leur émancipation politique, sa restructuration prudente et progressive peut être envisagée ; notons d'ailleurs que cette restructuration a débuté avec le régime BUYOYA quand il a institué la transparence dans le recrutement militaire. Cette formule est l'une des meilleures, il faut donc la respecter par ce qu'elle permet de mettre fin à toute tendance ethniciste ou régionaliste.

A part ces considérations socio-politiques, il s'avèrera incontournable d'organiser des débats populaires pour la vraie cohabitation entre Hutu et Tutsi, ce qui, à l'heure actuelle, aboutira inévitablement à la "démocratie de consensus", car selon les termes même du Docteur G. WAKANA :

L'irréparable n'est pas encore atteint. Nous pouvons toujours vivre ensemble. Mais il faut que nous partagions équitablement le gâteau national".(140)

En lire ces lignes, il s'avère recommandable de redéfinir la démocratie burundaise en tenant compte de toutes les réalités socio-politiques du pays ; car ce qu'il faut aujourd'hui n'est autre que de garantir la sécurité pour tous.

Ainsi, l'on ne parlera plus de climat de peur, source de toute violence, car l'exclusion ne sera plus de mise.

140) WAKANA, (G.), Le FRODEBU est accusé d'immoral in Le carréfour des idées n° 40 du 3 mai 1994, p.7. col.4

BIBLIOGRAPHIE

I. Publications sur le Burundi

a) Articles, rapports ou revues

1. BAGAZA, (J.B.) , "Je retrouve le pays délabré... la société désemparée", interview accordée à KAVUMBAGU (J.M.V) et TOYI (E.) paru dans Le citoyen n° 17 du 25 août au 10 septembre 1993.
2. BUYOYA, (P.), Discours-programme du Président du C.M.S.N. et Président de la République Son Excellence le Major P. BUYOYA, Bujumbura, 1987, 41 p.
3. CHRETIEN, (.J.P.), Le Burundi après les tueries. Réflexion pour la paix. Appel pour la paix in Remarques africaines n° 434-435, Paris, janvier 1974, p.16, p.17 et p.18.
4. CHRETIEN, (J.P.) Dossier Burundi. Eglise et Etat au Burundi : Les enjeux politiques in Afrique contemporaine n° 142, Paris, p.p.63-68
5. CHRETIEN, (J.P.), Les fratricides légitimés in Esprit n° 12, Paris, p.p. 822-834
6. Comité Central du Parti UPRONA, Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1981, 273 p.
7. Comité Central du Parti UPRONA, Actes du IIe Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Nancy, 1986, 315 p.
8. (Comité Central du Parti UPRONA), Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie. Thème I : La démocratie : concepts et généralités, (Bujumbura), S.D., 36 p.
9. (Comité Central du Parti UPRONA), Quelques éléments pour le débat parallèle et complémentaire sur la démocratie. Thème V : La gestion politique du Burundi, (Bujumbura), S.D., 33 p.
0. Commission Constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique du Burundi, Bujumbura, 1991, 145 p.
1. KAGABO, (L.), Moralisation de la vie publique in Au coeur de l'Afrique, Bujumbura, 1992, Tome LX n° 4, p.p.429-640

2. KIROMBO, (G.), Ngo ukubangurukanya Abahutu n'Abatutsi (fédéralisme ethnique) niyo nziza y'amahoro ? in Ndongezi n° 101 Ku wa 15 Nzero 1994, p.p.14-15.
3. Ministère de la Justice, B.O.B, 1966, 532 p.
4. Ministère de l'Information, La confiance renouvelée, Bujumbura, 1984, 135 p.
5. Ministère de l'Information, Discours de Son Excellence J.B. BAGAZA, Président du C.S.R. et Président de la République du Burundi, Bujumbura, Edition 1976-1977, 57 p.
6. Ministère de l'Information, Discours de son Excellence le Colonel J.B. BAGAZA, Président de la République du Burundi, Bujumbura, Edition 1980, 167 p.
7. Ministère de l'Information, Discours de Son Excellence Monsieur le Président du C.M.S.N. et Président de la République à l'occasion du lancement des travaux de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, Bujumbura, octobre 1988, 15p.
8. NICAYENZI, (Z.), Evolution et conséquences de la violence in Renouveau du Burundi n° 4088 du 11 mai 1988, p.5, p.8 et p.9 col.1 et 2.
9. NICAYENZI, (Z.) Le rôle de l'armée dans la politique burundaise 1960-1994 in Le Patriote n° 4 du 30 mars 1994, p.p.11-12.
0. République du Burundi, Constitution de novembre 1981
1. République du Burundi, IV Plan Quinquennal de Développement Economique et Social 1983-1987.
2. République du Burundi, Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1989, 145 p.
3. WAKANA, (G.), Le FRODEBU est accusé d'immoral in Le Carréfour des idées n° 40 du 3 mai 1994, p.6 et p.7 col.2, 3 et 4.
4. Les pouvoirs africains in Pouvoirs n° 25, Vendôme, 1983, 208 p.

b) Ouvrages.

1. BELLON(R.), et DEL FOSSE(P.), Codes et lois du Burundi, Bruxelles, 1970, 1092 p.
2. CHRETIEN(J.P.), GUICHAOUA(A.) et LE JEUNE(G.), La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, 1989, 213 p.

3. GAHAMA, (J), Histoire générale du Burundi. Des origines à l'indépendance Cours de IIe années Histoire-Géographie 1987-1988, Université du Burundi, 152 feuillets
- . MANIRAKIZA, (M.), La fin de la monarchie burundaise(1962-1966), Le mâât de Misaine, Bruxelles, 1990, 105 p.
5. MANIRAKIZA, (M), Burundi. De la révolution au régionalisme(1966-1976)
Le Mât de Misaine, Bruxelles, 1992, 173 p.
6. MPOZAGARA, (G.), La République du Burundi, Paris, 1971, 71 p.
7. NSANZE, (T.), L'édification de la République du Burundi au carréfour de l'Afrique, Bruxelles, 1970, 156 p.

II. Les ouvrages généraux

1. BAYART, (J.F.), L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989, 439 p
2. CANAC, (Y.), Le juste pouvoir - Essai sur les 2 chemins de la démocratie, Paris, 1983, 257 p.
3. CHANTEBOUT, (B.), Droit constitutionnel et sciences politiques 2e édition, A. Colin, Paris, 1991, 662 p.
4. GONIDEC, (P.), Les systèmes politiques africains, 2e éd., Paris, 1978, 431 p.
5. GONIDEC, (P.), L'Etat africain, Paris, 1985, 362 p.
6. LAGROYE, (J.), Sociologie politique, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, Dalloz, 1991, 479 p.
7. LENAIN, (P.), La chose politique, Paris, Economica, 1988, 141 p.
8. MEDARD, (J.F.), Etats d'Afrique noire. Formation, mécanisme et crise, Paris, 1991, 405 p.
9. SCHWARTZENBERG, (R.G.), Sociologie politique, 3e éd., Paris, 1977, 692 p.
0. VEDEL, (G.), Edification d'un Etat moderne. Le Maroc de Hassan II, Paris, 1986, 472 p.

TABLE DES MATIERES

EDICACE

VANT-PROPOS

IGLES & ABREVIATIONS UTILISEES

	Page
INTRODUCTION GENERALE.....	1
.Choix et intérêt du sujet.....	1
.Délimitation du sujet.....	2
.Méthodologie du travail et les problèmes rencontrés.....	3
.Articulation du sujet du travail.....	4
HAPITRE PRELIMINAIRE : DEFINITION ET IMPORTANCE DES VALEURS FONDAMENTALES.....	6
.Définition des valeurs fondamentales.....	6
1.L'Ubushingantahe.....	6
2.L'Unité nationale.....	8
3.Le Travail.....	10
4.La Justice sociale.....	11
5.La Démocratie.....	12
. Importance des valeurs fondamentales.....	14
1.Sous le Burundi ancien.....	14
- Le Mwami et les valeurs.....	14
- Abaganwa.....	15
- Abanyamabanga.....	16
- Abashingantahe.....	17
2.Le Burundi sous la domination étrangère.....	18
3.L'éveil du nationalisme et lutte pour l'indépendance....	20
HAPITRE I / LE BURUNDI SOUS LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE.....	26
A. L'incidence Socio-politique créée par la mort du Prince Louis RWAGASORE.....	26
- Le non-respect des valeurs fondamentales.....	29
1.L'état des valeurs fondamentales sous la monarchie constitutionnelle.....	31
a) L'Ubushingantahe.....	32
b) L'Unité Nationale.....	33
c) Le Travail.....	34
d) La Justice Sociale.....	34
e) La Démocratie.....	35

	Page
2. Le sous-développement politique et la dépendance.....	36
3. La crise politique burundaise.....	38
a) L'Instabilité gouvernementale.....	38
b) La Fuite du Mwami.....	41
I. L'éclosion des divisions et fin de la monarchie.....	43
1. L'assassinat du 1er Ministre Pierre NGANDANDUMWE et ses conséquences.....	44
2. L'ethnisation des élections de mai 1965.....	45
3. Tentative de putsh ethnique et le massacre des Tutsi de Muramvya.....	47
4. La Fin de la monarchie.....	49
II : LA 1 ère REPUBLIQUE (1966-1976).....	51
A. Contexte et raisons du changement.....	51
B. Promesse du respect des valeurs fondamentales dans la gestion politique du pays.....	52
1. La recherche de la légitimité.....	52
2. Le redressement national.....	54
C. Promesse trahie et fin de la 1 ère République.....	56
1. Clientélisme politique (au début du népotisme).....	57
2. Réapparition des divisions ethniques.....	60
3. Une autre forme de divisions : le régionalisme.....	63
4. Attitude de la communauté internationale.....	65
III. LA II è REPUBLIQUE (1976-1987).....	67
A. L'instauration du culte du travail.....	69
1. Lutte contre l'esprit de conservatisme et d'aliénation.....	69
2. Mécanismes de stimulation.....	71
B. Transformations socio-politiques.....	72
1. Lutte contre l'exploitation de l'homme par homme.....	73
a) Suppression de l'Ubugabire (clientélisme pastoral)....	73
b) Suppression de l'Ubugeregwa (clientélisme foncier)....	73
2. Le développement socio-politique.....	75
a) La justice sociale.....	75
- Domaine judiciaire.....	75
- Domaine social.....	77
- Domaine économique.....	79
b) La démocratie.....	80

C)	De la révolution à la dictature.....	81
1.	Le héros national relegué aux oubliettes.....	82
2.	Le conflit Eglise-Etat.....	84
3.	Réapparition et affirmation des tares des régimes passés	88
CH IV :	LA III è REPUBLIQUE: de 1987 à 1991.....	91
A.	Principe de gouvernement : Dialogue et concertation.....	92
1.	Voie d'Unité.....	92
2.	Voie de démocratie.....	95
B.	Les événements de NTEGA-MARANGARA et la politique d'unité.....	97
1.	Les événements de NTEGA-MARANGARA.....	97
a)	Contexte socio-politique.....	97
b)	Déclenchements des événements et leurs conséquences.	100
2.	La politique d'unité et ses conséquences.....	103
3.	Le rapatriement volontaire des réfugiés.....	107
	CONCLUSION GENERALE.....	111
	BIBLIOGRAPHIE.....	114

ANNEXE

ANNEXE

Enquête sur les valeurs politiques du Burundi

I. Le Burundi monarchique indépendant

1. Quelles sont les valeurs socio-politiques qui ont caractérisé le Burundi?

-Unité nationale,
Ubushingantahe,
Travail, Justice sociale,
Démocratie,
Ubupfasoni, Iteka...

2. Parmi ces valeurs, lesquelles ont-elles plus marqué la société burundaise?

-Unité nationale, Ubushingantahe, Travail, Justice sociale.

3. Sous ce régime, le Burundi a vécu un vide politique sans précédent. D'après vous, comment peut-on apprécier le respect réservé aux valeurs fondamentales ci-après :

- l'Ubushingantahe,
- l'Unité nationale,
- le Travail
- La Démocratie

-Toutes ces valeurs étaient en dégradation

- Partant de cela, quel serait le rapport entre l'action politique et ces diverses valeurs (lien entre le mode de gouvernement et les diverses aspirations du peuple)?

- + Le lien serait-il étroit?
- + Ou il y a eu divergence,

- Il y a eu divergence

- Si c'est ce 1er cas, comment ce vide politique s'est-il produit?

- Si c'est ce 2e cas, l'instabilité politique ou d'autres défis observés seraient-ils dus :

- + à la crise de l'autorité (crise d'obéissance)
- + à la crise des valeurs
- + au manque de maturité politique
- + les trois à la fois
- + ou autres (justifiez)

- Les trois à la fois

- Selon vous, quelle serait sa côte à l'extérieur?

- + bonne
- + moyennement bonne
- + ou mauvaise

- Moyennement bonne

4. Vers la fin de ce régime, il y a eu un Coup d'Etat.

-Peut-on dire qu'il était opportun?

- Oui

- Quel a été le comportement des responsables politiques?

- + comportement digne d'un dirigeant
- + comportement irresponsable

- Comportement irresponsable

- Le Travail,
- L'Ubushingantahe et la
- la Démocratie

Expliquez le pourquoi de telle valeur et non de telle autre.

5. Vers la fin du régime, on a vu réapparaître les tares du régime passé.
- Si oui, pourquoi?
 - Si non, pourquoi sa chute?

6. Quel serait donc le rapport entre l'action politique et les valeurs politiques?

- Si le lien était étroit,
 - + Comment la J.R.R. était-elle transformée en U.J.R.B.?
 - + Comment peut-on expliquer le conflit Eglise-Etat?
 - S'il y aurait divergence,
 - + Quelle serait sa côte à l'extérieur?
 - + Peut-on dire que l'avènement de la IIe République était opportun?
- Expliquez

- Si non, pourquoi sa chute?

C. IIIe République

1. Dès sa proclamation, le "dialogue et la concertation" furent institués comme mode de gouvernement. Ce principe sacrosaint fut-il mis en pratique?

2. Si cela est vrai, pourquoi y a-t-il eu des tentatives de putsch et des zones déclarées en rébellion?

- parce que la fénéantise et la paresse avaient gagné l'esprit des barundi

- Oui, parce que le régime BAGAZA, vers les dernières années de son régime, a pratiqué le favoritisme.

- Il a eu divergence
- Sa côte : assez bon

- Oui l'avènement de la IIIe République était opportun.

- La dictature s'était installée, il fallait la IIIe République pour corriger cette grave erreur.

- Oui

- L'emprisonnement de certains dignitaires du régime BAGAZA fut interprété par certains comme un règlement de compte, ce qui occasionnait des tentatives de putsch. Et quand aux zones en rébellion, les irréductibles HUTU ne voulaient pas entendre un régime politique à la tête duquel se trouvait un TUTSI

-Si c'est ce 1er cas, pourquoi y a-t-il eu l'avènement du régime républicain?

-Si c'est ce 2e cas, l'avènement du régime républicain était-il la seule voie de solution?

+ Si oui pourquoi?

+ Si non, pourquoi?

- Oui, parce que le Burundi était au bord de la ruine.

II. Le régime républicain

A. Ière République

1. Dans quelles circonstances est-elle apparue?

- Elle apparue dans des moments durs du pays: vide politique crée par l'exil du Mwami et le problème ethnique

2. Cette révolution était-elle nécessaire?

- Oui, elle était nécessaire pour remédier à la carence de l'autorité.

3. A son avènement que promettait-elle?

- La paix et le pain

4. Partant des situations malheureuses qui l'ont caractérisées (ethnisme, régionalisme...) peut-on dire qu'elle a tenu à sa promesse?

- Non

- Si oui, comment est-on arrivé là et comment expliquer le Putsch du 1er Novembre 1976?

- Il s'agit d'une crise des valeurs

- Si non, peut-on parler de crise de valeurs ou s'agit-il d'un autre phénomène politique? (Soyez précis pour ce dernier cas)

B. IIe République

1. A son avènement comment l'a-t-on saluée?

- On l'a saluée comme un sauveur

2. Dès sa proclamation, quel serait l'état des valeurs à ce moment (étaient-elles en crise ou pas)?

- Elles étaient en crise.

3. Si ces valeurs étaient en crise, qu'envisageait-elle de faire pour redresser la nation.

- repenser les valeurs
- réactualiser les valeurs
- ou les deux à la fois.

- réactualiser les valeurs

4. Parmi les valeurs ci-après, laquelle a-t-elle été la plus privilégiée par la politique?

- l'Unité nationale,
- la Justice sociale,

- Le Travail

3. Si cela est faux, comment peut-on qualifier ce régime?

Non, ce n'est pas faux, ce principe fut mis en pratique

4. Après les événements sanglants de NTEGA-MARANGARA, on a vu instaurer le gouvernement d'unité et la question d'unité des Barundi dut s'amorcer.

- Peut-on dire que ce gouvernement était opportun?

- Oui, il était opportun

- Si oui, pourquoi a-t-on attendu si longtemps?

- La question d'unité demerai tabou.

- Si non, serait-il l'effet de la peur du jeune régime?

5. vu le processus démocratique amorcé par la suite, que peut-on dire du rapport entre l'action politique et valeurs politiques.